

Après la mort du président de l'ENI

## La détention provisoire mise en cause en Italie

Excès de zèle judiciaire

CERTAINS suicides s'apparentent à des rébellions. En mettant fin à ses jours mardi 20 juillet, dans des conditions atroces, Gabriele Cagliari, l'ancien président de l'ENI (lire page 4). Dans une lettre adressée le 3 juillet à son épouse, et ouverte le jour de sa mort, il explique son geste comme un acte de révolte contre un système qui « cherchait à annihiler les hommes et non à faire la justice ».

Accusé d'avoir utilisé les fonds secrets du groupe énergétique italien pour financer illégalement des partis politiques, Gabriele Cagliari était maintenu en détention depuis cent trente-quatre jours. Sa mort a suscité une vive émotion en Italie et élimine une polémique sur l'usage de la détention provisoire.

L'ampleur de la corruption enfin admise - plus que vraiment découverte - justifiait bien des hâtes et des mesures d'exception : un système qui a duré près d'un demi-siècle ne se laisse pas facilement démanteler. Mais le zèle de certains magistrats, parmi les plus autonomes déjà en Europe, peut-il conduire à briser la classe politique et fragiliser les institutions ?

CE zèle est relayé par la volonté compréhensible d'une opinion publique qui rêve d'en débarrasser avec les anciens notables. Jusqu'ici demander un minimum d'organisation, de hiérarchisation dans cette grande lessive collective, était suspect. Au printemps, les juges milanais avaient par un brutal communiqué dénoncé les ministres de la justice Giovanni Conso de renoncer à son projet d'amnistie.

Faute d'abolition, il fallait des procès. Mais l'engorgement est tel et le système judiciaire si lent et si compliqué que cela peut prendre des années. Au bout du compte, l'opération « Meina propre », moteur de la « révolution douce » italienne a provoqué plus de suicides (une dizaine) que de grands procès. Au point que le très prudent président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, a vivement critiqué il y a dix jours « l'abus de la détention préventive et celui de l'avis d'ouverture d'enquête, destiné à protéger les droits de la personne suspectée, mais vite devenu l'équivalent d'une condamnation et d'une « mort sociale ».

DANS ces conditions, le suicide de M. Cagliari ne pouvait, outre l'émotion, que susciter de nouvelles interrogations, même les plus folles. Comme celles qui rappellent à propos de ce suicide bizarre, la café à la strychnine bu en prison, en 1986, par Michele Sindona, le « financier de Dieu », que l'on avait ainsi fait tuer à jamais. Gabriele Cagliari, lui, avait déjà péri, des fonds secrets de l'ENI, cette manne des partis politiques au pouvoir, mais il lui restait à donner des noms.

Cela avait motivé, en dépit des promesses du juge, le refus de sa mise en liberté. Aujourd'hui, beaucoup d'Italiens mettent en cause la dévotion, ou la trop bonne conscience de certains magistrats, parfois incompatibles avec une justice démocratique.

Confrontation au tribunal de Valenciennes

## Le directeur de l'OM face à ses accusateurs

Jean-Pierre Bernès, directeur général de l'Olympique de Marseille, était confronté, mercredi 21 juillet, au tribunal de Valenciennes, aux accusateurs qui le désignent comme l'instigateur de la tentative de corruption lors du match OM-USVA du 20 mai. Selon son avocat, M. Bernès entendait maintenir ses dénégations face aux témoignages concordants des footballeurs valenciennois Jacques Glassmann, Jorge Burruchaga, Christophe Robert, et du marseillais Jean-Jacques Eydelie.

VALENCIENNES

de notre envoyé spécial

Il ne manque qu'un interlocuteur. Depuis qu'une sonnerie de téléphone a retenti dans la chambre d'un hôtel à proximité de Valenciennes, les vœux se sont ajoutés les uns aux autres, ont diélogué et se sont répandus, comme lors de la soirée du 19 mai, pour retracer les détails d'une conversation téléphonique. Pour raconter la scène originelle d'une tentative de corruption présumée qui n'en finit pas d'ébranler le football français et de résonner au-delà.

Il y eut d'abord eu les paroles de Jacques Glassmann. Le défenseur de l'US Valenciennes, « connu » parmi les honnêtes » selon les termes de Bernard Tapie lui-même, n'a pas craint de briser le silence et d'attenter à l'image d'un club intouchable, l'Olympique de Marseille, à la veille de sa consécration européenne. Puis il y eut celles de ses coéquipiers, Christophe Robert et Jorge Burruchaga, tous deux mis en examen pour « corruption passive ».

JÉRÔME FENOGLIO

Lire la suite et l'article d'EDWY PLENEL, page 7

## Armer l'ONU

Les échecs des Nations unies en Somalie comme en Bosnie soulignent la nécessité d'un renforcement des structures de l'organisation

par Michel Tatu

Impuissance en Bosnie, où son intervention a, au total, plutôt accompagné que dissuadé l'agression. Activisme au contraire en Somalie, où elle se laisse aller à des bavures et se heurte - c'est une première - à l'hostilité d'une partie des populations. Jamais le rôle de l'ONU n'a été aussi important, jamais aussi il n'a soulevé autant de questions.

Précisons tout de suite que beaucoup de ces questions restent encore longtemps sans réponse. Ce que l'on appelle de

manière un peu ambitieuse la « communauté internationale » commence seulement à découvrir le grand désordre déclenché par la fin de la guerre froide et du monde bipolaire. Elle s'écroule qu'un début d'un long apprentissage : à défaut d'un visionnaire qui serait particulièrement bienvenu en ce moment, nos hommes d'Etat sont condamnés à tâtonner, à s'instruire sur la base de leurs propres erreurs.

Une première erreur a été de croire que, du fait de l'écroulement du communisme, tout le monde adhérerait désormais aux

mêmes valeurs. Certes, il y a eu un progrès des notions de droits de l'homme, de démocratie et d'économie de marché. Mais la belle euphorie des années 1989-1990 n'a pas duré. A l'échelle planétaire d'abord, puis chez les derniers dictateurs, communistes ou autres, ont réapparu les régimes autoritaires, les théocraties et les « confucianistes » asiatiques pour dire, comme on l'a entendu ce printemps à la conférence de Vienne : « Vos droits de l'homme ne sont pas les nôtres. »

Lire la suite page 5

## Ex-Yougoslavie : médias fauteurs de guerre

I. - La manipulation de la mémoire

En ex-Yougoslavie, avant que les armes n'imposent leur loi, la guerre avait été préparée, théorisée, en Serbie comme en Croatie, par les médias, et surtout par la télévision, tombée, ici et là, sous le contrôle des nationalistes.

BELGRADE

de notre envoyée spéciale « Il y a des journalistes qui sont vraiment des criminels de guerre ; ils ont les mêmes responsabilités, sinon plus, que les militaires dans ce

San propos n'était pas de ceux qu'on pût prendre à la légère. Quand on ennuie de faire son métier sans les bombes, en résistant aux passions nationalistes des uns et des autres, pour continuer à faire paraître son journal, sans se préoccuper des origines ethniques de ceux qui le fabriquent, on mérite, pour le moins, d'être écouté.

L'accusation portée par Zlatko Dizdarevic ne faisait que praliner, au demeurant, les constats déjà établis par Tadeusz Mazowiecki, l'ancien



conflict... C'était en février dernier. De passage à Paris, Zlatko Dizdarevic, le rédacteur en chef d'Oslobodjenje, l'héroïque journal de Sarajevo, accusait une certaine presse, et surtout certaines télévisions, d'avoir délibérément inculqué la haine dans les valeurs des diverses communautés de l'ex-Yougoslavie, pour pousser aux massacres, eux vils, à l'épuration ethnique.

premier ministre patronal, dans son dernier rapport à la commission des droits de l'homme des Nations unies. Il rejoignait aussi les jugements portés par l'Institut européen des médias, la fondation américaine Saraj, l'Association Reporters sans frontières, l'Unesco et même certaines ambassades occidentales.

CATHERINE HUMBLLOT

Lire la suite page 3

## DES TERMINALES A et B D'EXCEPTION

Les études supérieures se préparent dès la terminale

Dans cette perspective nous proposons des Terminales A et B (plus)

Terminales exigeantes, fondées sur la qualité du niveau et sur la qualité des ambitions.

Terminales ouvertes sur deux avenir :

- les instituts d'Etudes Politiques
- les Grandes Ecoles de Commerce, voie économique.

Ces deux voies sont spécifiquement préparées avec la participation

d'Intégrale,

leader des prépas, HEC, voie économique.

Cours Pollès Rocher  
64 bis, rue du Rocher - 75008 Paris  
Tél. : 45-22-10-40+

## Brendel triomphal

Le pianiste est revenu à Beethoven pour le Festival de Radio-France et de Montpellier

MONTPELLIER

de notre envoyée spéciale

Après un Concerto « l'Empereur » grandiose, abrupt et dépeuplé, après trois « bis » exultants à l'avant dans les premières sonates de Beethoven (1), Alfred Brendel glissa un regard désarmé vers le public. Celui-ci était debout et réclamait son dû : Beethoven encore, pour jamais. Le soliste turluma son grand corps fatigué vers les musiciens de l'Académie de Saint-Martin-in-the-Fields. Les jeunes musiciens anglais, dirigés par un Neville Martinier rajeuni de vingt ans, l'avaient fraternellement accompagné : strappillerie, fougue, tendresse, précision, tout y était.

Puis ils étaient restés là pendant les « bis », étrangement immobiles, comme fascinés. Et Brendel se retrouvait encerclé par ses deux groupes d'admirateurs : les musiciens qui, sur scène, refusaient de se lever pour le libérer. Le public électrisé, tendu,

affamé, dans une salle du Carum archaïque. Brusquement, les lumières furent rallumées. Le soliste en profita pour s'échapper. C'était lundi 19 juillet, deux jours après le passage du Tour de France à Montpellier. Et c'était, dans son registre, un autre grand moment d'enthousiasme collectif. Mystérieux par bien des aspects. Car jamais le pianiste anglais n'enfreint les règles qu'il s'est imposées : équilibre entre réflexion et spontanéité ; ni grandiloquence, ni gracieusetés ; liberté mesurée à l'aune de chaque œuvre dument caractérisée, analysée. Mais tellement d'ardeur, de jeunesse intérieure, d'amour pour le métier !

ANNE REY

Lire la suite et l'entretien avec Alfred Brendel, page 10

## Le code de la nationalité est conforme à la Constitution

Le droit du sol n'a pas été mis à mal par le réforme du code de la nationalité, adoptée par la majorité parlementaire, et le « double droit du sol » ne fait pas partie des grands principes de la République : ainsi en a décidé, mardi 20 juillet, le Conseil constitutionnel, en jugeant conforme à la Loi fondamentale l'essentiel de ce texte. Il a précisé, toutefois, que les jeunes disposant de la double nationalité franco-algérienne pourront continuer à faire leur service militaire en Algérie, tant que la convention signée par la France avec ce pays ne sera pas modifiée. Il a refusé, aussi, qu'un simple arrêté d'assignation à résidence ou de reconduite à la frontière empêche d'acquiescer la nationalité française.

page 20



# SUR LA ROUTE DES CROISADES

par Jean-Claude Guillebaud

Dans la «salle primitive» de cette forteresse campée au cœur des Ardennes sur une boucle de la rivière Semois, les hommes rassemblés au milieu du mois d'août 1096 savent que plusieurs armées considérables sont prêtes à partir pour cette Terre sainte où «coule le lait et le miel». Le pape Urbain II lui-même a fixé la date : ce sera le 15 août, juste après les moissons, lorsque dans toute l'Europe les granges seront pleines et qu'on pourra entasser des provisions sur les chariots et les bêtes de bât.

Huit cent quatre-vingt-trois ans plus tard... La «salle primitive» est restée à peu près en l'état. Elle toise de sa hauteur granitique l'ancien duc de Bouillon, aujourd'hui province wallonne de la Belgique. Une vallée mouillée pour châteaux de sangliers et pêcheurs à la mouche, à deux pas de Sedan. Les muristes flamands ou français qui visitent aujourd'hui le château érigé sur un promontoire encaissé dans ce vallon de carte postale s'arrêtent avec respect devant un monumental Godefroi de pierre, sculpté au siècle dernier et présenté en «tenue de combat». Ils sont également invités à s'interroger sur le «mystère» de cette croix de bois logée dans une entaille en plein roc et découverte furtivement en 1962.

Elle date, dit-on, de la première Croisade, mais son rôle et son état de conservation demeurent inexpliqués.

Quoi d'étonnant ? Mystères, prodiges, phénomènes singuliers... Tous les récits des Croisades ont leur part d'irrationnel. Il serait inconsciemment de l'oeil. Pendant des siècles les chroniqueurs les plus vétilleux - et Dieu sait s'il y en eut ! - ont assuré que cette date du 15 août 1096 fut marquée dans la chrétienté par des «signes du ciel» extravagants. On constata, disent certains, des pluies d'étoiles, des colonnes

Dans un premier temps, ce n'est pas une armée, mais quatre, qui vont prendre le départ en quelques semaines avec, pour point de ralliement, Constantinople, capitale de l'Empire chrétien d'Orient. Quatre armées réunissant chacune des contingents divers, ne parlant pas la même langue, ne portant pas les mêmes couleurs. A l'extrême sud, ce sont les Normands de Sicile conduits par Bobémund, prince de Calabre et de Tarente, accompagné par son neveu Tancred. Bobémund, ce baroudeur, est le fils du Normand Robert Guiscard, conquérant de la Sicile et de l'Italie méridionale. Au sud, en pays provençal et occitan, le puissant Raymond IV de Saint-Gilles, comte de Toulouse et marquis de Provence, a rassemblé ses fiefs, ses barons et ses «batailles». En Ile-de-France, à Pontarlier, se sont retrouvés les hommes d'Hugues de Vermandois, frère du roi Philippe I<sup>er</sup>, qui vient d'être excommunié, de Robert Courteuse, fils de Guillaume le Conquérant, et d'Etienne de Blois, son beau-frère.

Le seul équipement d'un chevalier wallon coûtait l'équivalent d'une exploitation agricole de taille moyenne

Enfin, ici, dans les Ardennes, c'est le duc de Basse-Lotharinge, Godefroi de Bouillon, qui sera le premier à partir. Il a convoqué autour de lui l'élite de la chevalerie wallonne, allemande, flamande et française. Godefroi a obtenu le concours de son frère Baudouin de Boulogne (futur roi de Jérusalem), de son cousin Baudouin du Bourg et de cent autres. Au total, et pour cette seule «quatrième armée» du Nord, plusieurs milliers de cavaliers et trente mille «piétons» se regroupent entre Bouillon et Cologne, d'où ils remonteront le Rhin par d'anciennes voies romaines. A noter qu'aucun souverain régnant ne participe



Chaque pays, chaque communauté, chaque terroir puise depuis neuf siècles dans cette épopée de quoi nourrir son identité ou légitimer son «projet».

## 3. - Bouillon l'Europe en armes

de feu, des nuages de sang dans le ciel. D'autres notent le départ d'innombrables poissons, de papillons et d'oiseaux. Rien qui puisse étonner outre mesure ces hommes du onzième siècle familiers de l'Apocalypse, des hommes pour qui la Bible est «un manuel complet de la vie» (Régine Pernoud), qui apprennent l'alphabet dans les psaumes et les humanités - les «artes liberales» - avec l'Écriture sainte. Au onzième siècle, d'ailleurs, on retraduit et on diffuse l'Ancien Testament, qui n'est pas avarié en matière de prodiges. Au sujet de cette croix singulière, le poète bouillonnais Marcel Leroy écrit aujourd'hui, avec une sorte de bonheur à mi-mot : «Le mystère sans doute restera ténébreux longtemps, aussi impénétrable que l'ombre où s'enlèvent les couleurs et les souterrains. Et sans doute cela en-t-il mieux ainsi.» Notre deuxième millénaire allemand, autant que le premier, s'accommode assez bien du surréalisme,

à cette première croisade, ni le roi de France, ni celui d'Angleterre, ni l'empereur d'Allemagne. Tous «en délicatesse» avec la papauté depuis le début de la réforme grégorienne. Mais ils se rattrapent.

Le rassemblement de ces milites, l'équipement des chevaliers, le ravitaillement des piétons et des milliers de «civils» (y compris des femmes), tout cela a réclamé des sommes énormes. On pourra écrire, plus tard, que la mobilisation - renouvelée - des «liquidités» nécessaires aux Croisades n'est pas pour rien dans la naissance des premiers systèmes bancaires européens. Or ce sont les princes, les barons et chacun de leurs fiefs qui, selon les règles codifiées du système féodal, assurent ces dépenses «à titre privé». Le seul équipement d'un chevalier wallon, explique-t-on aujourd'hui à Bouillon, coûtait l'équivalent

contingents disciplinés et entraînés, leurs chefs sont tous des chevaliers qui ont fait leurs preuves. Jeunes comme le Cid Campeador de Corneille affrontant les Maures, ils ne sont point novices. Raymond de Saint-Gilles, dans sa jeunesse, a déjà répondu à un appel du pape pour aller combattre les Sarrasins en Espagne. Bobémund de Tarente s'est mesuré aux armées byzantines d'Alexis Comnène, avec lequel il rêve d'en découdre à nouveau. Godefroi de Bouillon, vassal de l'empereur d'Allemagne Henri IV, a combattu à ses côtés contre... le pape Grégoire VII. Il a même participé, en 1080, à la prise de Rome.

Parmi tous ces chefs de guerre, cependant, c'est surtout le plus doux, le plus religieux, que l'Histoire retiendra : Godefroi, fils puiné du comte de Boulogne. Lui que les chansons de geste et les poèmes des troubadours magnifieront, lui que la rumeur populaire trans-

Godefroi a donné ou mis en page tous ses biens. Son ardeur au combat et son courage sont attestés par les chroniques de l'époque. Il refusera bientôt d'être fait roi de Jérusalem et se contentera du titre «d'avoué du Saint-Sépulchre». Il descend de Charlemagne par sa grand-mère maternelle. On le dit chaste, et certains chroniqueurs affirmeront même qu'il mourra vierge (le 18 juillet 1100), à l'âge de trente-neuf ans. Les autres barons qui l'accompagnent n'auront pas tous ces vertus.

Ce n'est pas tout. La biographie de Godefroi comporte une part de mystère. Elle laisse subordonner un des retournements mystiques qui favorisent la reconstruction légendaire d'un destin. Vassal et allié de l'empereur d'Allemagne contre la papauté de Rome (c'est-à-dire de la papauté de Rome), il a dit consentant à la nomination des fameux «anti-papes» par Henri IV, ayant pris les armes contre le pontife romain, Godefroi, en se «croisant» à l'appel d'Urbain II, place sa vie au service de celui-ci. C'est, semble-t-il, qu'il a vécu entre-temps une aventure d'ordre spirituel. En 1080, il est revenu de l'équipée romaine souffrant d'une étrange maladie. Plus tard, il est devenu l'ami du fameux moine précepteur Pierre l'Ermite, qui sera le chef de la Croisade dite «populaire». Un de ces mouvements de l'âme qui font bifurquer une vie ?

Neuf siècles plus tard, Godefroi n'est pas seulement un héros. C'est un héros belge.

Vraiment ? Suzette Clément, conservatrice du Musée ducal de Bouillon, est catégorique : c'est parce qu'il était bilingue que Godefroi dirigea la première Croisade. Le chef des croisés, en somme, serait un précurseur d'une épuissante entreprise entre Belges. On aurait tort de sourire de ce prolongement rétrospectif des querelles entre Flamands et Wallons. Et cela, même si cette vallée invite d'avantage au tourisme facticieux qu'à la grandiloquence médiévale. Cette vallée des Ardennes où Verlaine et Rimbaud, échappés de Charleville qui est à deux pas, venaient déguiser les truites de la Semois («Les truites de la Semois», écrit Verlaine, rendu guilleret par l'escapade, dignifiées même saumonées, consommées en toute dilection, en compagnie des bons collègues de ce bon curé, ô les truites de la Semois !). Bilingue, en effet, Godefroi de Bouillon parlait à la

fois le «tudesque» et le français. Un détail qui n'est pas sans importance lorsqu'on s'apprête à commander une formidable armée multinationale. Voilà donc Godefroi belge à part entière.

Chaque pays, chaque communauté, chaque terroir puise depuis neuf siècles dans cette épopée de quoi nourrir son identité ou légitimer son «projet». Pour se fabriquer une mémoire, les nations - toutes - instrumentalisent peu ou prou l'Histoire. On ne tiendra pas rigueur aux Belges de s'être brusquement souvenus des Croisades au moment propice. C'était en 1830. La Belgique, en tant qu'état souverain, arrivait sur les fonts baptismaux.

Suzette Clément, douce grand-mère aux cheveux grisonnants, au beau visage à la Ingrid Bergman, me chuchote cette histoire, assise bien droite sur un canapé du musée, juste sous les tours de la forteresse de Bouillon. Elle dit, comme s'il s'agissait d'une péripétie méritant indulgence : «En 1830, la Belgique avait besoin d'un héros historique. Ce fut Godefroi de Bouillon. On fit dresser une statue à Bruxelles, on frappa des médailles à son effigie.»

Soit. Un détail cependant donne tout son sel à la «naturalisation» belge de Godefroi de Bouillon. Il tient à l'histoire même de ce duché qui, au fil des siècles, sut préserver son indépendance. Notamment des empiètements ou agissements de son puissant voisin, la France. Au début du dix-huitième, mettant à profit cette indépendance, le duc de Bouillon s'était en quelque sorte spécialisé dans l'édition d'auteurs ou d'œuvres désirant échapper à la censure des monarchies européennes. L'imprimerie bouillonnaise, fondée par le Toulousain Pierre Rousseau, employait quatre-vingt-quatre typographes. Elle était célèbre dans toute l'Europe et publiait, sans mention d'origine, la plupart des œuvres «séditieuses» des Lumières. Parmi celles-ci, Voltaire et les encyclopédistes. Et, plus remarquable encore, la fameuse *Revue de l'Encyclopédie*, qui fut l'un des premiers «journaux», au sens moderne du terme.

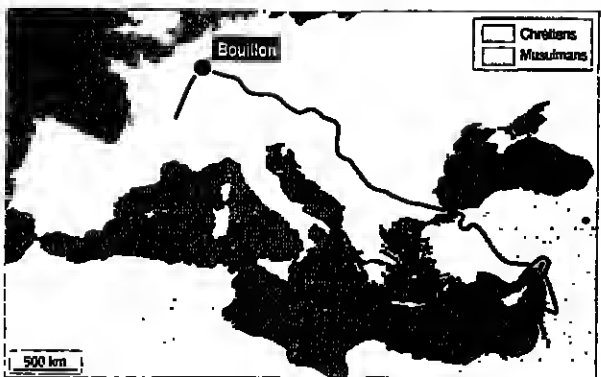
Toutes ces publications étaient diffusées, en contrebande, dans les pays voisins. Cette tradition de libre-pensée, cette inclination «progressiste» qui gagna les souverains de Bouillon eux-mêmes (notamment Godefroi Charles Henri de La Tour d'Auvergne, fameux pour son impiété) jouèrent d'ailleurs un rôle dans la véritable «révolution républicaine» que s'offrit Bouillon à partir de 1790 («La masse du peuple bouillonnais, égaré par l'intrigue et l'aristocratie, s'est réunie aujourd'hui à la Société populaire. Tous ont juré de vivre ou de mourir»). C'est par ces mots que commençait la pétition rédigée en 1794 et aboutissant à la proclamation de la République. Ephémère République, au demeurant, puisqu'en France la Convention n'eut pas la même patience avec l'ancien duc, qu'elle annexa par décret le 26 octobre 1795.

Aujourd'hui, des cors de touristes mais aussi des groupes de pèlerins catholiques se succèdent à Bouillon.

Or, comme on le sait, Voltaire - dans son *Essai sur les mœurs* - et les encyclopédistes furent sans indulgence pour l'aveugement de l'Europe salote, archétype à leurs yeux de la superstition et de l'obscurantisme. Bouillon et son imprimerie se retrouvèrent ainsi éditeurs-diffuseurs-protecteurs des plus féroces adversaires de la Croisade. Et de son illustre duc-chevalier Godefroi.

Lorsqu'il fut question en 1830 de «rappatrier» celui-ci dans la mémoire nationale belge, Bouillon se trouva sommé de choisir en quelque sorte entre deux mémoires, deux fidélités, deux traditions. Godefroi de Bouillon l'emporta. Mais lentement. La section «Croisades» du Musée ducal ne fut ouverte qu'en 1961, à l'occasion du huitième centenaire de la naissance de Godefroi et grâce au travail acharné d'un petit groupe de passionnés, parmi lesquels Suzette Clément.

Aujourd'hui, des cors de touristes mais aussi des groupes de pèlerins catholiques se succèdent à Bouillon. Les terribles de la guerre ont été oubliés. Comme la Lorraine voisine, comme Sedan qui se meurt ou Charleville qui dépérit, Bouillon connaît d'autres problèmes. Ce sont précisément ceux de l'Europe en 1993. La principale industrie de l'ancien duc, la ferronnerie, représentée par deux usines importantes - L. Devillez et Camion SA - a périclité en 1971. Les usines ont été rasées et les six cents ouvriers qu'elles employaient ont perdu leur emploi. Pour Bouillon démolissait restait le tourisme. Et le duc Godefroi qui pouvait enfin sourire sous son heaume de pierre...



BELGIQUE

**Autour du 15 août 1096, quatre puissantes armées sont prêtes à partir pour la Croisade : plusieurs dizaines de milliers de cavaliers et «piétons» qui se regroupent à Constantinople. L'armée du Nord est commandée par Godefroi de Bouillon, duc de Basse Lotharinge.**

qu'il offre, comme on le sait, en prime time à la télévision.

Mais qu'on ne s'y trompe pas ! Ces hommes de guerre équipés de pied en cap, qui s'apprêtent à partir pour la Terre sainte, pour pénétrer qu'ils fussent des prophètes, savent allier une inclination pour l'invisible avec un «sens pratique» qui donne encore à réfléchir. Quoi de mieux organisé, planifié, calculé, que l'ébranlement à la date fixée par le pape d'un corps expéditionnaire à l'échelle du continent. (L'historien allemand Delbrück évalue à 105 000 combattants ses effectifs, auxquels il faut ajouter la foule des non-combattants.) Quelle FOR-PRONU, quelle manœuvre de l'OTAN ou de l'UEO eût osé affronter des difficultés logistiques équivalentes ?

d'une exploitation agricole de taille moyenne. Godefroi de Bouillon, pour sa part, a réalisé l'ensemble de ses biens. Il a carrément donné son duché en gage au prince-évêque de Liège (pour 1300 marcs d'argent et 3 marcs d'or) ; il a vendu les châteaux de Stenay et de Mouzay à l'évêque de Verdun et affranchi - contre 100 000 écus - les habitants de Metz. Notons enfin que, gratuitement cette fois et pour le salut de son âme, il a donné son château de Ramioul, sur la Meuse, aux chanoines de... Maastricht.

La constitution d'une armée européenne valait bien - déjà ! - quelques amabilités à cette cité néerlandaise que la grande Histoire de l'Europe attend au tournant !

Si les lourdes armées franques qui partent à la date prévue regroupent des

formera au fil des siècles en un mythe descendant du «chevalier au cygne». Lui dont la mère, l'ide, sera béatifiée.

Pourquoi lui ?

A coup sûr, c'est Godefroi de Bouillon qui correspond le plus exactement à cet idéal de la chevalerie qui gouvernera le Moyen Âge et dont l'épopée des Croisades fera un «héros pieux». L'émergence de la chevalerie coïncide d'ailleurs avec l'affaiblissement du pouvoir royal. Les petits seigneurs - les milites - au sommet de la hiérarchie sociale sont dévoués au métier des armes et subissent de leur enfance une éducation militaire extraordinairement sévère. Ces hommes souvent illettrés partagent un idéal qui exalte le courage, la fidélité et - en principe - le détachement. Or

PROCHAIN ÉPISODE : RATISBONNE (ALLEMAGNE), LE CRIME DES «ÉGÉRÉS»

# Démocratie

## Le président Izetbegovic appelle

Le président de la République de Bosnie-Herzégovine, Ali Izetbegovic, a appelé les Bosniaques à l'unité et à la coopération avec les Serbes et les Croates. Il a déclaré que la Bosnie-Herzégovine est un pays uni et indivisible, et que les Bosniaques doivent travailler ensemble pour construire une société démocratique et pacifique. Il a également appelé les Serbes et les Croates à cesser leur violence et à rejoindre le processus de paix.

## La Yougoslavie : médias auteurs de guerre

Les médias yougoslaves ont été accusés d'être les auteurs de la guerre en Bosnie-Herzégovine. On leur reproche d'avoir diffusé des informations fausses et de avoir incité à la violence. Les médias ont été décrits comme des outils de propagande au service des intérêts politiques et militaires.

Tous ces télévisions, très nombreuses, diffusent des informations fausses et des images de violence. Elles ont été accusées d'être des outils de propagande au service des intérêts politiques et militaires. Les médias ont été décrits comme des auteurs de la guerre.

Les médias ont été accusés d'être les auteurs de la guerre en Bosnie-Herzégovine. On leur reproche d'avoir diffusé des informations fausses et de avoir incité à la violence. Les médias ont été décrits comme des outils de propagande au service des intérêts politiques et militaires.

## Le contrôle de la télévision

Le contrôle de la télévision est devenu un enjeu majeur dans la région de la Bosnie-Herzégovine. Les autorités locales ont tenté d'imposer un contrôle strict sur les programmes diffusés, mais ont rencontré de nombreuses difficultés. Les médias ont été accusés de diffuser des informations fausses et de avoir incité à la violence.

## «Démocratie» en tout genre...

Puis ce fut la manifestation des «démocrates» en tout genre. Les médias ont été accusés de diffuser des informations fausses et de avoir incité à la violence. Les médias ont été décrits comme des auteurs de la guerre.

## Les opposants attendus à

Les opposants attendus à la manifestation. Les médias ont été accusés de diffuser des informations fausses et de avoir incité à la violence. Les médias ont été décrits comme des auteurs de la guerre.

Handwritten text in Arabic script.



Dénouant les menaces serbes contre la capitale bosniaque

# Le président Izetbegovic appelle à une intervention internationale immédiate pour protéger Sarajevo

Le président bosniaque Alija Izetbegovic a lancé, mardi 20 juillet, un appel à la communauté internationale devant la menace qui pèse, selon lui, sur Sarajevo. Des combats se sont poursuivis mardi soir aux alentours de la capitale, où résonnaient les tirs d'armes lourdes.

Les observateurs de l'ONU sur place déclaraient cependant n'être pas en mesure de savoir où s'établissent les lignes de front, certains gains réalisés par les Serbes au mont Igman semblant avoir ensuite été repris par les forces musulmanes. L'approvisionnement en eau, gaz et électricité, qui avait été partiellement rétabli la semaine dernière, est de nouveau presque totalement interrompu dans la capitale bosniaque.

Dans une lettre adressée aux Nations unies, au commandement militaire de l'ONU et à l'ambassadeur américain en Bosnie-Herzégovine, le président Izetbegovic a estimé que l'assaut lancé samedi dernier par les Serbes sur le mont Igman, qui surplombe Sarajevo, « laisse présager une annexion générale sur la ville elle-même ».

M. Izetbegovic a appelé la communauté internationale à « intervenir immédiatement » et à « arrêter ce nouvel acte d'agression ». Il a indiqué que les Serbes avaient utilisé trois hélicoptères en soutien à leurs attaques menées par des blindés, violant ainsi l'interdiction de survol de la Bosnie décrétée par l'ONU. Il a insisté sur le fait que le Conseil de sécurité de l'ONU avait déclaré Sarajevo « zone de sécurité ».

## « Purification » à Mostar

Un porte-parole du département d'Etat américain a fait état, mardi, de l'« iniquité » de Washington devant cette situation à Sarajevo, en indiquant toutefois que les Etats-Unis n'envisageaient pas de nouvelles mesures.

Autre point qui focalise l'attention internationale : la région de Mostar, en Herzégovine, où les Croates, accusés de se livrer à une vaste opération

d'épuration ethnique, démentent et accusent les musulmans des mêmes pratiques.

Des responsables de l'ONU ont déclaré, mardi, que les forces croates prévenaient d'expulser de Bosnie près de 10 000 musulmans de Mostar qui pourraient être rejoints par leurs familles, soit 20 000 personnes de plus. Ces déclarations « ne correspondent pas à la réalité », dit le porte-parole du HVO, Veso Vego. Il n'y a jamais eu plus de 15 000 musulmans dans la partie de la ville contrôlée par le HVO, et beaucoup d'entre eux ont quitté Mostar durant les quinze derniers mois, comme l'ont aussi fait de nombreux Croates.

Veso Vego a reconnu que des musulmans sont regroupés au camp d'internement de l'héliport, situé au sud de Mostar, mais affirmé qu'il s'agit pour la plupart de soldats de l'armée gouvernementale bosniaque. « Il est vrai qu'environ 2 500 musulmans sont actuellement détenus à l'héliport. Certains sont des prisonniers de guerre capturés ou combattus, d'autres ont été arrêtés en ville pour port de documents qui les rattacheront à l'armée gouvernementale musul-

mane », a-t-il dit. Le porte-parole a ajouté que le HVO propose au Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) de trouver un centre de transit pour tous ceux qui souhaiteraient se rendre dans un pays tiers. Il paraît peu probable que le HCR accepte une telle proposition.

Willy Claes, au nom de la Communauté européenne, a demandé mardi au président Franjo Tudjman de faire pression sur les forces croates de Bosnie pour que cessent ces pratiques. M. Claes devrait, dans sa tournée dans l'ex-Yugoslavie, s'efforcer de convaincre M. Izetbegovic de prendre part aux négociations de Genève.

Dans un document parvenu mardi à Genève, la présidence collégiale bosniaque a proposé un projet de fédération pour la Bosnie-Herzégovine, qu'elle oppose au projet serbo-croate de confédération sur la base de trois entités ethniques. Ce document propose un « protectorat » des Nations unies sur la Bosnie-Herzégovine si ces principes sont rejetés par les Serbes et les Croates. — (AFP, Reuters)

## Ex-Yugoslavie : médias fauteurs de guerre

Suite de la première page

Tout concorde pour aboutir à cette effrayante question : sans les médias, sans la télévision en particulier, la guerre aurait-elle eu lieu en ex-Yugoslavie ?

S'il est vrai que les médias serbes ont joué un rôle primordial, sinon déterminant, dans le déclenchement du conflit, comment expliquer leur silence sur les tentatives de médiation et de conciliation ? Pourquoi les télévisions et la grande majorité des journaux en Serbie, puis plus tard en Croatie (contrairement à la télévision de Sarajevo et de Ljubljana, par exemple) ont-ils sombré dans la propagande et l'hystérie ? Pourquoi ces médias ont-ils complètement joué le jeu des nationalismes les plus extrêmes, « pour qu'émergent un certain nationalisme politique » ?

Ici, à Belgrade, la guerre, apparemment, n'est pas. Il fait une chaleur de saison. Foule aux terrasses des cafés, magasins plutôt achalandés, vie nocturne animée. Mais, à l'arrière-plan, la petite boucle d'or à l'oreille, l'air encore d'enfants, qu'on croise dans l'une comme dans l'autre des capitales, ont-ils été témoins (ou ont-ils commis) quelques-uns de ces atrocités dénoncées par les commissions internationales ? A la télévision de Belgrade comme à la télévision de Zagreb, on ne montre exclusivement que celles perpétrées par l'ennemi. Ici commence la plongée en absurdité.

## Le contrôle de la télévision

Dans les petits locaux en désordre et vivants de Vreme, l'hebdomadaire le plus indépendant de Belgrade, Petar Lukovic, rédacteur en chef adjoint, ex-chroniqueur de rock, raconte, à « politiques », vu les circonstances, tient, chaque semaine, la chronique serrée des mensonges, oublis et autres manipulations de la télévision de Belgrade. Sa chronique est à la fois surréaliste et hilarante. Pour lui, on ne peut rien comprendre si on ne remonte pas quelques années en arrière, et d'abord en Serbie, où Slobodan Milosevic, alors cacique communiste, a entrepris de développer une stratégie de tension, tout en mettant en place une formidable machine de guerre à travers la télévision. « La propagande a commencé, dès 1986, en Serbie. Ce fut une escalade progressive qui n'a culminé avec la guerre, explique-t-il. Propagande contre les Albanais du Kosovo d'abord — ce fut là que le nationalisme serbe commença —, puis contre les Sloènes accusés d'être séparatistes, contre les Croates accusés d'être fascistes... On vit sous propagande depuis six ans en Serbie. » Pour Petar Lukovic, cela ne fait aucun doute : cette guerre « a été conduite par la télévision, et beaucoup de journalistes sont effectivement coupables de crimes de guerre, parce qu'ils ne tiennent pas avec des bombes, ils tiennent avec leurs mots ».

Dans l'ancien système fédéral, chaque république avait sa télévision, ses grands quotidiens et ses hebdomadaires, plus des grands et des petits journaux régionaux, édités dans les différentes langues. Certains avaient fini par acquérir une réputation hors des frontières, comme Nin

(en Serbie), Danas, Vjesnik (en Croatie), le Monitor (en Monténégro) ou Mladina (en Slovénie). La presse yougoslave s'émancipait du joug communiste pour se rapprocher de celle de l'Occident — c'était la plus libre de tous les pays de l'est — en tant qu'élément de la brèche ouverte à l'effacement du socialisme, les aspirations démocratiques et la montée de l'agitation nationaliste, fer de lance de la contestation contre le pouvoir central, communiste, yougoslave.

Toutes ces télévisions, très autonomes, faisaient partie de la Radio-Télévision yougoslave. Un organisme central (JRT) coordonnait les échanges de programmes entre les différentes républiques et surveillait, de Belgrade, le fonctionnement de l'ensemble. Slobodan Milosevic, qui a compris le parti personnel et politique qu'il pouvait tirer du nationalisme serbe, a vite compris également comment jouer avec la télévision. Sa montée en puissance au sein de la Ligue communiste s'est accompagnée d'une reprise en main immédiate, brutale, du centre de Belgrade, dont l'équipe de direction a été changée, de la station de Pristina au Kosovo, où il fit même envoyer des unités spéciales de la police, et d'une tentative de prise de contrôle des autres stations par des méthodes plus habiles : on a remplacé ici ou là, comme à Sarajevo, des rédacteurs en chef sous les prétextes les plus divers, certains ont été poussés à la faute professionnelle, d'autres mis en accusation pour « nationalisme » par des cadres plus sûrs idéologiquement, la plupart du temps serbes. « Cela s'est fait en l'espace de sept ou huit mois », raconte Mirsada Sakic-Hatibovic, journaliste « bosniaque musulmane », victime avec d'autres de cette vague de mutations « en douceur ».

Qui a commencé les hostilités à la télévision ? Question interne dans les Balkans, on l'on vous fait remonter jusqu'au Moyen Age. Ce qui est sûr, concernant le petit écran, c'est que chaque centre supportait de moins en moins les informations des autres. Puis le centre de Belgrade a commencé à se retirer de l'espace de sept ou huit mois », raconte Mirsada Sakic-Hatibovic, journaliste « bosniaque musulmane », victime avec d'autres de cette vague de mutations « en douceur ».

## « Démonisation » en tout genre...

Puis ce fut la multiplication des « commémorations négatives » sur les autres républiques. Par exemple, tandis que les républiques les plus « riches » (Slovénie, Croatie) se plaignaient, dans leurs émissions télévisées, de devoir subventionner les républiques « retardataires » et lançaient le thème « nous sommes exploités par les autres », les « retardataires » se plaignaient d'être « exploités » en étant obligés de vendre en dessous des prix mondiaux. Le nationalisme serbe n'a

cessé, dès lors, de se poser en victime du nationalisme des autres pour mieux alimenter son propre nationalisme.

La propagande proprement dite a rapidement suivi en Serbie. « Les écrans de télévision ont commencé d'être saturés d'intellectuels nationalistes chauvins, comme Crncevic, Kasilo, Kalajic, Ekmecic, Berkevic, une légion », raconte Miro Vasic, l'un des fondateurs de Vreme. Ces propagandistes firent l'éloge du Memorandum, le texte fondateur du panserbisme de Slobodan Milosevic, ils contribuèrent à la répétition incessante de commémorations globalisantes du genre « les Sloènes sont des fascistes », « les Albanais chassent les Serbes du Kosovo », « les Croates, alliés des Allemands, sont encore des austriaci », ils attaquaient les Serbes dans les villages... Ces attaques, cette exploitation des peurs anciennes ravivées par la télévision, de manipulations subtiles en fait, de mensonges grossiers, a agi comme un poison à effet lent, contaminant tout le monde et provoquant la haine de l'autre, en même temps qu'une totale incompréhension de l'autre. En 1989, une manifestation pacifique pour la liberté d'expression à Ljubljana (suite au procès intenté par les fédéraux de Belgrade contre des journalistes de Mladina (1), devenu alors, sur les débris de Belgrade, un journal « révolutionnaire » violemment antiserbe.

Mais la télévision de Belgrade n'est pas le seul média serbe à suivre cette évolution. En 1990, tandis qu'elle même campagne contre les Albanais au Kosovo « qui empoisonnent les puits, égorgent les enfants », le sérieux, l'objectivité, le désarmement par le virus nationaliste, publié un étrange courrier des lecteurs (« inventé », affirment des journalistes de Belgrade) selon lequel les Albanais violent les femmes serbes par coïtals (2). Quelque temps plus tard, en août, personne n'oppose à la répression qui suit quand le régime de Milosevic fait décréter l'état d'urgence au Kosovo, supprime tous les programmes de radio et de télévision en langue albanaise, licencie des centaines de journalistes présumés et interdit la parution du journal Rilindja.

Mais le facteur déterminant, celui qui déclenche l'hystérie, est assurément la manière dont la télévision de Belgrade (et l'agence Tanjug) se mettent ensuite à parler du « géno-

cide » des Serbes pendant la deuxième guerre mondiale : « On se mit à montrer tous les jours des documents sur les victimes de Jasenovac en 1941, l'horrible camp austriaci », rappelle Predrag Matvejevic, professeur à l'université de Zagreb, aujourd'hui invité à enseigner la littérature slave à la Sorbonne. Il avait fallu attendre la mort de Tito pour qu'on parle enfin de cette page tragique de l'histoire yougoslave. Mais les images des Serbes massacrés par les Croates dans les années 40 vont bizarrement coïncider avec celles des Serbes de la Krajina en rébellion contre le nouveau statut prévu par le président Tudjman dans la Croatie indépendante. Un statut de « minorité » qui va révéler les peurs des anciens pogrammes. D'autant que réapparaissent ici et là quelques symboles austriaci : drapeaux, chemises...

La presse serbe, plutôt que de chercher à rappeler le passé pour en tirer des leçons utiles aux générations suivantes, a à elle seule cherché à exploiter le génocide perpétré par les Croates pro-nazis pour justifier une intervention armée contre la Croatie. Suspicion, méfiance, haine, peur et manipulation. Tout était prêt pour le pire, quand les armes à feu prirent le relais des stylos et des cancrans.

CATHERINE HUMBLLOT

(1) Les journalistes de Mladina, fer de lance de la propagande serbe, furent poursuivis après avoir mené campagne contre le régime communiste déclinant, avoir dénoncé les sévices présumés de la répression en maie de Slobodan Milosevic face à la crise politique, après s'être opposés à la répression au Kosovo et avoir contesté le rôle de l'armée qui empoisonnait les puits yougoslaves. Leur procès a contribué à mettre le feu aux poudres dans ce pays. Leur journal est aujourd'hui un hebdomadaire indépendant.

(2) Une commission internationale, dirigée par l'avocat Srdja Pavovic a mené une enquête, selon laquelle le nombre de viols, commis par des Albanais, en 1990, correspondrait aux chiffres existant dans les autres républiques (moins de dix), chiffre équivalent au nombre de viols commis sur des femmes serbes par des Serbes ou sur des femmes albanaises par des Albanais.

Prochain article : L'hystérie « patriotique »

## Les opposants serbes Vuk et Danica Draskovic attendus à Paris pour des examens médicaux

BELGRADE

de notre correspondante

L'opposant serbe Vuk Draskovic et son épouse Danica, remis en liberté le 9 juillet par le président Milosevic après quarante jours de détention, étaient attendus à Paris, mercredi 21 juillet. Les époux Draskovic, qui avaient été violemment battus lors de leur arrestation le 2 juin, ont accepté l'hospitalisation de M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand, présidente de la fondation France-Libertés, de veiller pendant quelques jours à l'hôpital du Val-de-Grâce pour des examens médicaux. M<sup>me</sup> Mitterrand leur avait rendu visite et était intervenue en leur faveur à Belgrade. Dans un entretien qu'il nous a accordé il y a quelques jours, Vuk Draskovic expliquait que le médecin qui l'avait examiné le 2 juin au centre hospitalier de Belgrade après que « la police l'ait torturé » et qui l'avait renvoyé en prison, jugeant qu'une hospitalisation n'était pas

nécessaire, récuse la compétence de ses collègues de l'institut de médecine légale qui ont constaté pour leur part des « blessures graves pouvant être mortelles ». Le chef du Mouvement du renouveau serbe (SPS), son épouse et les autres membres du mouvement ont subi des sévices après la manifestation anti-gouvernementale du 1<sup>er</sup> juin, ont l'intention de porter plainte pour coups et blessures contre la police de Belgrade.

M<sup>me</sup> Mitterrand a obtenu le soutien du président et du gouvernement français, qui ont mis un avion médicalisé du GLAM à la disposition du couple d'opposants serbes. Vuk et Danica Draskovic ont précisé avant de partir qu'ils n'avaient pas l'intention de quitter la Serbie pour longtemps et que la durée de leur séjour à Paris dépendrait essentiellement de l'avis des médecins.

FLORENCE HARTMANN

## Cinq Bosniaques déposent devant un juge français une plainte pour crimes contre l'humanité

Cinq ressortissants bosniaques réfugiés en France ont chargé leurs avocats, M<sup>rs</sup> William Bourdon et Henry Leclerc, de déposer au cabinet du doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance de Paris une plainte contre X... pour « crimes de guerre, tortures, génocide et crimes contre l'humanité ». Cette plainte vise également plusieurs militaires serbes, dont Zeljko Mejakic, commandant du camp de détention d'Omarska, Slobodan Kuruzovic, commandant du camp de détention de Trnopolje, et Dusko Sikirica, commandant du camp de Keraterm, nommément désignés par deux des cinq plaignants. Il s'agit de la première plainte concernant la poursuite de personnes soupçonnées de violations graves du droit humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yugoslavie.

De multiples rapports concordants ont révélé les méthodes de la « purification ethnique » et, co-déposant leur plainte en France, les cinq réfugiés bosniaques apportent leur propre témoignage. Ils ont tous été arrêtés dans la région de Kozarac au cours du premier semestre de l'année 1992. En termes simples, ils furent emmenés dans Kozarac et ils ont commencé la « nettoyage », ainsi que le disent les Serbes eux-mêmes. (...) Le 9 juillet, tous les hommes musulmans de Dornj Garavici ont été ramassés par l'armée serbe pour les emmener vers les camps de Keraterm et d'Omarska. (...)

Un autre raconté : « Le 25 juillet 1992, 29 femmes et enfants ont été fusillés à Zecovi. Le troisième déclare : « Tous les jours, les gardiens serbes nous disent que nous, les musulmans, n'avons pas le droit de vivre sur cette terre et que nous serions tous tués et emmenés. » Et il décrit son séjour dans le camp d'Omarska : « Un camion venait ramasser les cadavres chaque matin. Il y en avait environ cinq par jour les quinze premiers jours. (...) J'ai ensuite arrêté de compter, parce qu'il y en avait de douze à quinze et je ne pouvais plus supporter cela. Ces gens mouraient de blessures par balles, de passages à l'obac ou de maladies. »

## Deux rapports

Cet autre Bosniaque se souvient qu'au camp de Keraterm, « vers le fin du mois de juillet 1992, en une nuit ont été tués et blessés 150 personnes. Le soir suivant, une cinquantaine ont subi le même sort ». Le cinquième parle de la torture : « Le responsable des interrogatoires s'appelait Milos Preradovic. Je me suis évanoui plusieurs fois : (...) plusieurs personnes sont mortes des suites de ces tortures. »

Outre ces témoignages, la plainte s'appuie notamment sur

deux rapports de Médecins sans frontières. L'un, du 7 décembre 1992, est intitulé « Le processus de purification ethnique dans la région de Kozarac », alors que l'autre est un compte rendu de témoignages recueillis à Carjac (Lot) en février 1993. Le dossier de plainte comprend également un rapport d'Amnesty International sur la période s'étendant d'avril à août 1992, un rapport de la commission des droits de l'homme des Nations unies, un rapport transmis par les Etats-Unis au Conseil de sécurité, un rapport du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, le rapport de la mission d'observation de la Communauté européenne.

## Recevabilité incertaine

Pourtant la recevabilité de cette plainte est constituée par une évidence juridique. Le code de procédure pénale précise, en effet, que les juridictions françaises ne sont compétentes pour les crimes commis à l'étranger que si l'auteur ou la victime sont français. Cependant, l'article 689-2 considère que l'auteur de tortures « au sens de l'article premier de la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels inhumains ou dégradants, adoptée à New-York le 10 décembre 1984, peut être poursuivi et jugé par les juridictions françaises s'il est trouvé en France ».

Pour les avocats des cinq Bosniaques la compétence des tribunaux français résulte principalement de l'interprétation de quatre conventions signées à Genève le 12 août 1949 par plusieurs pays, dont la France et la Yougoslavie. Ces deux pays ont également signé le 9 décembre 1948 la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

La résolution 808 du 22 février du Conseil de sécurité de l'ONU prévoyait la création d'un tribunal international chargé de juger les auteurs de graves violations du droit humanitaire commises en ex-Yugoslavie. Cette instance étant restée à l'état de projet, les avocats soutiennent que l'application des conventions internationales permet d'engager les poursuites devant les juridictions françaises qui pourraient ensuite se dessaisir au profit de ce tribunal international s'il devait voir le jour.

MAURICE PEYROT

Erratum. — Dans le bulletin de l'étranger consacré au retour en France du général Philippe Morillon (le Monde du 30 juin), nous avons écrit par erreur que le Suède était, avec la France, le seul pays en Europe à s'être engagé à fournir de nouveaux contingents à l'ONU. Henry Wijngaards, ambassadeur des Pays-Bas en France, nous demande de signaler que son pays s'est engagé, au conseil européen de Copenhague, à rajouter quatre cents hommes à son contingent déjà présent en ex-Yugoslavie.



## EUROPE

## Tadjikistan : Les « tontons macoutes » de Kouliab

Moscou s'engage militairement contre les islamistes aux côtés d'un régime indéfendable

## DOUCHANBE

de notre envoyé spécial

Des tirs éclatent en pleine journée dans la capitale tadjik, Douchanbe, sous les grands arbres d'une avenue centrale. Des gars s'exclament : « Les wotchikis se battent contre les iouchikis ! ». Deux diminutifs courants pour désigner, d'une part, les « wahabites », le nom que les Soviétiques donnaient depuis des décennies aux islamistes d'Asie centrale, d'autre part les « iouri », prénom russe typique donné, par dérision, à leurs adversaires « communistes ».

Des adversaires qui sont la 201<sup>e</sup> division russe stationnée dans la capitale, les 3 500 gardes-frontières russes et des officiers prêtés par l'Ouzbékistan voisin. Tous épaulent les groupes armés du nouveau pouvoir tadjik, dont le champ d'action se limite à la moitié occidentale du pays.

Les tirs, en réalité, n'étaient pas le fait des islamistes, dont certains restent pourtant cachés à Douchanbe, dans l'attente d'un nouveau « grand soir ». Ils opposaient deux groupes gouvernementaux rivaux qui voulaient s'approprier le contenu d'un canon. De même, la plupart des coups de feu entendus pratiquement chaque nuit dans la ville, soumise au couvre-feu depuis la guerre civile sanglante des huit derniers mois de 1992 entre « communistes » et « islamodémocrates », ont pour origine des règlements de comptes entre mafias rivales, mais issues du même clan : celui des vainqueurs « communistes » originaires de la région de Kouliab, au sud du pays.

Leurs combattants, membres du Front populaire, s'étaient illustrés dans les chasses à l'homme de novembre à Douchanbe et dans les assassinats et sévices qui provoquèrent en décembre la fuite vers l'Afghanistan d'au moins 60 000 réfugiés – tous originaires des montagnes de l'est du pays – de Garm et du Pamir, fiefs de l'opposition « islamodémocrate » (le Monde du 17 juillet).

Par la suite, ces hommes, devenus de véritables « tontons macoutes » du régime, ont fourni l'ossature des nouvelles milices... et armée nationale, que le gouvernement, un peu gêné quand même, tente de policer. Avec un succès fort mitigé : le président Rakhmonov, un ancien chef de sovkhos de Kouliab, et son ministre de l'Intérieur, Selim Iacoubov, un gymnaste qui fit quatre ans de prison pour « racket », expliquent calmement qu'ils n'ont pas les moyens de sévir contre ceux qui les ont portés au pouvoir.

Et un vice-ministre de la sécurité avoue, devant un diplomate occidental, que des « kouliabites » armés, déployés dans le Sud pour filtrer les premiers retours de réfugiés, poursuivent à l'occasion assassinats et enlèvements de jeunes filles parmi ces derniers. Ce qui empêche le rapatriement des Tadjiks installés en Afghanistan, poussés à quitter les camps du HCR pour s'enrôler dans les rangs des rebelles islamistes. Quand aux délégués du Haut Commissariat de l'ONU, ils en sont réduits à menacer, régulièrement, d'interrompre leur action si les sévices devaient se poursuivre dans le sud du Tadjikistan.

Pour couronner le tout, ces gouvernants kouliabites sont non pas « néo-communistes » apparatchiks reconvertis dans le nationalisme comme leurs voisins d'Asie centrale – mais bel et bien – et de leur propre aveu – « communistes », avec un discours et des méthodes brejnéviennes, avec encore une presse qui se permet, par exemple, de comparer Boris Eltsine à...

Onebels. C'est sans doute par manque d'imagination – les vents de la perestroïka n'ont guère atteint Kouliab – mais aussi par connivence avec les « conservateurs » de l'armée russe, qui ont joué un rôle déterminant dans le drame d'aujourd'hui.

L'histoire, racontée par des opposants modérés du Pamir, est la suivante : au printemps 1992, les eltsiniens radicaux lancés, en Russie, dans l'édification de l'économie de marché « dans un seul pays » observaient sans grand émoi

CSCE. Et qui reçoit désormais, outre d'importants crédits russes, l'aide humanitaire internationale, celle du FMI et des autres institutions du genre, ainsi que les attentions des diplomates, notamment de l'ambassadeur des Etats-Unis, qui « mène le dialogue » pour amener ses responsables à plus de responsabilité.

En vain, semble-t-il : lors de la dernière session du Parlement, fin juin, l'opposition, toutes tendances confondues, attendait avec espoir un remaniement au moins

barder des villages de part et d'autre de la frontière tadjik-afghane – ne pousse finalement les opposants modérés dans les bras des islamistes, qui ont un accès privilégié aux armes, en vente à profusion en Afghanistan.

Lundi, la télévision russe, d'ordinaire silencieuse au favorable aux « forces gouvernementales » tadjik, évoquait à son tour le danger d'enlèvement de la Russie dans un nouveau « borborygme afghan », en soutien à un gouvernement impopulaire. Et l'ex-maire de Moscou, Gavrill Popov, tenait une conférence de presse dans le même sens.

D'anciens officiers russes de la guerre d'Afghanistan, servant maintenant dans les postes-frontières du Tadjikistan, nous ont déclaré – avant même l'attaque du 13 juillet, qui détruisit totalement l'un de ces postes en tuant la moitié de sa cinquantaine d'occupants – qu'ils estimaient « n'avoir rien à faire dans ce conflit entre Tadjiks, ni sur cette frontière de toute façon perméable, même si les Américains veulent maintenant qu'ils restent ».

Le problème, disaient-ils, est que la Russie n'a pas les moyens de reconstruire des installations frontalières sur sa propre périphérie, d'ailleurs mal définie. Alors qu'une frontière étanche séparait deux régions batement explosives – l'Afghanistan avec ses armes, sa drogue et ses combattants du Jihad d'un côté, l'ex-URSS avec ses soifs de devises et ses conflits ethniques de l'autre – est plus que jamais nécessaire.

Mais ces gardes russes pourraient-ils longtemps l'être, eux dont un convoi de ravitaillement est resté deux semaines bloqué à Osh, dans le Kirghizistan, faute de carburant ? Et qui n'ont rejoint leur poste dans le Pamir qu'à la faveur du passage d'un convoi de camions de médicaments affrétés par l'organisation humanitaire Médecins sans frontières ?

SOPHIE SHIHAB

## Raids aériens contre les rebelles tadjiks

Les états d'âme des officiers

Les offensives des rebelles tadjiks lancées début juillet, puis, violemment encore, le 13 de ce mois, contre les gardes-frontières russes au sud-est de Kouliab ont été expliquées par la « déception » de l'opposition au vu de l'absence de résultats de cette session parlementaire.

Une explication à l'évidence partielle : les islamistes, qui affirment avoir créé un gouvernement en exil en Afghanistan, soutenus par des commandants locaux du parti Jamiat-islami – à défaut de l'être officiellement par le gouvernement de Kaboul – n'avaient pas attendu juin pour lancer de telles offensives, et leur projet, tel qu'enoncé au moins à leurs bailleurs de fonds – saoudiens, iraniens, irakiens ou pakistanais – est clairement l'instauration d'une « République islamique » au Tadjikistan.

Mais d'autres forces existent au sein de l'opposition dans ce pays, qui, l'an dernier encore, aurait été à plus de 80 % hostile à tout projet fondamentaliste. Le risque, classique, est que l'insistance du général Gratchev, à « punir », comme il l'a dit, « les bandits et les chavals » – c'est-à-dire, pour l'instant, à bon-

Alors que le Parlement russe débattait, mardi 20 juillet, des moyens – tous hasardeux – d'éviter à la Russie l'engagement dans une « deuxième guerre d'Afghanistan » ou une première guerre du Tadjikistan, les opérations militaires continuaient sur le terrain. Des raids aériens ont été lancés contre des groupes rebelles retranchés dans les montagnes de l'est de Douchanbe et, plus à l'est, sur le front de Tavil-Dara (le Monde du 17 juillet), où ces groupes bloquent toujours la seule route menant au Pamir, refuge de l'opposition.

Ces raids et échanges de tirs d'artillerie auraient fait ces trois derniers jours, selon le ministre de la Défense du Tadjikistan, le Russe Alexandre Tchichelnikov, des dizaines de morts, dont dix soldats gouvernementaux. Mais les forces principales de l'opposition tadjik – 6 000 combattants, selon Moscou – se trouvent toujours de l'autre côté de la frontière afghane, d'où elles multiplient des incursions de mieux en mieux organisées. Sans reconnaître que les forces russes ont déjà tiré à l'artillerie contre ces concentrations de rebelles en Afghanistan, un général russe a déclaré mardi, pour la première fois, que la Russie « se réservait le droit » de le faire.

ROYAUME-UNI : la Chambre des lords britannique a approuvé la ratification du traité de Maastricht. La Chambre des lords a approuvé, mardi 20 juillet, par cent quarante et une voix contre vingt, le projet de ratification du traité de Maastricht, obtenu ainsi le « Royal Assent » (l'approbation royale), ce qui théoriquement lui confère désormais le statut de loi. Bien qu'ayant franchi cette étape importante, la ratification du traité n'est pas encore définitive. Deux obstacles demeurent : le vote, jeudi, d'un amendement travailliste portant sur le chapitre social du traité – le gouvernement a accepté qu'il soit examiné séparément, – et les suites du recours des « eurosceptiques » devant la Haute Cour de Londres (le Monde du 21 juillet). – (AFP, Reuters).

UKRAINE : l'ONU rejette une décision du Parlement russe. Le Conseil de sécurité a jugé, mardi 20 juillet, que le vote unanime du Parlement russe du 9 juillet, proclamant le port ukrainien de Sébastopol propriété de la Russie, est « incompatible avec (...) les objectifs et les principes de la Charte des Nations unies, et sans effet ». Dans une déclaration lue lors d'une séance spéciale, le Conseil de sécurité, saisi par l'Ukraine, soutient cette dernière et prend acte des réserves du président russe Boris Eltsine, comme de son gouvernement, sur le vote du Parlement. Le même jour, les présidents Eltsine et Kravtchouk ont décidé, lors d'un entretien téléphonique, de se rencontrer à nouveau prochainement au sujet de la flotte de la mer Noire. – (Reuters).

ITALIE : après le suicide de l'ancien président de l'ENI

## Les méthodes de la justice font l'objet de vives critiques

« Il ne devrait pas y avoir de doutes, Gabriele Cagliari s'est suicidé », a déclaré, mardi 20 juillet, le procureur Maurizio Grigo, après avoir vu le corps de l'ancien président du groupe énergétique public ENI, trouvé mort, mardi matin, dans la salle d'eau de sa cellule de la prison San Vittore à Milan. Gabriele Cagliari, qui était incarcéré depuis 133 jours dans le cadre de l'opération « Mains propres » menée contre la corruption par les magistrats milanais, se serait, selon les autorités judiciaires, donné la mort en s'enfermant la tête dans un sac en plastique. Il avait d'abord été annoncé qu'il avait été victime d'un infarctus (le Monde du 21 juillet).

La thèse du suicide est confortée par une lettre envoyée, le 3 juillet dernier, par le déchu à son épouse Bruna qui portait sur l'enveloppe la mention : « A n'ouvrir que lors de mon retour à la maison ». Dans cette lettre, publiée mercredi matin par le quotidien milanais *Il Giorno*, propriété de l'ENI, Gabriele Cagliari explique son geste comme

« un acte de rébellion contre un mécanisme qui vise à annihiler l'homme et non pas à faire la justice ». Son avocat, Vittorio d'Ajello a mis en cause le juge De Pasquale, chargé de l'enquête sur les pots-de-vin versés pendant une dizaine d'années par l'ENI aux partis politiques gouvernementaux. « Le coup qu'a porté vendredi Fabio De Pasquale à Gabriele Cagliari était d'une violence inouïe. Il lui avait personnellement promis de le libérer et était revenu sur sa parole ».

De nombreux dirigeants politiques ont condamné les méthodes employées par la justice vis-à-vis des personnalités accusées de corruption, enrobant ainsi le pas au président de la République, Oscar Scalfaro, qui avait dénoncé au début de ce mois, les excès de zèle, de certains magistrats. Le juge Antonio Di Pietro, qui est à l'origine de la vague d'enquêtes sur les affaires de corruption a, de son côté, déclaré que Gabriele Cagliari aurait dû être mis en liberté il y a six semaines. – (Reuters, AFP).

## ALLEMAGNE

## Demandeurs d'asile demandés...

Après avoir protesté pendant des mois contre l'afflux de milliers de demandeurs d'asile, les communes allemandes se plaignent à présent de ne pas en avoir assez d'ailleurs, l'entrée en vigueur de la nouvelle loi limitant le droit d'asile. Le mécontentement est particulièrement vif dans les cinq nouveaux Länder d'Allemagne de l'Est où se trouvent environ un tiers des foyers accueillant les postulants. Les communes gérant un foyer recevant du Land des subventions pour chaque demandeur d'asile. La plupart des villes ont conclu des accords sur plusieurs années, avec des entreprises pour l'entretien des locaux, en tablant

sur une occupation à 100 % de leurs bâtiments. « Les ruptures de contrat les obligeront à verser de lourdes indemnités », explique la porte-parole des affaires sociales du Brandebourg, Rupert Schrota. « Certains maires demandant qu'on leur envoie d'urgence des demandeurs d'asile », ajoute-t-elle.

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet, la législation restreignant le droit d'asile en Allemagne a fait immédiatement chuter la nombre de candidats. Six cents personnes par jour ont déposé une demande d'asile depuis début juillet, deux fois moins qu'en mai et juin. – (AFP).

## AMÉRIQUES

ETATS-UNIS : Louis Freeh nommé directeur du FBI

Le président Clinton a nommé mardi 20 juillet le juge Louis Freeh à la tête du FBI. M. Freeh remplace William Sessions, qui a été congédié lundi dans des conditions humiliantes pour avoir utilisé à des fins personnelles des avantages liés à sa fonction. L'ancien directeur du FBI s'était fait notamment construire, aux frais du contribuable, une grille de sécurité autour de son domicile privé (le Monde du 21 juillet).

## Un jeune homme brillant

Louis Freeh est un jeune juge fédéral brillant, qui s'est révélé inflexible dans la lutte contre la Mafia. Né le 6 janvier 1950 à Jersey City, près de New-York, M. Freeh a déclaré, mardi, qu'il avait voulu, dès son plus jeune âge, travailler pour la sûreté fédérale (le Federal Bureau of Investigation, FBI). Après des études de droit à la Rutgers Law School et à l'université de New-York, il réalise son rêve d'enfance, en devenant agent du FBI à New-York. Il se fait vite remarquer pour sa ténacité à poursuivre les cas de corruption à l'intérieur des syndicats.

En 1981, M. Freeh est nommé procureur fédéral à New-York, où il se spécialise dans la lutte contre le crime organisé. En 1987, c'est lui qui dirige l'équipe chargée de l'enquête sur la « Pizza connection », un vaste réseau de trafic de drogue dirigé par la Mafia, dont les membres utilisaient des pizzerias

pour leurs transactions. Grâce à ce travail minutieux, un des dirigeants de la Mafia, Salvatore Catalano, est condamné à quarante-cinq ans de prison. « Le trafic de drogue est une maladie, un cancer, une peste pour la société », avait affirmé Louis Freeh au cours du procès. L'été dernier, après l'assassinat du juge italien Giovanni Falcone, M. Freeh avait rappelé avoir travaillé avec lui et souhaité une grande coopération internationale contre le crime organisé.

Une autre affaire avait attiré l'attention sur le procureur Freeh, quand on lui avait confié en 1990 l'enquête sur le meurtre d'un juge fédéral dans le sud des Etats-Unis. Il était parvenu à faire arrêter l'assassin et à le faire condamner à la prison à vie. En septembre 1991, M. Freeh avait été nommé juge fédéral à New-York. Sa désignation à la tête du FBI devra être confirmée par le Sénat. – (AFP).

Un condamné à mort exécuté dans le Missouri. – Le plus ancien condamné à mort du Missouri a été exécuté mercredi 21 juillet par injection. Walter Junior Blair, trente-deux ans, reconnu coupable d'avoir tué une jeune femme en 1979 pour le compte d'un commanditaire contre la somme de 6 000 dollars, est le neuvième condamné à mort exécuté au Missouri depuis que la Cour suprême a autorisé, en 1976, le retour à l'application de la peine de mort et le 20<sup>e</sup> aux Etats-Unis. – (AFP).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

## DIPLOMATIE

Rencontre des deux chefs d'Etat allemands

## M.M. Mitterrand et Kohl pour une relance européenne

« Il y a une grande responsabilité à la présidence de la République », a déclaré M. Mitterrand à l'occasion de sa rencontre avec M. Kohl à Bonn, mardi 20 juillet. Les deux chefs d'Etat ont évoqué les perspectives de la coopération franco-allemande et les défis de l'Europe.

« Il y a une grande responsabilité à la présidence de la République », a déclaré M. Mitterrand à l'occasion de sa rencontre avec M. Kohl à Bonn, mardi 20 juillet. Les deux chefs d'Etat ont évoqué les perspectives de la coopération franco-allemande et les défis de l'Europe.

« Il y a une grande responsabilité à la présidence de la République », a déclaré M. Mitterrand à l'occasion de sa rencontre avec M. Kohl à Bonn, mardi 20 juillet. Les deux chefs d'Etat ont évoqué les perspectives de la coopération franco-allemande et les défis de l'Europe.

## Immer l'ONU

Les difficultés linguistiques et culturelles qui « empêchent » l'adhésion de la France à l'ONU ont été évoquées par M. Mitterrand à l'occasion de sa rencontre avec M. Kohl à Bonn, mardi 20 juillet. Les deux chefs d'Etat ont évoqué les perspectives de la coopération franco-allemande et les défis de l'Europe.



« Il y a une grande responsabilité à la présidence de la République », a déclaré M. Mitterrand à l'occasion de sa rencontre avec M. Kohl à Bonn, mardi 20 juillet. Les deux chefs d'Etat ont évoqué les perspectives de la coopération franco-allemande et les défis de l'Europe.

## Le Comité d'état-major

Sans être une des grandes institutions de l'ONU, méritent un chapitre à part de la charte, le Comité d'état-major militaire (Military Staff Committee) est officiellement prévu par l'article 47 du même document. Selon ce texte, tout comité sera « chargé de conseiller et d'assister le Conseil de sécurité sur toutes les questions relatives aux besoins militaires du Conseil pour le maintien de la paix et de la sécurité internationale, pour l'emploi et le commandement des forces mises à sa disposition, les règlements concernant les armements et éventuellement le désarmement ».

## Un ministre russe met en doute la capacité des Géorgiens à défendre Soukhomi

## MOSCOU

de notre envoyé spécial

Si les autorités géorgiennes n'acceptent pas les conditions fixées par les indépendantistes abkhazes, ces derniers s'empareront sûrement de Soukhomi, la capitale de la région : voilà en substance les propos, rapportés par les *Interfax*, qu'aurait tenus le vice-ministre russe des affaires étrangères et envoyé spécial de Boris Eltsine dans la région, Boris Pastouchkov. Cartes militaires à l'appui, ce dernier aurait mené au ministre géorgien de la Défense, Guia Karaka-

rachvili, que la situation de l'armée géorgienne en Abkhazie était saos espoir. Toujours selon le quotidien russe, le ministre géorgien aurait répondu que son armée était en mesure de défendre Soukhomi.

A Tbilissi, au cours d'une session du Parlement, Djaba Iosseliani, le chef des « Mkhedroni » (les Cavaliers), une milice combattante, a averti qu'il mériterait, le cas échéant, une guérilla contre la Russie « jusqu'à Moscou », si Soukhomi tombait aux mains des indépendantistes abkhazes, aidés selon lui par l'armée russe.

J.-A. F.

الأمم المتحدة



## DIPLOMATIE

La rencontre des deux chefs d'Etat au bord du lac de Constance

### MM. Mitterrand et Kohl plaident pour une relance européenne à l'automne

LINDAU

de notre envoyé spécial

Une à deux fois l'an, le président Mitterrand et le chancelier Kohl ont pris coutume depuis leur arrivée au pouvoir de se retrouver quelque part en France ou en Allemagne, pour faire un peu de tourisme et échanger quelques réflexions co tête à tête. Quatre mois après le changement de majorité en France, rendez-vous avait été pris, mardi 20 juillet, au bord du lac de Constance, aux confins de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Suisse, pour renouer comme si de rien n'était avec le rite. Les deux dirigeants ont exprimé leur souhait de voir des initiatives prises à l'automne pour tirer un trait sur l'épisode de la ratification du traité de Maastricht et passer à l'étape suivante de la construction européenne.

Actualité oblige, le chancelier allemand a réaffirmé haut et fort, à l'issue des conversations, que « l'Allemagne fera ce qu'il faudra dans le cadre de ses responsabilités vis-à-vis du franc. » « Je répète, a-t-il dit, qu'il

n'y a pas la moindre justification à la spéculation contre le franc. » Résumant l'idée d'une politique de taux d'intérêt allemand trop élevée, le chancelier en a appelé tous les pays européens encore membres du système monétaire européen à tout faire pour le maintenir.

Il a refusé de se laisser entraîner dans la polémique sur les négociations commerciales internationales : « Nous voulons le GATT, les Français aussi. Nous le voulons dans des conditions équitables, aussi pour les agriculteurs, et quand je dis équitables, cela veut dire que nous devons inclure dans le compromis toutes les questions concernées par le GATT. »

La brièveté de la conférence de presse, improvisée en plein air au bord du lac, entre deux averse, n'a pas permis d'en savoir plus. La décision de la France de demander un réexamen à la rentrée des accords de Blair House passés sur l'agriculture entre les Américains et la Commission européenne n'a pas été mentionnée. Sans nier les problèmes, on soulignait dans les entourage des

deux hommes que l'objet de ce genre de rencontre était précisément d'en prendre la mesure pour aider à trouver les solutions.

Ernst Jünger  
et les Autrichiens

D'emblée, le chancelier avait expliqué que la rencontre servait à préparer le sommet européen extraordinaire prévu au mois d'octobre, une fois enjambé le traité de Maastricht. Il avait souligné « le souhait commun de voir ce sommet donner un nouvel élan dynamique au développement de l'Europe ». Le président français a rappelé l'importance de la bonne tenue des relations franco-allemandes dans cette perspective.

Comme pour ponctuer ces mots, un brouhaha signalait de côté l'arrivée inopinée du président de la République autrichienne, M. Klesil, et de son ministre des affaires étrangères, Alois Mock, qui passaient en voisins à bord du bateau de croisière fluviale Austria. L'Autriche négocie

actuellement son entrée dans la Communauté européenne. La conférence de presse expéditive, le chancelier et le président français sont allés serrer la main des visiteurs. S'adressant en français à M. Mitterrand, le président autrichien plaisantait sur cette intrusion joyeuse dans le club européen. Puis chacun a regagné son bord. MM. Kohl et Mitterrand concluant cette journée par une promenade sur le lac.

Non loin de là, près de Sigmaringen, les deux hommes avaient rendu visite de concert le matin au vieil écrivain allemand Ernst Jünger. Le chancelier Kohl a rappelé devant la presse que l'Allemagne commémorait en cette journée du 20 juillet – anniversaire de l'attentat manqué de 1944 contre Hitler – ses propres résistants contre le nazisme. Il avait été prévu de discuter sur le lac de la manière d'associer l'Allemagne aux cérémonies du cinquantième anniversaire du débarquement de Normandie.

HENRI DE BRESSON

## Armer l'ONU

Suite de la première page

A l'échelle de l'Europe aussi, puis-je ce continent, qui devait être le terrain privilégié de la communion dans les mêmes valeurs universelles, a replongé dans la sauvagerie de luttes tribales. C'est le cas dans l'ex-Yougoslavie bien sûr, mais déjà au-delà : la Grèce, « mère de la démocratie » et membre de la Communauté européenne, s'est retrouvée plus « balkanique » que jamais à l'appel de ses papes, de presque toute sa classe politique et de ses intellectuels, abandonnant en fait sa neutralité dans le conflit bosniaque

aux difficultés linguistiques et culturelles (un « casque bleu » pakistanais ne réagit pas comme un Canadien ou un Suisse), s'ajoute la lourdeur des commandements locaux de l'ONU, qui multiplient les niveaux de responsabilité, voire d'indifférence. Le différend qui a opposé récemment l'Italie, l'Amérique et les « oustiens » en Somalie montre bien tout ce qu'il reste à faire dans ce domaine.

En 1945, les fondateurs de l'ONU avaient cru régler ces difficultés en ajoutant au chapitre VII de la Charte deux mesures militaires pré-

l'établi-majors n'avait pas fonctionné. Il en avait été de même, a fortiori, lors des autres grandes opérations déployées sous couverture de l'ONU ou avec son aval (Corée, Koweït).

Aujourd'hui, deux facteurs devraient permettre de réactiver ces dispositions oubliées de la Charte. D'une part, la réconciliation des grandes puissances a réduit à presque rien le recours au veto au Conseil de sécurité : son comité d'état-major aurait de bien meilleures chances de fonctionner. D'autre part, l'accroissement radical du rôle militaire de l'ONU, qui a mis en route au cours des cinq dernières années autant d'opérations (13) que pendant les quarante-trois années précédentes et déploie aujourd'hui

actuelles ou à venir de l'ONU. M. Albright, la représentante de M. Clinton à l'ONU, s'était certes penchée le 3 mai dernier pour la constitution d'une force permanente de l'ONU, avec « un centre opérationnel, une capacité de renseignement et une approche financière rigoureuse ». Mais c'était à l'époque où Washington songeait à intervenir en Bosnie (les choses ont bien changé depuis), et d'ailleurs sa suggestion avait été plus assurée que le aux États-Unis. Pas question en tout cas pour les Américains d'engager des « boys » sous un commandement qui ne serait pas américain, pas question non plus de mettre sur pied une « ONU militaire ».

La conduite  
de troupes multinationales

Aussi est-il question un peu partout, y compris à l'ONU, de « sous-traiter » les opérations à telle ou telle organisation mieux outillée pour ce genre de travail. L'OTAN, qui apparaît plus que jamais comme la seule organisation militaire crédible (mais au prix d'un état-major intégré de trois mille officiers, un luxe totalement inaccessible à l'organisation mondiale), s'est vu confier la surveillance du ciel bosniaque, l'Union de l'Europe occidentale s'est chargée de la surveillance de la navigation sur le Danube.

Mais cette seule énumération montre les limites de l'exercice. Outre que ces deux organisations sont des alliances regroupant un nombre limité de pays (comment par exemple y faire participer la Russie ?), ni l'une ni l'autre n'assume un rôle direct sur le terrain des ex-Yougoslavie, là où se déroulent les combats. A ce niveau, les responsabilités sont assumées par le commandement local, confié à l'un des pays qui ont fourni les gros contingents. Cela ne résout pas, loin de là, les problèmes que pose la conduite de troupes multinationales, encore moins, et surtout, ceux qui relèvent de la direction stratégique des opérations et de la prise de décision politique et militaire.

Certes, la constitution de forces permanentes de l'ONU n'aurait pas que des avantages : d'un côté elle permettrait une intervention dès le début d'une crise, avec la possibilité de l'arrêter ou de la limiter dans l'au. De l'autre, elle ouvrirait la porte à des décisions hâtives, sans que toutes les conséquences aient été calculées : tout le monde sait qu'il est beaucoup plus facile de commencer une guerre que de la terminer, d'entrer dans un conflit existant que d'en sortir.

Il reste que les pratiques d'aujourd'hui ne sont pas satisfaisantes non plus. Il faudra bien en trouver de meilleures, et celles-ci ne peuvent aller que dans le sens d'un renforcement, sur une base permanente, du rôle militaire de l'ONU. De toute façon, plus l'ONU sera faible, plus les États auront tendance à s'en passer, y compris les « policiers » eux-mêmes. Si les États-Unis sont réticents à renforcer l'ONU, c'est bien sûr parce qu'ils ne veulent pas être entraînés contre leur gré dans un conflit, mais aussi parce qu'ils veulent pouvoir agir en dehors de l'ONU si et quand cela leur paraît nécessaire : contre l'Irak ou un autre État terroriste, peut-être un jour prochain contre la Corée du Nord, pour arrêter son programme nucléaire.

On a dit dans ces colonnes (voir l'article de C. Tranchesi dans le Monde du 14 juillet) qu'il fallait « politiser l'OTAN ». Il est temps aussi, parallèlement, de militariser l'ONU.

MICHEL TATU

“Le conteur de l'Histoire, le poète de nos racines : Alain Decaux plébiscité par les Français.”

Le Journal du Dimanche



Alain  
Decaux

de l'Académie française

## Histoires extraordinaires

L'Ile de Pâques : l'énigme résolue ?  
Champollion, l'homme qui fit parler l'Égypte.  
Jeanne d'Arc, princesse royale ?  
Le découvreur de Tombouctou.  
Pou Yi, dernier empereur de Chine.  
Seul pour tuer Hitler.  
Opération Jéricho, etc...

“Personne comme lui pour rendre lumineux en 30 pages un dossier historique que d'autres mettent 600 à brouiller.” Eric Alexandre - *Le Figaro Magazine* ■ “Mise en scène extraordinairement vivante de chaque parcelle du passé.” *Le Monde* ■ “Un voyage à travers les siècles en dix récits aussi étranges que mystérieux.” Anne Muratori-Philip - *Le Figaro* ■

“Un des livres les plus passionnants d'aujourd'hui.”

Paul Guth - *Midi-Libre*

PERRIN

## ITALIE

### Les méthodes de la justice font l'objet de vives critiques

Les méthodes de la justice font l'objet de vives critiques. Les juges italiens sont accusés de partialité et de lenteur. Les procédures judiciaires sont considérées comme inefficaces et coûteuses. Les citoyens expriment leur mécontentement face à la justice italienne.

## Demands de justice

Les demandes de justice sont nombreuses. Les citoyens réclament des réformes judiciaires pour améliorer l'efficacité du système. Les associations de défenseurs des droits humains appellent à une plus grande transparence et à une réduction des délais de jugement.

## AMÉRIQUES

Les événements récents aux États-Unis ont suscité de vives réactions. Les médias ont largement couvert les débats politiques et sociaux. Les citoyens sont divisés sur les mesures à prendre pour résoudre les problèmes actuels.

## Un jeune homme

Le portrait d'un jeune homme, ses aspirations, ses rêves. Il est décrit comme un individu ambitieux et déterminé, prêt à relever tous les défis qui se présentent à lui. Ses valeurs et ses principes sont mis en lumière.

## Le conseil de Bill Clinton

Les conseils de Bill Clinton ont été largement discutés. Ses décisions ont été saluées pour leur sagesse et leur vision à long terme. Ses actions ont inspiré de nombreux leaders politiques et sociaux.











## Les protagonistes de l'affaire Sarroca bientôt renvoyés devant un tribunal correctionnel

100

100

100



# DÉFENSE

## Compte tenu des restrictions probables L'amiral Lanxade demande que le budget 1994 ne serve pas de référence à la nouvelle programmation militaire

Tel qu'il est actuellement en discussion, le projet de budget de la défense pour 1994 ne doit pas servir de référence pour préparer la nouvelle loi de programmation militaire, qui sera soumise au Parlement au printemps prochain et qui devra porter sur les cinq à six années suivantes. C'est le message adressé par le chef d'état-major des armées, l'amiral Jacques Lanxade, au gouvernement dans un entretien qu'il a accordé au magazine *Armées* aujourd'hui du ministère de la Défense. « Le budget 1994, dit-il, sera, je l'espère, un budget d'attente ».

Cet entretien est important, compte tenu du contexte actuel qui voit, en particulier, le ministre de la Défense s'opposer à l'administration des finances et à celle du budget à propos des dépenses d'équipement militaire pour 1994 (*le Monde* du 6 juillet). D'un côté, la défense, les états-majors, mais aussi les industriels, arguant des besoins des armées et des risques de chômage s'ils ne sont pas satisfaits, réclament quelque 108 milliards de francs en 1994 (par rapport à 103 milliards en 1993); de l'autre, les tenants de l'orthodoxie financière envisagent d'allouer 94 milliards de francs. A ce jour, aucun arbitrage du premier ministre n'a été définitivement arrêté.

« Le budget 1994, commente l'amiral Lanxade dans l'entretien avec la revue *Armées* d'aujourd'hui, s'annonce particulièrement important, car il représente à la fois une transition et un point de départ. Son élaboration entreprise depuis plusieurs semaines s'achèvera au début de l'automne prochain et ne pourra donc pas bénéficier de l'élaboration des conclusions du Livre blanc commandé par le gouvernement à une commission de vingt-cinq membres présidée par le vice-président du conseil d'Etat, Marc Lelong, et encore moins des travaux relatifs à la programmation militaire de la défense. Le projet de loi de programmation militaire de transition 1993-1994, qui a été adopté par le gouvernement en 1992 mais non présenté au Parlement, constitue aujourd'hui la

J. I.

## L'Italie prévoit de construire des frégates avec la France et le Royaume-Uni

L'Italie, représentée par son directeur de l'armement, vient de signer un accord avec la France et le Royaume-Uni, par lequel elle accepte de participer en développement et à la construction de frégates anti-aériennes communes aux trois pays. Ce programme, qui était à ce jour le fait des Français et des Britanniques, a été baptisé *Horizon*. Les frégates en question devaient entrer en service opérationnel après 2002.

Un « bureau » de programme sera installé à Londres, avec la charge de gérer et de conduire ce projet tripartite, qui est la première coopération majeure de ces trois pays européens, en matière navale, et qui doit aboutir à une standardisation des équipements et à l'interopérabilité des trois marines.

Ces frégates de l'ordre de 5 000 tonnes sont des bâtiments dotés d'un système d'armes surface-air moyenne portée (SAMP) capables de défendre, contre des avions et des missiles, une zone de 50 kilomètres autour d'une escadre ou d'un groupe aéronaval en déplacement. Ces systèmes d'armes pourront être dérivés du programme Aster du groupe Aéro-

spatiale, auquel sont associées des firmes allemandes, italiennes et britanniques.

On estime généralement les besoins de la Grande-Bretagne à douze frégates de cette classe et ceux de l'Italie à trois.

Dans le cas de la France, il s'agit pour la marine de prévoir de remplacer ses frégates du type *Suffren* et *Duquesne*, qui ont été mises en service entre 1967 et 1970. Les besoins de la marine nationale sont estimés à quatre navires. Le coût d'une frégate de cette classe est de 3 milliards de francs.

Deux bâtiments de guerre néo-zélandais en visite à Toulon. — La frégate *Canterbury* et le pétrolier-ravitailleur *Endeavour* sont en visite officielle à Toulon du mercredi 21 au dimanche 25 juillet. Cette visite fait suite à celle d'un navire de transport léger français, le *Jacques-Cartier*, en mai dernier, en Nouvelle-Zélande. Des échanges d'escadres entre les deux pays sont les premiers que les marines néo-zélandaise et française ont organisés depuis 1985, date de l'attentat monté à Auckland par les services secrets français contre Greenpeace.

## ARCHÉOLOGIE

### 600 000 francs pour l'épave grecque de Marseille

La mise au jour, dans le port antique de Marseille, d'une épave de navire grec datant du VI<sup>e</sup> siècle avant J.-C. (*le Monde* du 21 juillet) est considérée par les spécialistes comme une découverte exceptionnelle. Aussi l'Etat et la Ville de Marseille ont-ils décidé de consacrer 600 000 francs de crédits supplémentaires à son dégage-ment et à sa conservation.

D'après les premières reconnaissances, ce navire semblerait représenter une étape charnière dans l'histoire de l'archi-

ture navale antique. Une partie est construite selon la méthode archaïque (qui assemble les pièces de bois à l'aide de liens), tandis qu'une autre présente des assemblages classiques avec tenons et mortaises.

Une fois dégagée du vase, l'épave sera placée dans un bassin de conservation où elle demeurera deux à trois ans si nécessaire. Elle devra ensuite constituer la pièce maîtresse du Musée d'histoire de Marseille. — (Corresp.)

# CARNET DU Monde

## Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

Denis BUCQUET, docteur en médecine, chercheur INSERM, et aussi chanteur baryton basse, survenu le samedi 17 juillet 1993, à l'âge de trente-six ans.

De la part de M. et M<sup>me</sup> Yves Bucquet, leurs enfants, Petits-enfants, Et toute la famille, Ainsi qu'Alain Verret, Et tous ses amis.

Une messe sera célébrée en l'église Saint-Eustache, le vendredi 23 juillet, à 10 h 30.

La crémation aura lieu à Villeneuve, à 13 h 30.

Ni fleurs ni couronnes, mais des dons à l'association VLS à domicile, 41, rue Voltaire, 75003 Paris CCF 2453570E.

— Christine Rouzioux, Marc Bary, Et tous les membres de l'association ACCTES (Association de coordination et de coopération de travaux et d'études sur le sida), survenu le samedi 17 juillet 1993, du

docteur Denis BUCQUET, cofondateur et ami.

Il s'associe au chagrin de sa famille et de ses amis, et rappelle sa large contribution à l'initiation de travaux de recherche sur le sida, en médecine de ville.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 23 juillet, en l'église Saint-Eustache, à 10 h 30, à Paris.

— Les professeurs Jean-Paul Levy et Jean Dormont de l'ANRS (Agence nationale de recherches sur le sida), les professeurs Jean-François Delaunay, Christine Rouzioux, Daniel Schwartz, Alfred Spira, Jean-Louis Vilde, Et le docteur Christiane Deven, ont la profonde tristesse de faire part de la disparition du

docteur Denis BUCQUET, chercheur INSERM, responsable scientifique de l'unité nationale SEROCO.

Il s'associe à la peine et à la douleur de sa famille et de ses amis.

— Les associations ACCTES et ARCAT-SIDA, l'Agence nationale de recherches sur le sida, tiennent à rappeler la contribution des

docteurs Denis BUCQUET décédé le 17 juillet 1993 et Jean-François METTETAL, disparu il y a un an,

à la lutte contre la maladie.

— M<sup>me</sup> Louis Carolus-Barre, son épouse, Geneviève, Thérèse, Catherine, Marie-Françoise, Marine, Charles et Marguerite, ses enfants, Aube-Marine Mangin, Lucille Héding et Alice C. Barre, Smeralda et Maresca Rossi, Loun et Pauline Brocard, Marie C. Barre, ses petits-enfants, et arrière-petits-enfants, ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

M. Louis CAROLUS-BARRÉ, archiviste-paléographe, ancien secrétaire général de l'Ecole française de Rome, conservateur en chef des bibliothèques et des archives du Louvre et des musées nationaux, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le dimanche 18 juillet 1993, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 22 juillet, à 14 heures, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, place Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-7.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M<sup>me</sup> Sabine Flori, M<sup>me</sup> Catherine Flori et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-André Flori, M. et M<sup>me</sup> Yves-Antoine Flori, M. Albert Flori, Et tous les siens, ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Sabine FLORI, conseiller maître honoraire à la Cour des comptes, survenu le 19 juillet 1993, à Neuilly, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 22 juillet, à 13 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

42, rue de Chéry, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— M. Jean Saint-Geours, président de la Cinémaïthèque française, M. Dominique Pafni, directeur, Les administrateurs, Et le personnel, M<sup>me</sup> Georges Langlois, M. Georges Langlois, M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis Langlois, Ainsi que l'Association Henri-Langlois, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Mary MEERSON, survenu le 19 juillet 1993.

Elle fut une inoubliable animatrice de la Cinémaïthèque française aux côtés d'Henri Langlois.

La cérémonie aura lieu le lundi 26 juillet, à 14 h 15, au grand salon du crématorium du Père-Lachaise (entrée Gambetta).

La mise en caveau aura lieu à 16 h 30, au crématorium du Montparnasse (entrée d'Henri Langlois).

(Le Monde du 21 juillet.)

— Poitiers.

M<sup>me</sup> Jean Pitié, son épouse, Jean-Marc et Jacqueline Pitié, Nicolas, Bruno et François, Bernard et Claire Pitié, Jean-Christophe et Olivier, Anne-Marie et Gérard Chevé, Alain, Caroline et Christophe, Hélène et Jean-Pierre Lézin, Alice et Patrick, ses enfants et petits-enfants, Simone et Georg Becker, sa sœur et son beau-frère, Laurent, Martin et Elizabeth, ses neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean PITIÉ, ancien élève de l'ENS de Saint-Cloud, ancien professeur de géographie à l'université de Poitiers, officier des Palmes académiques, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenu le 17 juillet 1993, à Poitiers, dans sa soixante et onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le mardi 20 juillet, à Poitiers.

— M. Philippe Taquet, son épouse, Nicole, Mathilde et Nathalie, ses enfants, Ses parents, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Hélène TAQUET, maître de conférence de l'université Pierre-et-Marie-Curie, biochimiste, au centre hospitalo-universitaire de la Pitié-Salpêtrière, survenu le 13 juillet 1993, à l'âge de cinquante ans.

Les obsèques ont été célébrées, le vendredi 16 juillet, dans l'intimité.

14, quai d'Orléans, 75004 Paris.

— Serge Uzan, Et le groupe de recherches sur le CCRP au cours de la grossesse, ont l'immense douleur d'annoncer le décès de

Hélène TAQUET, survenu à Paris, le mardi 13 juillet 1993.

— M. André Godeau, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Godeau, M. et M<sup>me</sup> Joël Godeau, ses enfants, Bastien, Johann, Valérie et Sacha, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Micheline GODEAU, née Boulanger, survenu le 15 juillet 1993, dans sa soixante-deuxième année.

16, rue de Cambrai, 75019 Paris.

— Le président de la Société vendéenne d'aide à la santé mentale, Le conseil d'administration, Les collaborateurs de la SVASM, ont le regret d'annoncer le décès brutal du

docteur Jean-Luc TOURET, administrateur et secrétaire général de la SVASM, Médecin des hôpitaux à Nantes, Une cérémonie religieuse sera célébrée à sa mémoire le 24 juillet 1993, à 10 h 30, chapelle de l'hôpital Saint-Jacques, à Nantes.

Remerciements

— M<sup>me</sup> François Le Bris, M. et M<sup>me</sup> Jean Le Bris, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Raymond-François Le Bris et leurs enfants, très sensibles aux marques de sympathie qui leur ont été adressées à la suite du décès, à Brest, le 8 juillet 1993, de

M. François LE BRIS, leur époux, père, grand-père et arrière-grand-père, expriment à tous ceux qui se sont manifestés leur très vive reconnaissance.

11, rue Danielle-Casanova, 29200 Brest, Résidence de l'Oratoire-du-Parc, n° 101, Impasse Jean-Guitton, 17000 La Rochelle, 34, rue des Vignes, 75016 Paris.

Anniversaires

— Pour le 8<sup>e</sup> anniversaire de sa mort, souvenons-nous de

André POUSSIÈRE (Mauville 1910-Poitiers 1985), et de ses fils,

Bernard POUSSIÈRE (Cambrai 1933-Metz 1987), François POUSSIÈRE (Beyrouth 1945-Lyon 1984), La mort, c'est l'oubli.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiées au Journal officiel des 19-20 juillet 1993

DES LOIS

— N° 93-913 du 19 juillet 1993 reportant l'entrée en vigueur du nouveau code pénal;

— N° 93-914 du 19 juillet 1993 portant transposition de la loi n° 90-377 du 20 juin 1990 instaurant une procédure communautaire assurant la transparence des prix au consommateur final industriel de gaz et d'électricité;

— N° 93-915 du 19 juillet 1993 portant extension du bénéfice de la qualité de pupille de la nation et modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (1<sup>re</sup> partie: Législative);

— N° 93-916 du 19 juillet 1993 autorisant la ratification de la convention relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la

conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Sont publiées au Journal officiel du 21 juillet 1993:

DES LOIS

— N° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation;

— N° 93-924 du 20 juillet 1993 fixant les modalités de calcul de la rémunération due aux artistes-interprètes et aux producteurs de phonogrammes par les services privés de radiodiffusion sonore.

UN DÉCRET

— N° 93-925 du 13 juillet 1993 modifiant les articles 2 et 3 du décret n° 86-203 du 7 février 1986 fixant les conditions dans lesquelles les contrats d'achat d'énergie conclus entre l'électricité de France et les producteurs autonomes d'énergie électrique d'origine hydraulique.

PARIS EN VISITES

JEUDI 22 JUILLET

« Les passages couverts du Sentier où se réalise le mode féminine. Exotisme et dépaysement assurés » (déplacement parcourez), 10 h 30, 3, rue de Valenciennes (Paris intra-muros), L.-A. Lavigne.

« Montmartre d'hier et d'aujourd'hui: du Batem-Lavigne au châteaude Brimard », 10 h 30, métro Abbesses (P.-Y. Jais), « Le quartier chinois et ses lieux de culte », 11 heures et 14 h 30, métro Porte-de-Chaillot (M.-C. Lannier).

« Châteaux et jardins secrets de Montmartre », 11 h 15, 15 h 30 et 18 heures, au pied du funiculaire (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les salons de l'Hôtel de Ville de Paris », 14 h 15, devant la poste, à gauche de la façade (M. Heger).

« Jardins et ruelles du vieux Belleville, de la résidence des saint-simoniens au petit cimetière », 14 h 30, métro Pyrénées, devant Twenty (C. Merle).

« La cathédrale russe. Histoire de la religion orthodoxe et de mille ans de christianisme en Russie », 14 h 30, 12, rue Daru (P.-Y. Jais).

« Le Jardin des plantes, sa vocation depuis 1828 et ses hommes célèbres », 15 heures, entrée du jardin, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (Paris capitale historique).

« La Salpêtrière: une ville dans la ville », 14 h 45, entrée, 47, boulevard de l'Hôpital (Paris et son histoire).

« Historique du Louvre (visite extérieure), vestiges des tours et enclos de Philippe-Auguste, suivi de nombreuses curiosités », 15 heures, angle de la rue de Rivoli et de la rue de Marengo (Paris autrefois, L.-A. Lavigne).

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 40.65-29-94  
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 100 F  
Abonnés et actionnaires 90 F  
Communiqués divers 105 F  
Thèses étudiants 60 F

## EN BREF

o Ecole supérieure de journalisme de Lille : une nouvelle filière. — L'Ecole supérieure de journalisme de Lille (ESJL), qui fêtera l'an prochain ses soixante-dix ans, a décidé de créer pour la prochaine rentrée universitaire une nouvelle filière d'enseignement intitulée « journalisme et scientifique ». Elle veut répondre ainsi au besoin d'informations scientifiques exprimé par les journaux et le public. La première promotion comptera quinze

places. Le concours d'entrée sera exclusivement réservé aux étudiants d'origine scientifique à bac + 4 (maîtrises en sciences, écoles d'ingénieurs, formations médicales). Les inscriptions au concours, qui aura lieu les 15, 16, 17 septembre (écrit) et 23-28 septembre (oral) seront closes le 7 septembre.

► Renseignements à l'ESJL, 50, rue Gauthier-de-Châtillon, 59046 Lille. Tél. : 20-54-48-21.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6088

VERTICALEMENT

1. Période d'agitation. — 2. Une envie de cabot indéfini. Sigle. — 3. Symbole chimique. Moment d'espoir. — 4. Cherchant toujours à s'élever. A moitié plat. — 5. Font baisser le ton. — 6. Grosse tranchée. Avec elle, on aurait mauvaise grâce à prétendre qu'on n'y voit que du prétexte. — 7. Affluent de l'Oubou. Possessif. Partie de chasse. — 8. Fait souvent la sourde oreille. — 9. Coin d'un cadran. Se fendre difficilement.

HORIZONTALEMENT

1. Clientèle. — 2. Aigre. Situé. — 3. Bon. Pâteuse. — 4. Ananas. Si. — 5. Rôle. Sel. — 6. Emeu. Sem. Te. — 7. Go. Pura. — 8. Errance. Ute. — 9. Statuar. Tel.

Solution du problème n° 6087

Horizontalement

I. Cabane. Es. — II. Lion. Mort. — III. Ignare. Ra. — IV. Er. Noug. — V. Népal. ONU. — VI. Ases. Ca. — VII. Est. Saper. — VIII. Léa. Mu. — IX. Etua. Rut. — X. Us. Etés. — XI. Réelle. El.

Verticalement

1. Clientèle. — 2. Aigre. Situé. — 3. Bon. Pâteuse. — 4. Ananas. Si. — 5. Rôle. Sel. — 6. Emeu. Sem. Te. — 7. Go. Pura. — 8. Errance. Ute. — 9. Statuar. Tel.

1. Clientèle. — 2. Aigre. Situé. — 3. Bon. Pâteuse. — 4. Ananas. Si. — 5. Rôle. Sel. — 6. Emeu. Sem. Te. — 7. Go. Pura. — 8. Errance. Ute. — 9. Statuar. Tel.

GUY BROUTY



## CULTURE/L'été festival

MONTPELLIER

## Un entretien avec Alfred Brendel

Rencontre avec un pianiste beethovenien, sceptique et acharné

« Vous avez passé toute votre enfance en Yougoslavie... »

— J'ai vécu entre l'âge de trois et cinq ans dans l'île de Krk. Mes parents tentaient d'y tenir un hôtel. Moi, j'essayais de remonter la manivelle d'un tourne-disques pour entendre de grands chanteurs d'opéra. C'est ainsi que je fis connaissance avec la musique.

« Ensuite, nous sommes allés à Zagreb. J'étais un petit enfant, j'écoutais les chansons berlinoises des années 20. Il y avait beaucoup d'Allemands en Croatie. Je suis allé dans une école allemande et j'y ai appris trois alphabets : le gothique, l'allemand moderne et le cyrillique. J'appartenais à une association, appelée Le Royaume des enfants, qui organisait des spectacles dans des pièces de théâtre et qui disposait chaque semaine d'une demi-heure d'antenne à la radio. On m'a nommé ministre de la culture et c'est moi qui parlais dans le poste. Je récitaï des textes poétiques que je ne comprenais pas : à l'époque, je lisais le croate sans le comprendre.

« Mon père avait l'habitude de pianoter des chansons autrichiennes

en faisant des grimaces. Nous chantions ces vieilles chansons en croate. La Croatie était très proche, culturellement, de l'Autriche. En 1943, mon père, qui avait un passeport allemand, a dû gagner l'armée allemande. La guerre se rapprochait de la Yougoslavie. Ma mère et moi nous sommes installés à Graz. Les Russes sont arrivés, il était impossible à une femme seule de rester en compagnie d'un enfant. Nous sommes allés dans l'est du Tyrol. Mon père ne faisait que du secrétariat dans l'armée, heureusement.

« Quand les Alliés sont arrivés, l'Autriche a été partagée en quatre, les Russes ont dû quitter la Styrie et les Anglais s'y sont installés. Nous sommes alors retournés à Graz.

« A dix-sept ans, j'y ai donné mon premier récital (sur le thème de « La fugue dans la littérature de piano ») et à dix-huit ans j'ai joué pour la première fois le Concerto « l'Empereur » de Beethoven. Mes parents ont commencé à prendre au sérieux ma vocation musicale. Tous les jours de mon propre chef, je me suis présenté aux concours Busoni, j'y ai obtenu un prix, cela m'a aidé à

obtenir quelques récitals à Vienne. J'y suis resté vingt ans.

— Culturellement, vous vous sentez autrichien ?

— Partout où je m'installe, je vis en hôte payant. J'ai vécu en Yougoslavie au moment où les oustachis avaient le pouvoir. Puis j'ai entendu la voix de Hitler à la radio. Cela m'a formé définitivement. Je me méfie de tous ceux qui croient détenir la vérité. Et je suis plutôt indépendant de nature, même si je n'ai jamais appris ni à conduire ni à faire la cuisine. Je me sens en tout point européen du Centre. Tout chauvinisme me fait horreur, je suis ravi d'avoir vécu comme j'ai vécu : sans patrie.

— Vous ne pensez jamais que Beethoven était allemand ?

— Il était Mittel-européen, comme moi. Il se trouve que, durant deux cents ans, les plus belles œuvres musicales ont été composées par des musiciens de cette grande Europe centrale où s'inclinent l'Allemagne. Il n'y a pas à s'en faire une gloire, c'est comme ça. Je suis heureux de rester en compagnie de ces musiciens-là. Bien sûr, j'admire Chopin, les Russes. Mais voyez Bachhaus, Kempff ou Cortot pour la musique française : l'usage, pour les pianistes, a longtemps été de se spécialiser. Maintenant, Chopin n'est plus l'oiseau exotique qu'il a été. Mais il est trop tard pour moi. Il faut fréquenter Chopin comme on fréquente Beethoven : la vie durant.

— Vous avez toute une théorie sur la façon de composer un récital. Et vous donnez de plus en plus de cycles de concerts.

— Reportez-vous à la rhétorique classique. Un orateur doit informer, distraire et aussi enseigner. Si l'artiste n'éduque pas le public, que devient l'humanité ? Elle sera perdue à des réseaux médiatiques ou à l'œil fixé sur l'audimat et où l'on essaie, pitoyablement, d'« démocratiser ». Il faut, comme le fait la BBC, avoir le courage de définir ce que les gens doivent écouter pour élargir leurs connaissances. C'est ce que j'ai fait William Glock avant de prendre sa retraite. Il était l'élève de Schnabel, c'est lui qui a fait venir Boulez à Londres et qui a fait connaître Britten. Grâce à lui, la musique anglaise s'est élevée à un niveau international, les compositeurs ont cessé de composer comme à l'époque victorienne.

— Pour en revenir à la notion de cycle, j'aimerais prendre une comparaison dans les arts plastiques. J'ai



Alfred Brendel

moi-même voulu être peintre, j'ai exposé, j'ai gardé beaucoup d'intérêt pour la peinture. Quand je vois un artiste exposé dans une petite salle, je m'interroge toujours : remplira-t-il le Grand Palais ? Watteau et le Douanier Rousseau y ont été exposés en même temps. Le résultat était concluant.

« Il faut adopter ce principe quand on joue les trente-deux sonates, les quatuors de Beethoven, ou les dernières sonates de Schubert. Les entendre dispersées empêche d'en mesurer la richesse. Et ne me dites pas que ces cycles n'ont qu'un intérêt théorique. C'est le cas, c'est que l'interprète est déficient. Chaque œuvre a son caractère, sa structure, sa manière d'aborder la forme sonate. Le but de l'interprète est de caractériser tout cela, de tout rendre vivant, intelligent. Certaines œuvres se dérobent à l'intellect, on ne peut les aborder que par le biais de l'imagination et de la psychologie : les deux mouvements de la Sonate opus 33 de Beethoven comme un affrontement de la Belle et de la Bête ; les prétendues banalités de l'Opus 31 n° 1 comme de petites scènes de comédie. Mais la clé est là.

« Beethoven la donne souvent d'entrée. Comme un code génétique, elle engendre la sonate entière. Parfois, les éléments sont plus dispersés. Il faut beaucoup d'imagination pour comprendre ce qu'un compositeur a voulu faire. Il faut aussi de l'instinct et une bonne connaissance des règles de composition. Et il ne faut pas vouloir systématiquement luer le père comme le faisait Glenn Gould.

— Un nouveau recueil de vos textes va paraître (1). Certains sont consacrés à Beethoven ?

— J'ai l'espoir d'écrire un livre entier sur les trente-deux sonates. Mais j'ai encore beaucoup à apprendre. C'est que je suis un sceptique. Je ne crois pas que l'on puisse accéder à la vérité. J'ai des convictions, bien sûr. Mais rien n'est jamais établi, ça peut toujours être mieux. Chaque concert, chaque enregistrement est une proposition à long terme. Je sais par exemple qu'il me faudra cette nouvelle intégrale des sonates pour, quand tout sera achevé, dans deux ou trois ans, trouver de nouveaux modes d'approche, de nouveaux codes, de nouvelles connexions formelles. Quand je serai plus vieux, je saurai peut-être puiser enfin l'énergie formidable que réservent à leur interprète les grandes œuvres musicales.

Propos recueillis par ANNE REY

(1) Un recueil de réflexions et d'analyses d'Alfred Brendel est paru en 1979 chez Buchet-Chastel sous le titre *Réflexions solitaires*. Un second sera publié à la rentrée.

► Le premier disque de la nouvelle intégrale Beethoven est paru chez Philips avec les Sonates opus 31 n° 1, 2 (la Tempête) et 3 : 1 CD 431 134-2. Parallèlement, un cycle de récitals se poursuit sur plusieurs années dans le cadre de Piano \*\*, salle Pleyel à Paris.

AVIGNON

LE BAYARD, au Collège d'Annonay

## Parler pour parler

La fraîcheur de Charles Berling irrigue les fleurs de rhétorique

« Jongleur » se disait autrefois du comédien nomade qui récitait des vers. Une attraction d'Avignon, très courue cet été, est le jeune acteur Charles Berling disant le roman de Louis-René des Forêts, *Le Bayard*, ou mieux, jonglant avec les lignes de ce texte. Le Bayard, nous prévient l'auteur, est un bonhomme qui « parle pour parler, qui n'a rien à dire ». Qui s'exprime donc à vide, qui exerce une pure et simple gymnastique de la langue. Cent soixante pages de figures de rhétorique : antithèses, antonomases, répétitions, dépréciations, tout y passe, à quoi s'ajoute une ahasoissante virtuosité dans l'emploi du syllogisme et du contre-syllogisme, nourris de lieux communs pour que ce soit plus clair (avec, comme piment de la chose, des pesanteurs d'écriture, de temps à autre, comme : « la surface blafarde et glacée de l'asphalte tigré de plaques neigeuses ») ou « un orchestre dont la musique aigre éblouissait les murs ».

Louis-René des Forêts nous recommande de nous méfier des auteurs qui ont « l'esprit beaucoup trop lucide pour dire quelque chose de sensé », et il présente ses excuses à « l'auteur que l'ennui rend un peu distrait ».

C'est ici qu'interviennent la jeunesse, la rouerie, le doigté, le magnétisme, et déjà la technique d'oeuf, de Charles Berling, qui met à profit aussi les appels du pied, les caillades, qu'exécute sans honte aucune, l'audacieux l'auteur du *Bayard*. Son ascendant repose sur la fraîcheur et la franchise apparentes de son jeu. « Un allié spontané, entraînant parce qu'enjoué, masque une intelligence très perçante et très originale du rôle, du texte. Il y a chez lui de l'air, de l'eau, du feu, qui donnent une grâce souterraine à la gymnastique structurelle tout de même très « gèze incapacitante » du Bayard.

MICHEL COURNOT

► A 22 heures, jusqu'au 22 juillet.

## Triomphal

Suite de la première page

Ce concert était le troisième, le dernier que Brendel devait consacrer aux cinq concertos de Beethoven. Il s'ouvrait par une *Nuit transfigurée* de Schoenberg pudique et archaïque. Ni phrases larmoyantes, ni archets écrasés. Et puis ce concerto campé sur ses ergots, à peine ambré d'angoisse dans l'adagio, filant droit et vite son martial rond... Si peu d'effets accrocheurs, tant d'effet salvateur.

Sagesse ? Folie ? On ne sait. Alfred Brendel intègre pour Philips sa troisième intégrale des sonates de Beethoven. Il le fait comme une chose naturelle. Car certains auteurs, ou cycles d'œuvres, sont comme des invités aimés. On les découvre avec impatience, on les retrouve avec plaisir, on y revient plus fort, assés, mais on sait que tout n'y sera jamais ni totalement connu, ni complètement cerné.

Les trente-deux sonates de Beethoven sont la Venise d'Alfred Brendel. Il avait vingt-sept ans lorsqu'il entreprit, tout feu tout flamme, sa première visite beethovenienne : l'enregistrement en première mondiale de

la quasi-totalité de l'œuvre pour clavier (pour Vox-Turnabout). Ce tour du monde lui prit six ans. L'étape suivante fut, pour Philips déjà, un retour aux sonates, avant que l'enregistrement digital fût inventé.

L'embarquement vers une troisième intégrale, c'est bien sûr l'espoir d'une prise de son proche de la perfection grâce au CD. Mais c'est aussi le cycle inévitable qui remet l'interprète-Sisyphes face à son rocher. Un Sisyphes heureux, évidemment. « Il y a des œuvres, dit Brendel, avec lesquelles je ne veux pas cesser de vivre ».

Nous avons rencontré le pianiste sous les hauts plafonds bruyants d'un vieux hôtel de Montpellier, il mangeait une tranche de cake, et buvait du thé. Il vit à Londres, désormais. Pour autant, il ne se sent guère sujet de sa Majesté. Né, voici soixante-deux ans, dans le nord de la Moravie, il dit que sa terre natale était tchèque, que ses parents parlaient allemand. Et, un éclair de malice illuminant soudain ses grosses lunettes, il se déclare « ravi de n'appartenir à aucune nation ».

ANNE REY

COTE D'OPALE

MICHEL PETRUCCIANI ET DIDIER LOCKWOOD

## Duo de rêve

Au Touquet, Michel Petrucciani (piano) et Didier Lockwood (violon) se sont rencontrés, à main nue. Histoire d'une confrontation sans lendemain

Lockwood (trente-cinq ans, une longue carrière), Petrucciani (trente ans, une presque aussi longue carrière), chacun à son histoire, ses formules, ses références, son groupe : un récent passage avec Grappelli ; là, un disque pour Ellington, des carrières américaines et des concerts comme s'il en pleuvait. Justement, il pleut. La pluie convient au Touquet et sied à la musique. Les voici ensemble, pour dire quoi ? Pour aller où ? Par amitié d'abord. Petrucciani et Lockwood sortent plus ou moins de la même troupe musicale (Aldo Romano, Henri Texier, Martial Solal, le Riverbop...), ils aiment se rencontrer, ils sont curieux l'un de l'autre, ils ont assez de talent pour échanger et se confronter.

Cela dit, vous pouvez être les meilleurs amis du monde ou ennemis jurés, la musique ne ment pas. Elle met en scène une autre rencontre que celle du conscient. Quand ils se lancent, se relancent, sautent de standard en standard, au gré de la conversation, reviennent sur la citation, se tendent des pièges, se trompent parfois, qui accompagne qui ? Qui fait le jeu de l'autre ? Pour qui les chasse-trappes ?

Outre le pur plaisir d'exécution, devant Lockwood et Petrucciani, l'observation relève du jeu de piste. Deux fois reprises, *Les Feuilles mortes* (Autumn Leaves) courent sous la musique : la première exposition du thème est comme détachée, ironique, warholienne. C'est pour aller aux nerfs. Bien plus tard dans l'aventure ambulatoire, le motif réapparaît comme un écho. La gaieté de jouer

n'exclut pas les fautes de goût. Petites touches de pompiérisme martelées au piano, bruissement évocateur au violon (chants d'oiseaux, resacas de la mer, nées), jazz ou java, c'est le jeu. Une importance. Une maîtrise. Et, un éclair de malice illuminant soudain ses grosses lunettes, il se déclare « ravi de n'appartenir à aucune nation ».

Goût subtil ou goût facile, deux inconnues assurent la vérité de l'équation Petrucciani-Lockwood : la netteté des tempos, du phrasé, de la course ; et, d'un autre côté, le trafic du répertoire (citations, renversements, ellipses, caprices). Le pianiste offre un point de relais sur un *Round Midnight* singulièrement dégraisé : une petite phrase de Jean-Pierre. Jean-Pierre est une comptine (sur fond de Dodo, l'enfant do) que Miles Davis avait changée en méditation funky. Il l'a d'ailleurs beaucoup jouée sous ce gymnase même. Elle est en passe de devenir une citation obligée ou air de référence. On peut en entendre une évocation dans le dernier disque de Michel Portal, avec Mico Cinelu. Anyway. Un peu plus tard dans le concert, on retrouve Jean-Pierre grandeur nature, dans toute son étendue, avec des effets de pédale d'expression, et le motif en vient à courir comme un furet tout de long, sur des tonalités décalées, somptueusement réinstallées.

Tout cela n'aurait pas le même sens sans l'énergie vitale, entretenue au premier degré par ces deux jeunes musiciens, du jazz. Le duo lui doit sa force. Sans l'esprit du jazz, sans ce « duende » préhistorique que l'on peut arriver à susciter, on aurait droit à quoi ? A l'austérité académique (simple règlement de comptes de l'écriture moderne) ou au divertissement usant (dont le trio *Esperanza* donne, en première partie, avec son nisanse pousuive, l'exemple). La justification de ce face-à-face Lockwood-Petrucciani, c'est son exception, sa singularité non répétable et probablement « inenregistrable ». La force qu'induit en retour la musique qui semble leur échapper est celle de l'amitié. Elle n'a de promesse que quand elle trouve sa mesure pleine, au fil des minutes, pour aboutir, au rappel, à un *Saint-Thomas* narquois et évident que Lockwood, enfant de la région, rebaptise *Saint-Omer*. Jusqu'à cette simultanéité beethovenienne qui fait qu'on ne s'étonne pas de l'exceptionnelle réussite de ces deux garçons, entre binaire et ternaire, entre répertoire et aventure, entre science et spontanéité. On s'étonne en revanche qu'elle ne soit pas encore mieux connue.

FRANCIS MARMANDE

► Le 22 juillet, « Nuit du blues », à Dunkerque avec Nguyen Le et Paul Personne : le 23, Marcia Maria à Boulogne-sur-mer ; le 24, Stamping at Richard Gattiner à Etaples ; le 25, Indigo à Julia Mignard à Calais. Réservation, tél. : 21-30-40-33.

Deux disparitions

## Le cinéaste Jean Negulesco

Le metteur en scène américain Jean Negulesco est mort à Marbella (Espagne), le 18 juillet. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

Il était né avec le siècle, en 1900, à Craiova, en Roumanie, dans une famille aisée. A quatorze ans, le jeune Negulesco « monte » à Paris pour y faire des études de peinture. Par l'intermédiaire de son compatriote, le sculpteur Brancusi, il rencontre Modigliani, Utrillo et fréquent la boîte de Montparnasse. Il voyage, reste un temps sur la Côte d'Azur pour se remettre d'un début de tuberculose. On le voit danser mouton à l'hôtel Negresco de Nice. Il peint et ses expositions ont un certain succès.

En 1927, on le retrouve à Hollywood, cet Européen cultivé, artistiquement doué, cet homme de goût tenté par « l'usine à rêves » va servir Hollywood jusqu'à son déclin. De 1931 à 1936, il est, à la Paramount, conseiller technique, monteur, décorateur, réalisateur-adjoint, pour le producteur Benjamin Glazer. Il dirige, ainsi, la seconde équipe de *l'Adieu aux armes*, de Frank Borzage. Il écrit des scénarios, réalise, à partir de 1940, de nombreux courts-métrages, et tourne en 1941, son premier long-métrage pour la Warner Bros, *Singapore Woman*. En 1944, il se fait remarquer avec le *Maître de Dimitrios*, d'après le roman d'Eric Ambler, film à tiroirs et à retours en arrière sur la recherche de l'identité d'un homme, suspense au style surprenant.

Pour Warner, il tourne les *Conspirateurs*, (1944), *Humoresque* (1946), mélo flamboyant avec Jean Crawford et John Garfield, *Three Strangers* (1946), film noir très remarquable, d'après un scénario de John Huston, *Johanny Belinda* (1948), mélodrame émouvant, tourné en décors réels, sur la renaissance à la vie d'une jeune sourde-muette inter-

prétée par Jane Wyman. Cette période Warner, qui lui avait laissé de mauvais souvenirs, est pourtant la plus intéressante et la plus personnelle de sa carrière.

Jean Negulesco entre alors à la Fox de Darryl Zanuck. Après un film de psychologie criminelle, *la Femme aux cigarettes* (1948), avec la troublante Ida Lupino, il va, en bon technicien, se plier aux genres en honneur chez Zanuck : le film de guerre (*Captive à Bornéo*, 1950), l'étude de mœurs (*Appel d'un inconnu*, 1952), le film-catastrophe (*Tinnia*, 1952), les comédies sentimentales en Cinemascope qui, malgré la présence de Marilyn Monroe dans la première, sont insipides : *Comment épouser un millionnaire* (1953), *la Fontaine aux amours* (1954), *Les femmes mènent le monde* (1954), *Un certain sourire* (1958), d'après Françoise Sagan. Rien n'est trop beau (1959).

En revanche, *Papa Longue-Jambes* (1954), avec Fred Astaire et Leslie Caron est une excellente comédie musicale qui ne perd rien de son charme. *Le remake de la Mousson* (1956), d'après le célèbre roman de John Broomfield, avec Richard Burton et Lana Turner, se fait plus exotique et plus spectaculaire que le film tourné par Clarence Brown en 1939. *Ombres sous la mer* (1957), avec Alan Ladd et Sophia Loren est un film d'aventures aux belles images. Suivent quelques travaux de commande et la direction de la deuxième équipe pour la *Plus Grande Histoire jamais contée* de George Stevens (1965). Et Jean Negulesco quitte le cinéma en 1970.

Son autobiographie, *Things I did and things I think I did*, publiée aux Etats-Unis en 1984, parait en France en 1988 aux Presses de la Cité sous le titre *Un flâneur à Hollywood*. C'est un recueil d'anecdotes, de portraits de producteurs, de stars et de cinéastes, écrits avec verve. Une précieuse contribution à l'histoire de Hollywood.

JACQUES SICLIER

## Le violoniste

Szymon Goldberg

Le violoniste et chef d'orchestre américain Szymon Goldberg est mort le 19 juillet à Toyama, au Japon. Il était âgé de quarante-quatre ans.

Né le 1<sup>er</sup> juin 1909 à Wloclawek en Pologne, Szymon Goldberg fut un enfant prodige. Elève de Carl Flesch dès l'âge de dix ans, à Berlin, il débute à Varsovie en 1921. Quatre ans plus tard, il entre à l'Orchestre philharmonique de Dresde, 1925, puis à l'Orchestre philharmonique de Berlin en 1929, dont il est exclu en 1934 par les nazis comme les autres musiciens juifs. Il entreprend alors des tournées en Europe, au Japon, et en Chine, avant de venir aux Etats-Unis en 1938.

En 1955, il fonde l'Orchestre de chambre néerlandais, qu'il dirige de son poste de premier violon tout en faisant partie du Festival-Académie de musique de chambre d'Aspen (1951-1961), dans le Colorado. Après un long séjour en Angleterre, il revient en 1978 aux Etats-Unis où il enseigne à la Juilliard School de New-York et à l'université Yale. Depuis 1990, Szymon Goldberg dirigeait le nouvel orchestre philharmonique japonais à Tokyo. Il enseignait le violon à la fois à l'école de musique japonaise Tobo Gakuen et au Curtis Institute of Music de Philadelphie.

Szymon Golberg a enregistré l'intégrale des sonates pour violon et piano de Mozart, avec Radu Lupu, pour Decca. Philips Classics réédite à l'automne, dans la collection Early Years, un coffret CD de ses enregistrements des *Concertos brandebourgeois* (1958), *Cantate BWV 170* (1960) et *Concertos pour violon* (1975), de Bach.

## ARTS • S

QUAND LES ARTS

## Stratégies

« Les arts ont toujours été une affaire de stratégie. C'est une question de pouvoir, de prestige, de reconnaissance. C'est une question de survie. C'est une question de... »

« Les arts ont toujours été une affaire de stratégie. C'est une question de pouvoir, de prestige, de reconnaissance. C'est une question de survie. C'est une question de... »

« Les arts ont toujours été une affaire de stratégie. C'est une question de pouvoir, de prestige, de reconnaissance. C'est une question de survie. C'est une question de... »

« Les arts ont toujours été une affaire de stratégie. C'est une question de pouvoir, de prestige, de reconnaissance. C'est une question de survie. C'est une question de... »

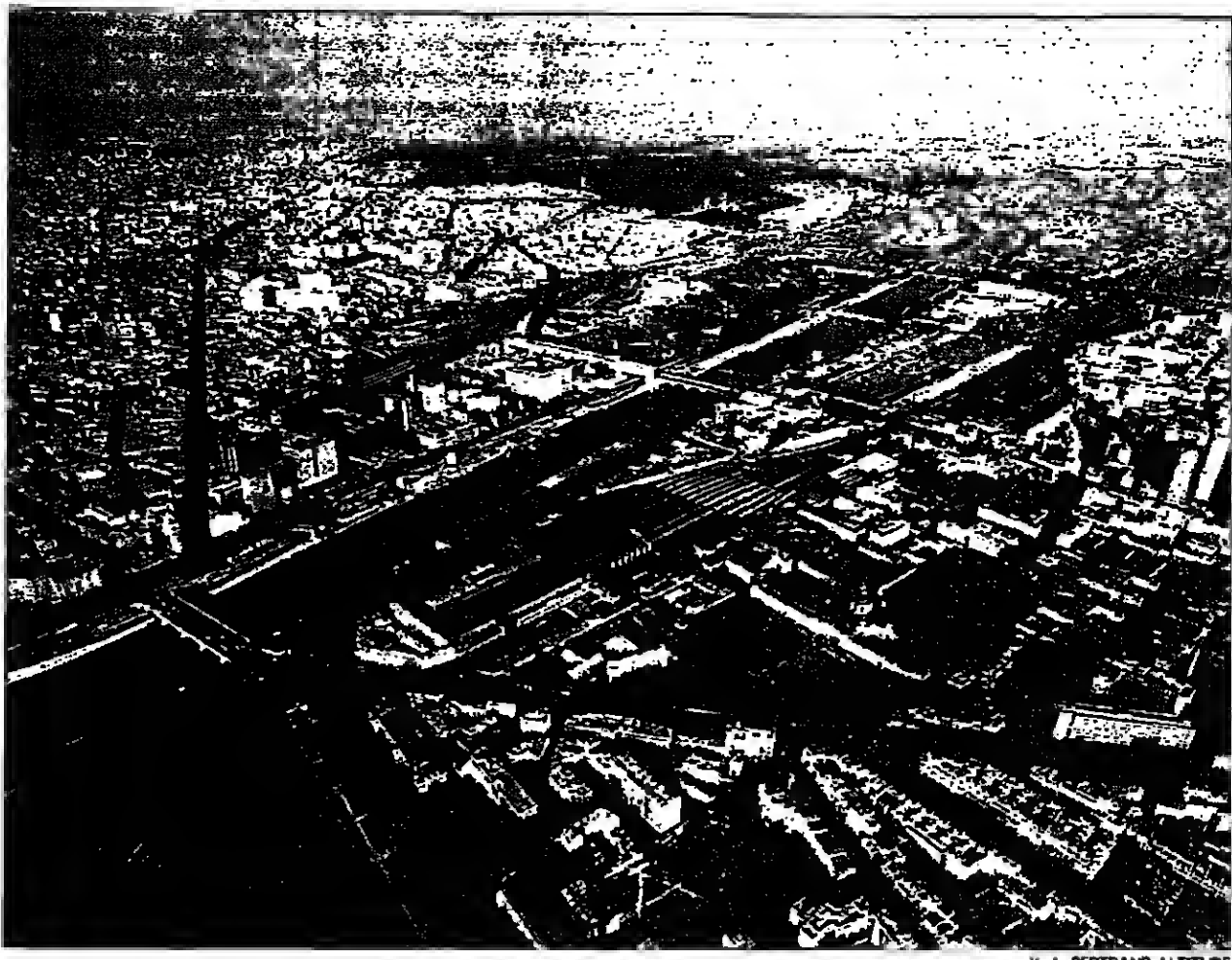
البيان



# ARTS • SPECTACLES

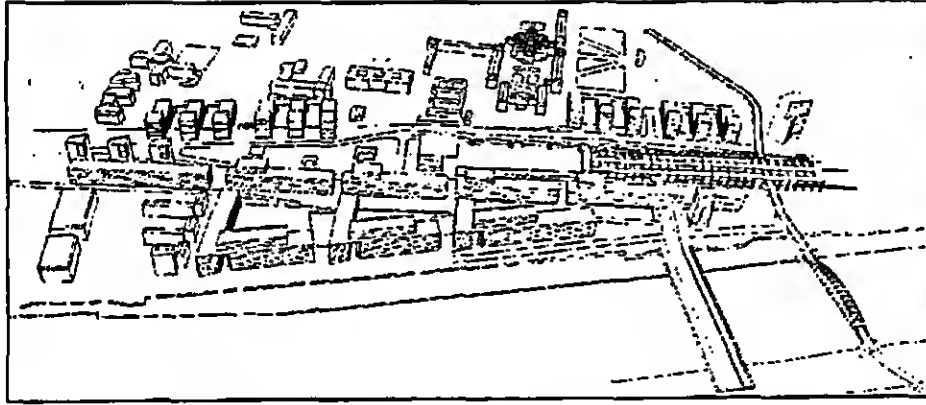
QUAND LES ARCHITECTES SE PENCHENT SUR LA CITÉ

## Stratégies pour un centre-ville



A l'occasion de plusieurs opérations d'urbanisme de grande envergure, les municipalités ont fait appel à des architectes. Après Rem Koolhaas à Lille, et Massimiliano Fuksas à Clichy, Dominique Perrault ausculte, à Saint-Nazaire et à Bordeaux, de vastes terrains. A Paris, dix professionnels ont imaginé ce que pourraient être les abords de la gare d'Austerlitz. Quant aux trois municipalités qui se partagent la Plaine Saint-Denis, elles ont demandé à quatre architectes des solutions pour recoudre cette vaste zone chaotique.

Ci-contre, le quartier Austerlitz. Ci-dessous, à droite, la place imaginée par les architectes Valode et Pistrone derrière la gare d'Austerlitz. A gauche, un plan de masse du « nouveau » quartier Austerlitz par l'équipe Bonelli, Gil et Lucan. Les dix projets des dix équipes d'architectes sont exposés jusqu'au 28 août au Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, 75004 Paris.



VAULX-EN-VELIN explosait en octobre 1990. Deux ans plus tard, au Val-Fourré, ce sont les tours que l'on faisait sauter. Dans le même temps ou presque, prévoyant ou constatant qu'elles n'étaient pas à l'abri de problèmes majeurs, plusieurs municipalités se sont engagées dans une réflexion d'envergure sur tout ou partie de leur territoire. Selon la personnalité du maire, elles ont choisi une des trois stratégies qui prédominent à l'heure actuelle. La première consiste à faire appel à la coquille du moment, rencontrée dans un dîner en ville ou recommandée par les conseillers officiels de la République : chronologiquement, la mode a ainsi été Ricardo Bofill, Roland Castro, Massimiliano Fuksas. La seconde consiste à organiser un concours, mais comme les jurys sont fréquemment sélectionnés selon des critères proches de la première stratégie, les mêmes noms ont tendance à resurgir, plus quelques autres, comme Paul Chemetov, Oriol Bohigas ou Jean Nouvel dans ses bons jours, qui sont heureusement à la mode urbaine ce qu'un costume anglais est à un défilé de chez Tati, à savoir plus durable.

La troisième stratégie, qui n'exclut pas un éventuel recours à la telle ou telle personnalité, consiste à s'appuyer sur un « atelier d'urbanisme » composé de bons techniciens (car on en trouve à présent sur le marché français), auxquels sont données la durée et les moyens d'investir le territoire et le temps, deux données essentielles de la ville. Si cette dernière formule, dont la ville de Nîmes fait un remarquable usage (le *Monde* du 6 mai 1993), paraît relever du bon sens, il n'en reste pas moins qu'eux, les architectes, ont leur rôle à jouer.

Dans le vaste débat en cours sur la ville, toutes les voix se font entendre : hommes politiques, édiles municipaux, sociologues, assistants sociaux, philosophes, policiers, associations de quartiers, industriels, fonctionnaires. Toutes sauf une : celle des architectes. Quand on les interroge sur ce silence, certains répondent : « comme Dominique Perrault : « Peut-être ont-ils un peu honte ». Honte de quoi ? Des banlieues dégloupées ? Des bâtiments informes construits à la hâte pendant les trente glorieuses ? De l'édification devant la spéculation ? De leur soumission aux technocrates ? Sans doute. Peut-être aussi est-ce égaré par l'expression d'un « deuil » qui prend fin. Le signe d'une nouvelle lucidité qui se mesure à l'épreuve du terrain. Ce n'est pas un hasard si certains d'entre eux se tournent résolument vers l'urbanisme.

C'est donc aux architectes que s'adressent de plus en plus souvent les élus, confrontés à cette obligation, mal prévue par la loi de décentralisation, qui est de donner forme à la ville. Mais attention au choix de l'homme de l'art ! Car si une erreur architecturale n'a de conséquence grave que sur la sensibilité esthétique d'un nombre limité de citoyens, une erreur urbaine est beaucoup plus dommageable, et une erreur de planification urbaine, autrement dit d'urbanisme, peut se révéler absolument désastreuse. Bien sûr les désastres vont rarement à leur terme, une opération d'urbanisme durant, ou bas mot, vingt à trente ans. Pourtant les exemples ne sont malheureusement pas rares d'opérations lancées sous la boulette de théoriciens séduisants, ou encore sous l'amalgame de spéculations privées ou institutionnelles, et qui aboutissent ou aboutiront à des fiascos à la fois urbains, financiers et, surtout, sociaux. Peut-être évoquer ici l'orchestration laborieuse de la porte Maillot votée par la mairie de Paris à l'architecte Clément-Olivier Caubou, contre vents et marées, contre tout bon sens, et malgré l'obstination procédurière d'associations qui relèvent, ici au moins, d'une véritable utilité publique ? Plusieurs opérations montrent en revanche que des méthodes existent, seraient-elles conflictuelles, qui permettent d'opérer à grande échelle sur la ville en limitant les risques de casse.

Avec le projet Seine Rive gauche, il s'agit de créer un morceau de centre-ville. Et de quelle ville : Paris ! Pour le réaménagement

ment de cette zone du XIII<sup>e</sup> arrondissement, qui va d'Austerlitz au périphérique et des limites de l'hôpital de la Salpêtrière aux berges de la Seine, soit une opération de 130 hectares, la SEMAPA (Société d'économie mixte d'aménagement de Paris) et l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR) ont lancé une consultation sur la première tranche de cet aménagement (les abords d'Austerlitz) auprès de dix agences ou équipes d'architectes. Au final, ce sont autant de solutions différentes sur lesquelles vont pouvoir travailler les responsables du secteur en tentant de concilier les aspects les plus pos-

tifs des propositions. Les dix projets sont actuellement présentés au Pavillon de l'Arsenal. Il faut être aveugle ou cynique pour ne pas voir combien le maintien de la gare d'Austerlitz a contraint les architectes à une gymnastique proche parfois de l'absurde. En l'occurrence la SNCF s'est révélée sourde à toute proposition visant à reculer vers l'Yvry son faisceau de rails (voir page suivante) mais assez puissante pour imposer à l'Etat comme à la Ville la vision de ses experts.

Voyons ces gymnastiques, si révélatrices de l'esprit du temps. Quelques-unes ont d'ores et déjà

terminé leur carrière. Le Japonais Kenzo Tange, auteur du Grand Escal de la place d'Italie, a reconstitué une étrange Karl-Marx-Allee, tout en maquillant la gare en temple grec façon Las Vegas. Bertrand Wurmier et l'équipe du GIE des villes nouvelles ont voulu sans doute se reposer des juxtapositions bâties des villes, en proposant une avenue au garde-à-vous dans le prolongement de la grande verrière, mais sans relier le quartier à la place Valhubert autrement que par les vieilles recettes qui font précisément la désolation de ces villes dites nouvelles. Ils aggravent leur cas en dessinant selon le

même genre de modèles des bâtiments qu'on leur demandait simplement d'esquisser.

Trois surprises sont à mettre au crédit des trois noms les plus célèbres de cette consultation. Jean Nouvel a « triché » avec le programme, ce qui lui réussit parfois, en étendant ce programme, jusqu'aux portes d'Ivry. Il conserve le meilleur et le pire des restes industriels ou portuaires de la zone, ce qui lui vaudra la reconnaissance des artistes, et implante un parc de 45 hectares sur la dalle recouvrant les voies ferrées, ce qui, pense-t-il, devrait lui assurer l'estime des écologistes parisiens. Moyennant quoi, et à

supposer que ses arbres veuillent bien pousser là où il les met - sur le béton - il entasse hommes, femmes, enfants et bureaucrates dans des édifices qui prouveront, par leur taux de lumière, que l'écologie est bien le propre de l'homme.

Le parti de Renzo Piano est diamétralement opposé : en poussant son principe jusqu'à l'absurde, il met à vif tout ce qu'il peut d'infrastructures ferroviaires, perceptibles sous une mer de verrières.

FRÉDÉRIC EDELMANN  
et EMMANUEL DE ROUX  
(Lire la suite page 12)

## L'île de la Plaine-Saint-Denis

La rue des Fillettes est une des plus vieilles rues de Paris. Aujourd'hui inconnue, elle se perd dans le haut du XVIII<sup>e</sup> arrondissement. On la retrouve, après la coupure du périphérique, dans la Plaine-Saint-Denis : au fil du temps, cette plaine est devenue une sorte d'île. Naguère ce territoire était traversé par une avenue bordée d'une quadruple rangée de platanes. Cette « coulée verte » égayait un environnement que le XIX<sup>e</sup> siècle n'avait pas contribué à améliorer : entre la basilique des rois de France et le boulevard des Maréchaux, l'espace était occupé par une multitude d'industries, d'entrepôts et de voies ferrées. En 1955, les arbres ont été abattus et l'autoroute A1 glissée au fond d'une tranchée. Les voies de communication étaient déjà rares dans ce quartier des abords d'Austerlitz. En 1985, les communes de Saint-Denis, d'Aubervilliers et de Saint-Ouen créent une association (Plaine Renaissance) avec le département puis font appel en 1990 aux architectes Pierre Riboulet, Yves Lion, Philippe Robert et au paysagiste Michel Corajoud, (1) pour réfléchir à la réurbanisation de cette énorme parcelle. En mai 1991, cinq projets sont présentés publiquement aux « Assises de la Plaine ». Un an plus tard, une synthèse est faite. Au même moment les communes et le département créent une Société d'économie mixte (SEM), tandis que les équipes d'architectes se regroupent au sein d'un Groupement d'intérêt public (GIP), « Hippodamos ». Le travail, très lent, se poursuit.

« La plaine Saint-Denis, c'était une vaste usine, fermée à l'extérieur, mal percée à l'intérieur, explique Pierre Riboulet. Notre premier travail a consisté à la désenclaver et à tracer de nouvelles rues pour retrouver un réseau véritablement urbain. La condition sine qua non de notre projet est, bien sûr, la couverture de l'autoroute A1 sur près de 1,5 kilomètre. On envisage également de gagner une nouvelle avenue nord-sud sur les emprises de la SNCF, une autre le long du canal et une dernière en doublant la rue des Fillettes. Notre tâche consiste à urbaniser, dans la mesure du possible, les voies rapides, de les rendre moins sauvagement étrangères aux lieux qu'elles traversent. La lutte avec les ingénieurs des Ponts, qui les ont dessinées comme si elles passaient en rase campagne, est constante. Si nous nous sommes d'abord attelés au tracé viable, c'est que celui-ci est l'un des premiers supports de la ville. Contre la volonté de classification et de simplification à outrance du mouvement moderne, on doit repenser aujourd'hui la complexité. »

Le manque de moyens financiers fait traîner l'opération en longueur : les municipalités sont pauvres, les préinvestissements coûteux, et l'association avec le privé aléatoire. « Le travail sur la Plaine-Saint-Denis ressemble à une porte étroite, reconnaît Pierre Riboulet. Comment développer une pensée théorique consistante et en même temps travailler sur des parcelles bien réelles ? Quand l'exercice ma profession d'architecte, je maîtrise le bâtiment que je projette. En matière de composition urbaine, je suis en position de faiblesse : la ville est un lieu où des forces étrangères vont à l'encontre de la création - spéculation, réglementation. Ce n'est pas un hasard si des architectes-urbanistes, pour échapper à toutes ces contradictions, ont souvent voulu se mettre sous le

protection d'un prince, qu'il s'appelle Louis XIV, Nehr ou... Ceausescu. »

Yves Lion revendique l'idée de faire ici « un urbanisme banal », ce qui ne l'empêche pas de s'interroger sur la banalisation du discours sur la ville qui débouche sur des formules aussi génériques que vagues. Pourtant il voit poindre un nouveau consensus. « Dans une ville, il y a toujours une mémoire à respecter, affirme-t-il. Nous ne sommes jamais devant une page blanche. Il faut donc partir de l'acquis, privilégier les voies plutôt que les objets architecturaux, ne pas hypothéquer les aménagements ultérieurs et respecter le plus possible la géométrie du parcellaire existant. Si je résume le modèle spatial de Le Corbusier, il faut également redéfinir une notion de rue qui ne peut plus être aujourd'hui celle d'Haussmann. Et sans doute inventer un pittoresque moderne, mettre en scène les espaces publics. »

Ces espaces publics sont aujourd'hui au centre de tous les débats : « Ce que l'on a vécu avec la crise du mouvement moderne, suite à sa tentative de ségrégation des espaces de circulation, c'est l'impossibilité de créer des espaces de fréquentation, explique Marcel Roncayolo, directeur de l'Institut d'urbanisme de Paris (2). La rue à la rue, auquel on assiste aujourd'hui, est le retour à la rue multiple, à la rue fréquentation, il y a une ville à partir du moment où c'est à la fois ludique et industriel, piétonnier et mécanique. Les véritables problèmes urbains sont des problèmes d'articulation et non pas des problèmes de division. »

F. E. et E. de R.  
(1) Roland Simonnet et Christian Devillers étaient initialement associés à l'opération.  
(2) La Plaine projet n° 30-31.

## Jean Negulesco

Le violoniste Szymon Goldberg

Le violoniste Szymon Goldberg



## ARCHITECTURE

## Stratégies pour un centre-ville

Suite de la page 11

Mais cet hommage inespéré à la SNCF, qui fait l'économie d'une grande part de la dalle, donc de l'obligation de la financer par des mètres carrés de bureau, a peu de chance de convaincre. Norman Foster, dont le Carré d'art à Nîmes s'est révélé une réussite moyenne pour cette ville moyenne, a traité la gare comme une sorte d'atomique ovale, ce qui lui a sans doute suggéré des ondulations quasi intestinales pour son aéroport, mais conduit à trouver du plaisir dans la forme biseautée qu'il donne à ses bâtiments, vus du ciel.

Plus imaginative, la maquette du suisse Rodolphe Lüscher est étonnante, ses dessins fichtrement contemporains, l'ensemble irréaliste. Son axe principal, qu'il baptise «Boulevard», ondule sur deux kilomètres et demi (réminiscence de la géographie de son pays natal). «Le Boulevard est un centre-ville à densité d'événements variables au gré des besoins et des désirs des résidents, nous dit froidement son inventeur. Sous ses ondes passent les Traverses, comme un peigne qui mordrait le fleuve de ses dents.» Il y a quatre ans, avant que les réalités économiques ne s'en mêlent, il aurait pu faire un tabac. Philippe Chaux et Jean-Paul Morel, d'un côté, Fabrice Dupuis et François Leclercq de l'autre — deux équipes de la même génération (ils ont plus de quarante ans) — sont les seuls comme les autres dans la juste mesure d'un urbanisme raffiné et à visage humain. Est-ce cela qui les conduit à négliger les contraintes du sous-sol et à glisser sur la dalle comme sur une patinoire?

Restent alors le projet de Denis Valodis et Jean Pestre et celui d'Estève Bonelli, Joseph Gil et Jacques Lucan. C'est peu et c'est beaucoup. Peu dans la mesure où, une fois posé le maintien de la gare, de la dalle et d'une densité minimale de logements et de bureaux, il restait

effectivement peu de marge pour trouver à la fois une cohérence et une sérénité «parisienne». Certaines des études préliminaires de l'APUR étaient naturellement arrivées, sur plusieurs points, à des propositions similaires. Valodis et Pestre bloquent le verrière par deux séries de bâtiments bas qui, en se prolongeant vers le sud, définissent une place sagement équilibrée. Cette place pénètre sous la verrière où sont regroupés tous les services de la gare. De part et d'autre de ces deux séries de bâtiments, deux voies se préparent à rejoindre la grande avenue, au bout de la place. Comme dans plusieurs autres projets, la place Valhubert est «débarrassée» des bâtiments qui la séparent de la verrière.

Chez Bonelli, Gil et Lucan, on retrouve certaines de ces idées, sur un mode moins sévère, moins parisien. En revanche, la jonction avec la Salpêtrière, peu évidente chez l'équipe précédente, trouve remarquablement sa solution dans une esplanade en surplomb sur le vieux hôpital. Ainsi se crée un nouvel axe, perpendiculaire à celui de la grande avenue qui formera l'épine dorsale du nouveau quartier.

## Un rythme haussmannien

Un quartier qui n'est déjà qu'un quartier plus vierge. Paul Andreu, l'architecte de Roissy, et qui est probablement l'un des rares professionnels en mesure de dialoguer avec les ingénieurs de la SNCF, a déjà été chargé d'étudier les «grandes lignes» de cette avenue. Cette sorte de Champs-Élysées de l'Est, où l'évitement au-dessus des voies ferrées, reprendra, en majeure partie, la majesté du rythme haussmannien. Ce qui lui permettra de passer avec la dignité requise devant la Bibliothèque de France. Andreu, une fois



La verrière d'Austerlitz.

défini des principes, souhaite que soit laissée la plus grande liberté aux futurs architectes pour la forme et les matériaux des constructions qui borderont l'avenue. Une vision peu en accord avec celle de Roland Schweizer, à qui s'est confiée la maîtrise des deux quartiers qui bordent la Grande Bibliothèque, et dont l'un a déjà fait l'objet d'un concours.

Les contraintes auxquelles il soumet les architectes des quartiers qu'il surveille sont relativement sévères. Soucieux d'éviter des projets qui verraient s'ériger le monument de Perrault, cette proposition des architectes à faire ce qu'il appelle «le petit du grand», il s'impose un tracé urbain et des gabarits stricts. Les nouveaux quartiers ne feront en effet pas d'ombre à l'architecture de verre, de bois et d'espace qu'a conçu Perrault. Mais s'ils ne l'ont pas (sans pour autant les brimer) l'ego des architectes, fortement développés ces temps-ci, au moins assurement-ils aux habitants le sentiment rassurant — et d'ailleurs classique — d'un retour à l'échelle de la ville après un flirt illégitime avec la mausolée culturelle et méditerranéenne de ce fin de siècle. On voit que le projet Seine-Rive gauche permet de faire le tour d'un nombre non négligeable des attitudes urbaines des architectes contemporains. Il est loin de les épuiser. Ainsi, Pierre Ribou-

let, Yves Lion, Philippe Robert et Michel Corajoud travaillent depuis bientôt trois ans sur un grand morceau de banlieue particulièrement désertée: les 660 hectares de la plaine Saint-Denis (voir ci-dessous). Plus loin, sur les marches de l'Atlantique, revivra Dominique Perrault. Il s'attaque en effet aux friches industrielles nantaises (700 hectares) et bordelaises (400 hectares). Ce dernier projet, initié par le maire de Nantes, s'y arrête qu'il pousse à son paroxysme une simplicité que peu d'urbanistes ont le courage d'assumer, par crainte, peut-être, de ne pouvoir faire valoir leur ego, ou celui de leur maître d'ouvrage. Il affirme d'avoir accepté cette mission qu'en excluant a priori toute intervention architecturale de sa part sur le territoire étudié, et en préservant par ce désintérêt la liberté de sa réflexion.

Comme Jean Nouvel pour Seine-Rive gauche, mais sur un mode plus limpide, Perrault a développé une réflexion qui, initialement, ne portait que sur la rive droite de la Garonne, pour l'étendre à l'ensemble des relations de la ville avec son fleuve. Prenant acte de la largeur de l'estuaire — un détail que, sur une étude similaire, Ricardo Bofill avait cru bon d'oublier, prenant note de la dissymétrie des rives, représentant enfin la lecture des voiries et des traces laissées par l'homme et l'industrie, Perrault a donc accentué le caractère de chacune des berges: chaudière, d'un côté, mais débarrassée par la suite de ses entrées, et dotée d'une voirie qui ne soit plus infranchissable; sauvage de l'autre, mais comme peut l'être un parc de centre-ville. Doubler par un nouveau pont la traversée du fleuve, là où le trafic l'impose, il laisse à la ville le temps de trouver ses marques, de définir ses besoins, à travers un projet à la fois structurant et ouvert. Ici l'urbaniste a cherché à tirer parti de la réalité en la transportant à une échelle différente.

Ainsi chaque étude révèle non pas un problème différent à résoudre, mais des démarches multiples, quelquefois opposées, voire contradictoires, qui peuvent parfois se concilier. L'intégration de la durée et l'acceptation de la simplicité semblent les seuls éléments nécessaires, sinon suffisants, à l'élaboration de projets cohérents.

FRÉDÉRIC EDELMANN  
et EMMANUEL DE ROUX

## La querelle d'Austerlitz

Le quartier Seine-Rive gauche à réaménager est traversé de part en part d'un faisceau de voies ferrées qui aboutissent au terminus d'Austerlitz. Pour le régler, deux évolutions. Soit le gare se tèle sur le boulevard Masséna et le ville récupère toute la surface des voies abandonnées (25 hectares). Soit la gare est maintenue in situ et les voies ferrées devront être dissimulées sous une dalle, une levée conduisant de 6 à 8 mètres de haut.

Pour la SNCF, Austerlitz ne doit pas bouger. Commercialement, plus une gare est au centre d'une ville, mieux elle remplit son rôle. D'autant que, si elle a perdu près de 80 % de son trafic avec l'installation des têtes de lignes TGV sud-ouest à Montparnasse, elle avait et elle aura un rôle important à jouer dans l'avenir, affirme Jean-Michel Dupeyron, directeur à la SNCF de l'agence d'aménagement ATM (Austerlitz-Tolbiac-Masséna). Un svenir que la SNCF projette vers 2050, même si, dans les dix prochaines années, la compagnie nationale doit digérer ses nombreux problèmes avant de s'attaquer à celui d'Austerlitz. Techniquement, son démantèlement prendrait dix bonnes années et coûterait, selon des estimations très imprécises de la SNCF, autour de 10 milliards de francs.

«Une gare, ce n'est pas seulement un bâtiment pour les voyageurs», explique Jean-Michel Dupeyron. «C'est aussi des infrastructures, des ateliers, des voies de garage, des unités de lavage et de remise en état, etc. Si l'on veut repousser la gare sur Masséna, soit 2,5 kilomètres, il faut retrouver, derrière la périphérie, un espace équivalent que nous n'avons pas.» Cette vision est vivement

contestée par Camille Cabana, sénateur et adjoint au maire de Paris chargé de l'urbanisme. «La SNCF est juge et partie. Les évaluations chiffrées qu'elle avance ont été faites par elle. Elles sont invérifiables. Le Paris de l'an 2000 n'est plus celui de Napoléon III: la centralité a changé. Aujourd'hui, les quatre cinquièmes des habitants de la région parisienne vivent en dehors des limites des boulevards des Maréchaux. Ne peut-on imaginer un système de gare bien écartée, à la périphérie de Paris? Est-il indispensable de maintenir à Austerlitz, comme le désire la SNCF, le centre de distribution des couvertures et des oreillers? Doit-on continuer à lever des trains à Austerlitz? Avec la déperdition de TGV sud-ouest vers Montparnasse, Austerlitz est devenu une gare de chef-lieu de canton. Elle ne peut redevenir un centre important que si la SNCF y détourne du trafic pour justifier sa thèse. Pour faire cadaver la conservation de la SNCF, il aurait fallu une volonté politique forte qui n'a jamais existé. Le combat est perdu. C'est dommage pour la ville.»

Si la SNCF conteste les difficultés engendrées par le plan de l'urbanisme par la couverture de ses voies ferrées, elle ne cache pas celle qu'il y a à conjuguer la logique urbaine (en surface) et la logique ferroviaire (en sous-sol). «Trouver une cohérence verticale est ce qu'il y a de plus difficile», note Jean-Michel Dupeyron, qui pilote ici le plus gros opération immobilière de la SNCF, puisque 50 hectares sur les 130 de l'opération Seine-Rive gauche appartiennent aux Chemins de fer.

F. E. et E. de R.

## LA SÉLECTION

## Cinéma

## Films nouveaux

All Ont, de Thomas Kierfer, avec Fabienne Babe, Dexter Fletcher, Uwe Ochsenknecht, Jean Hache, Peter Fitz, Michel Voita.  
Franco-suisse (1 h 45).  
Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).

Agla mort, de Geoff Murphy, avec Rutger Hauer, Rebecca De Mornay, Ron Silver, Jonathan Banks, Mariska Hargitay, Tamara Clatterback, Américain (1 h 40).

VO: Forum Horizon, bandicaps, dolby, 1 (45-08-57-57; 36-65-70-83).

U. G. C. Denton, dolby, 6 (42-25-10-30; 36-65-70-88); U. G. C. Biarritz, dolby, 8 (45-62-20-40; 36-65-70-81).  
VF: U. G. C. Montparnasse, 6 (45-74-94-94; 36-65-70-14); U. G. C. Opéra, dolby, 9 (45-74-95-40; 36-65-70-44); U. G. C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59; 36-65-70-84); U. G. C. Gobelins, 13 (45-61-94-95; 36-65-70-45); Mistrall, 14 (36-68-20-22).  
Pabé Clichy, dolby, 18 (36-68-20-22).

Benny & Joan, de Jeremiah Chechik, avec Johnny Depp, Mary Stuart Masterson, Aidan Quinn, Julianne Moore, Oliver Platt, C. C. H. Pounder, Américain (1 h 38).  
VF: Gaumont Les Halles, bandicaps, 1 (45-68-75-55); U. G. C. Odéon, dolby, 6 (42-25-10-30; 36-65-70-72).

George V, dolby, 8 (43-62-41-46; 36-65-70-74); Gaumont Parnasse, dolby, 14 (36-68-75-53).  
VF: Paramount Opéra, dolby, 9 (47-42-56-31; 36-65-70-18); U. G. C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59; 36-65-70-84); U. G. C. Gobelins, dolby, 13 (45-61-94-95; 36-65-70-45); U. G. C. Convention, 15 (45-74-93-40; 36-65-70-47); Pabé Wepler II, 18 (36-68-20-22).

La Course de l'innocent, de Carlo Carlet, avec Manuel Cobzo, Federico Pacifici, Sal Borgese, José Cataldo, Lucio Zagaria, Anita Zagaria, Franco-italien (1 h 40).  
Interdit: 12 ans.  
VF: Rex, 2 (42-36-83-93; 36-65-70-23).

L'Œil coruscant, de Dominique Roulet, avec Jean-Louis Trintignant, Stefania Sandrelli, Grégoire Colin, Delphine Zentout, Yves Afonso, Alain Doutey, Français (1 h 30).  
Ciné Beaubourg, bandicaps, 3 (42-71-52-36); Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14); Gaumont Alesia, 14 (36-68-75-53); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); Le Gambetta, 10 (46-36-10-96; 36-65-71-44).

Posse, la revanche de Jessie Lee, de Mario Van Peebles, avec Mario Van Peebles, Stephen Baldwin, Charles Lane, Tiny Lister Jr., Big Daddy Kane, Blair Underwood, Américain (1 h 50).  
VO: Gaumont Les Halles, 1 (36-68-75-55); Gaumont Hauteville, dolby, 6 (36-68-75-53); Gaumont Champs-Élysées, bandicaps, dolby, 8 (43-59-44-67); Gaumont Parnasse, dolby, 14 (36-68-75-53).  
VF: Gaumont Opéra, dolby, 2 (36-68-75-55); Gaumont Alesia, bandicaps, dolby, 14 (36-68-75-53); Miramar, dolby, 14 (36-65-70-39); Pabé Wepler II, bandicaps, dolby, 18 (36-68-20-22).

4 New-Yorkaises, de Bebban Kidron, avec Shirley Mac Laine, Marcello Mastroianni, Kathy Bates, Jessica Tandy, Marcia Gay Harden, Américain (1 h 40).

VO: Gaumont Hauteville, dolby, 6 (36-68-75-55); Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8 (36-68-75-55); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).  
VF: Saint-Lazare-Pasquier, bandicaps, dolby, 8 (43-87-35-43); 36-65-70-88); Les Montparnasse, 14 (36-65-70-42).

Swing Kids, de Thomas Carter, avec Robert Sean Leonard, Christian Bale, Frank Whaley, Barbara Hershey, Tushka Bergen, David Tom, Américain (1 h 33).

VO: Gaumont Les Halles, dolby, 1 (36-68-75-55); 14 Juillet Odéon, dolby, 6 (42-25-10-30; 36-65-70-43); Champs-Élysées, dolby, 8 (47-42-56-31; 36-65-70-18); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).  
VF: Paramount Opéra, bandicaps, dolby, 9 (47-42-56-31; 36-65-70-18); Les Nations, dolby, 12 (43-43-04-67; 36-65-71-33); Gaumont Alesia, 13 (36-68-75-53); Gaumont Alesia, dolby, 14 (36-68-75-53); Montparnasse, dolby, 14 (36-68-75-53); Gaumont Convention, bandicaps, dolby, 15 (36-68-75-55); Pabé Wepler II, dolby, 18 (36-68-20-22).

Le Syndicat du crime I, de John Woo, avec Li Lung, Leslie Cheung, Hong Yun-Fai, Waise Lee, Emily Chu, Chow Kong (1 h 35).  
Interdit: 12 ans.

VO: Gaumont Kinoparadise, bandicaps, dolby, 15 (43-06-50-50; 36-68-75-53).  
Les Tortues Ninja, de Stuart Gillard, avec Elias Koteas, Paige Turco, Stuart Wilson, L'Essentiel, 1 (1 h 35).  
Rapport, Américain (1 h 35).

VO: Forum Orient Express, bandicaps, 1 (42-33-42-26; 36-65-70-67); Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8 (36-68-75-53); George V, 8 (45-62-41-46; 36-65-70-74).  
VF: Forum Orient Express, bandicaps, 1 (42-33-42-26; 36-65-70-67); U. G. C. Montparnasse, 6 (45-74-94-94; 36-65-70-14); Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8 (36-68-75-55); George V, 8 (45-62-41-46; 36-65-70-74); Paramount Opéra, dolby, 9 (47-42-56-31; 36-65-70-18); U. G. C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59; 36-65-70-84); U. G. C. Gobelins, bandicaps, dolby, 13 (45-61-94-95; 36-65-70-45); Mistrall, 14 (36-68-20-22); Gaumont Convention, bandicaps, dolby, 15 (36-68-75-55); Pabé Wepler II, dolby, 18 (36-68-20-22); Le Gambetta, 10 (46-36-10-96; 36-65-71-44).

Traces de sang, de Andy Wolk, avec James Belushi, Lorraine Bracco, Tony Goldwyn, William Russ, Faye Grant, Michelle Joyner, Américain (1 h 43).  
VO: Forum Horizon, bandicaps, THX, dolby, 1 (45-08-57-57; 36-65-70-83); U. G. C. Denton, 6 (42-25-10-30; 36-65-70-88); U. G. C. Normandie, dolby, 8 (45-63-16-16; 36-65-70-82).

VF: Rex, 2 (42-36-83-93; 36-65-70-23); U. G. C. Montparnasse, 6 (45-74-94-94; 36-65-70-14); U. G. C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59; 36-65-70-84).

36-65-70-84); U. G. C. Gobelins, 13 (45-61-94-95; 36-65-70-43); Mistrall, bandicaps, 14 (36-65-70-41).

## Reprises

Abyss, de James Cameron, avec Ed Harris, Mary Elizabeth Mastrantonio, Michael Biehn, Leo Burnmeister, Todd Graff, John Bedford Lloyd, Américain, 1989 (2 b 40).

VO: Gaumont Grand Ecran Italie, bandicaps, 13 (36-68-75-53).

Le Laurier, de Mike Nichols, avec Anne Bancroft, Dustin Hoffman, Katharine Ross, William Daniels, Murray Hamilton, Américain, 1967 (1 h 42).

VO: 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-93-53).

## Festivals

Paris  
Cinéma arménien (jusqu'au 26 juillet) au Centre Pompidou. Deux nous parmi d'autres: Parajanov et Pétichian. Tél.: 44-78-43-56.

Espionnage à la Cinémaéthèque (jusqu'au 31 août). Films de Pabst, Lang, Sternberg, Tourneur, Hitchcock, Welles, Mankiewicz, Huston, Fuller. Tél.: 47-04-24-24.

## Théâtre

Carpentras, Les Estivales (jusqu'au 31 juillet): Les Frères Zénith, de Jérôme Deschamps, les 23 et 24 juillet; Théâtre hippique, les 30 et 31 juillet, par le cirque Alexis Gruss. Tél.: 90-60-46-00.

Chalon-sur-Saône, Chalon dans la rue (du 22 au 25 juillet) 38 spectacles (12 créations), 27 compagnies. En vedette: les Catalans de la Fura dels Buns et Els Comediants. Tél.: 85-48-05-22.

Sarlat, Festival des jeux de théâtre (du 24 juillet au 6 août): le 24, Une machine pour amuser le temps, de Francis Kasi; le 28, Le Cid, par Francis Huster; le 29, Deux Labiche dans une armole, d'Agathe Alexis; le 30, Lucrèce Borgia, de Victor Hugo, par Vincent Garanger. Tél.: 53-31-10-83.

## Musique

## Classique

## Paris-Ile-de-France

Musique en l'île à Paris (jusqu'au 31 août): le 20 et 22 juillet, Sonates et Partitas pour violon seul, de Bach, par Sylvie Dussac. Tél.: 40-30-10-13.  
Festival de l'Orangerie de Séamus (jusqu'au 26 septembre): le 24 juillet, Sonates pour violoncelle et piano, de Beethoven, Brahms, Weber et Chostakovitch; le 25, Sonates pour violon et piano de Mozart; le 31, Beethoven, Debussy et Mozart par le Quatuor Ysaye. Tél.: 46-60-07-79, location: 41-13-92-93.

## Régions

Rassemblements internationaux de piano de Gouffier (jusqu'au 27 juillet): le 22 juillet, Paul Badura-Skoda; le 24 juillet, György Sebök; le 25 juillet, Georges Flühmann. Tél.: 59-26-36-60.  
Festival du Périgord noir (jusqu'au 28 août): cycle baroque: Nuplex/Venise, ou la recherche d'une unité italienne, le 21 juillet, Hilliard Ensemble; le 23, Capriccio Stravagante, Skip Sempé, orgue; le 25, oratorio de Scarlatti: San Filippo Neri par les Musiciens du Louvre, Mart Minowski; le 26, récitation Vivat, Händel, Monteverdi, Cavalli, par Della Jones (mezzo-soprano) et solistes des Musiciens du Louvre; le 30, Schubert, Wagner, Brahms, par Gundula Janowitz (soprano) et Charles Spencer (piano). Tél.: 53-51-95-17.

Festival de musique en Bordonnais (jusqu'au 22 août): le 24 juillet, Schubert, Janacek, Brahms par le Quatuor à cordes Britten. Tél.: 70-06-80-17.  
Festival international de musique baroque de Beaune (jusqu'au 1<sup>er</sup> août): le 23, l'Amphitruone, de Vercelli; le 24, Scipione, de Haendel; le 25, Aminta et Filidde, de Haendel; le 30, l'Europe Galante, de Campra; le 31, les Madrigaux du Sixième Livre de Monteverdi. Tél.: 80-72-74-51.

Est musical de Pontivy (jusqu'au 21 août): le 21 juillet, Schubert, Mendelssohn, Puccini, Elgar, par l'Orchestre de Chambre d'Angers, Jean-Lucques Kantorov (direction et violon); le 30 juillet, Schumann, Mozart et Bruch, par Michael Rudy (piano), Michel Portet (clarinette) et Gérard Causse (alto). Tél.: 97-25-00-33.

## E LA SEMAINE

## Musique

## Classique

## Paris-Ile-de-France

Musique en l'île à Paris (jusqu'au 31 août): le 20 et 22 juillet, Sonates et Partitas pour violon seul, de Bach, par Sylvie Dussac. Tél.: 40-30-10-13.  
Festival de l'Orangerie de Séamus (jusqu'au 26 septembre): le 24 juillet, Sonates pour violoncelle et piano, de Beethoven, Brahms, Weber et Chostakovitch; le 25, Sonates pour violon et piano de Mozart; le 31, Beethoven, Debussy et Mozart par le Quatuor Ysaye. Tél.: 46-60-07-79, location: 41-13-92-93.

## Régions

Rassemblements internationaux de piano de Gouffier (jusqu'au 27 juillet): le 22 juillet, Paul Badura-Skoda; le 24 juillet, György Sebök; le 25 juillet, Georges Flühmann. Tél.: 59-26-36-60.  
Festival du Périgord noir (jusqu'au 28 août): cycle baroque: Nuplex/Venise, ou la recherche d'une unité italienne, le 21 juillet, Hilliard Ensemble; le 23, Capriccio Stravagante, Skip Sempé, orgue; le 25, oratorio de Scarlatti: San Filippo Neri par les Musiciens du Louvre, Mart Minowski; le 26, récitation Vivat, Händel, Monteverdi, Cavalli, par Della Jones (mezzo-soprano) et solistes des Musiciens du Louvre; le 30, Schubert, Wagner, Brahms, par Gundula Janowitz (soprano) et Charles Spencer (piano). Tél.: 53-51-95-17.

Festival de musique en Bordonnais (jusqu'au 22 août): le 24 juillet, Schubert, Janacek, Brahms par le Quatuor à cordes Britten. Tél.: 70-06-80-17.  
Festival international de musique baroque de Beaune (jusqu'au 1<sup>er</sup> août): le 23, l'Amphitruone, de Vercelli; le 24, Scipione, de Haendel; le 25, Aminta et Filidde, de Haendel; le 30, l'Europe Galante, de Campra; le 31, les Madrigaux du Sixième Livre de Monteverdi. Tél.: 80-72-74-51.

Est musical de Pontivy (jusqu'au 21 août): le 21 juillet, Schubert, Mendelssohn, Puccini, Elgar, par l'Orchestre de Chambre d'Angers, Jean-Lucques Kantorov (direction et violon); le 30 juillet, Schumann, Mozart et Bruch, par Michael Rudy (piano), Michel Portet (clarinette) et Gérard Causse (alto). Tél.: 97-25-00-33.

## Musique

## Classique

## Paris-Ile-de-France

Musique en l'île à Paris (jusqu'au 31 août): le 20 et 22 juillet, Sonates et Partitas pour violon seul, de Bach, par Sylvie Dussac. Tél.: 40-30-10-13.  
Festival de l'Orangerie de Séamus (jusqu'au 26 septembre): le 24 juillet, Sonates pour violoncelle et piano, de Beethoven, Brahms, Weber et Chostakovitch; le 25, Sonates pour violon et piano de Mozart; le 31, Beethoven, Debussy et Mozart par le Quatuor Ysaye. Tél.: 46-60-07-79, location: 41-13-92-93.

## Régions

Rassemblements internationaux de piano de Gouffier (jusqu'au 27 juillet): le 22 juillet, Paul Badura-Skoda; le 24 juillet, György Sebök; le 25 juillet, Georges Flühmann. Tél.: 59-26-36-60.  
Festival du Périgord noir (jusqu'au 28 août): cycle baroque: Nuplex/Venise, ou la recherche d'une unité italienne, le 21 juillet, Hilliard Ensemble; le 23, Capriccio Stravagante, Skip Sempé, orgue; le 25, oratorio de Scarlatti: San Filippo Neri par les Musiciens du Louvre, Mart Minowski; le 26, récitation Vivat, Händel, Monteverdi, Cavalli, par Della Jones (mezzo-soprano) et solistes des Musiciens du Louvre; le 30, Schubert, Wagner, Brahms, par Gundula Janowitz (soprano) et Charles Spencer (piano). Tél.: 53-51-95-17.

Festival de musique en Bordonnais (jusqu'au 22 août): le 24 juillet, Schubert, Janacek, Brahms par le Quatuor à cordes Britten. Tél.: 70-06-80-17.  
Festival international de musique baroque de Beaune (jusqu'au 1<sup>er</sup> août): le 23, l'Amphitruone, de Vercelli; le 24, Scipione, de Haendel; le 25, Aminta et Filidde, de Haendel; le 30, l'Europe Galante, de Campra; le 31, les Madrigaux du Sixième Livre de Monteverdi. Tél.: 80-72-74-51.

Est musical de Pontivy (jusqu'au 21 août): le 21 juillet, Schubert, Mendelssohn, Puccini, Elgar, par l'Orchestre de Chambre d'Angers, Jean-Lucques Kantorov (direction et violon); le 30 juillet, Schumann, Mozart et Bruch, par Michael Rudy (piano), Michel Portet (clarinette) et Gérard Causse (alto). Tél.: 97-25-00-33.

## Musique

## Classique

## Paris-Ile-de-France

Musique en l'île à Paris (jusqu'au 31 août): le 20 et 22 juillet, Sonates et Partitas pour violon seul, de Bach, par Sylvie Dussac. Tél.: 40-30-10-13.  
Festival de l'Orangerie de Séamus (jusqu'au 26 septembre): le 24 juillet, Sonates pour violoncelle et piano, de Beethoven, Brahms, Weber et Chostakovitch; le 25, Sonates pour violon et piano de Mozart; le 31, Beethoven, Debussy et Mozart par le Quatuor Ysaye. Tél.: 46-60-07-79, location: 41-13-92-93.

## Régions

Rassemblements internationaux de piano de Gouffier (jusqu'au 27 juillet): le 22 juillet, Paul Badura-Skoda; le 24 juillet, György Sebök; le 25 juillet, Georges Flühmann. Tél.: 59-26-36-60.  
Festival du Périgord noir (jusqu'au 28 août): cycle baroque: Nuplex/Venise, ou la recherche d'une unité italienne, le 21 juillet, Hilliard Ensemble; le 23, Capriccio Stravagante, Skip Sempé, orgue; le 25, oratorio de Scarlatti: San Filippo Neri par les Musiciens du Louvre, Mart Minowski; le 26, récitation Vivat, Händel, Monteverdi, Cavalli, par Della Jones (mezzo-soprano) et solistes des Musiciens du Louvre; le 30, Schubert, Wagner, Brahms, par Gundula Janowitz (soprano) et Charles Spencer (piano). Tél.: 53-51-95-17.

Festival de musique en Bordonnais (jusqu'au 22 août): le 24 juillet, Schubert, Janacek, Brahms par le Quatuor à cordes Britten. Tél.: 70-06-80-17.  
Festival international de musique baroque de Beaune (jusqu'au 1<sup>er</sup> août): le 23, l'Amphitruone, de Vercelli; le 24, Scipione, de Haendel; le 25, Aminta et Filidde, de Haendel; le 30, l'Europe Galante, de Campra; le 31, les Madrigaux du Sixième Livre de Monteverdi. Tél.: 80-72-74-51.

Est musical de Pontivy (jusqu'au 21 août): le 21 juillet, Schubert, Mendelssohn, Puccini, Elgar, par l'Orchestre de Chambre d'Angers, Jean-Lucques Kantorov (direction et violon); le 30 juillet, Schumann, Mozart et Bruch, par Michael Rudy (piano), Michel Portet (clarinette) et Gérard Causse (alto). Tél.: 97-25-00-33.

Sarlat, Festival des jeux de théâtre (du 24 juillet au 6 août): le 24, Une machine pour amuser le temps, de Francis Kasi; le 28, Le Cid, par Francis Huster; le 29, Deux Labiche dans une armole, d'Agathe Alexis; le 30,



ARTS

EXPOSITIONS D'ÉTÉ A ALBI

Dieu reconnaîtra les siens!

A l'ombre de Toulouse-Lautrec, leur génie toulousain, les Albigeois ont quelques réticences à aborder l'art du vingtième siècle. Pourtant, expositions et initiatives de qualité se multiplient, dans des lieux somptueux mais délaissés.

ALBI, l'art soulève des passions : en 1940, des pétitionnaires déboulonnent une statue et la précipitent dans le Tarn. L'œuvre est de Denis Fuesco, de l'Institut, ancien directeur de la ville Médicis à Rome. Buste sage donc, mais qui représente Jaurès, en mars de cette année, d'autres pompiers, sapeurs, ceux-ci, repêchent l'œuvre lors d'un exercice. Elle devait prendre place sur le site de la coopérative créée il y a cent ans par le tribun socialiste, qui abrite aujourd'hui un collège.

Depuis, le fleuve, à la hauteur d'Albi, en a vu d'autres : le 26 juin, la ville organisait une fête des peintures, l'idée est sympathique, et le principe connu en d'autres lieux : les artistes amateurs viennent poser leur chevalet dans divers endroits de la cité et exécutent dans la journée des œuvres exposées et primées le soir. On vit ainsi un plein air de Britanniques s'abattre sur les berges du Tarn, dont ils croquent sous toutes les courbes les méandres baux. A l'aquarelle, bien sûr, dans les plus pures traditions d'outre-Manche. Gros succès populaire, et on pourrait croire un instant que la peinture avait envahi Albi. Mais quelle peinture? Celle, gentille et sans prétention, des peintres du dimanche, qui ont tant de rapports avec l'art que les cyclistes du dimanche en ont avec le Tour de France.



John Koenig, « Yang Yang » (1975).

l'exposition de Combas posaient une question perdue, et sans doute déplacée : « Le Musée Toulouse-Lautrec peut-il être un musée provincial? » La question pouvait être posée autrement : qu'est-ce que le Musée Toulouse-Lautrec? Une curiosité, due à l'amour maternel : après le décès de Lautrec, en 1901, sa maman la comtesse, née Adèle Tapie de Céleyn, voulut constituer une donation des œuvres de son fils. Les musées parisiens ayant prudemment

d'une bouteille de vin, il faut l'autorisation dudit musée, qui perçoit aussi des droits. Cette forme d'autofinancement fait du musée, avec celui d'Unterlinden à Colmar, un des deux seuls établissements publics de province. Cela permet à son conservateur-directeur de traiter d'égal à égal avec les autorités parisiennes. Mais cela crée aussi des crispations autour de la figure du « peintre-génie du lieu », des contraintes, et des malentendus : il est délicat lorsque l'on perçoit ces fameux droits dérivés de faire comprendre la nécessité d'une subvention pour réparer un toit ou de négocier la remise en état des immenses salles inoccupées du palais de La Berbie. Le bâtiment, bien qu'abritant le musée, appartient au département, qui le loue à la ville.

De plus, il est classé, et les travaux éventuels dépendent donc également des monuments historiques. La restauration coûterait environ 100 millions de francs, et même si, selon le formulaire consacré, le dossier avance, les différentes autorités de tutelle ne se bousculent pas pour financer les travaux.

Domage, car on verrait bien La Berbie abriter aussi certaines des activités d'une ville qui, pour entretenir un rapport parfois ambigu avec les arts, n'en propose pas moins quelques manifestations passionnantes : ainsi, cette petite mais remarquable exposition retraçant l'histoire des livres-objets au vingtième siècle, des *Mots en liberté* futuristes édités par Marinetti en 1919 aux *Paysages de la mémoire* de Christian Melet, ou passant par des petites merveilles de poésie et d'invention où l'on relève les noms de Lisitzky, Duchamp, Isou, Filliou, Ben, Kowalski, et l'on en oublie.

Où encore, « Nos rêves façonnent le monde » : au Centre culturel de l'Albigeois, deux cellules et

une vidéo d'Absalon et l'univers bleu de la Cité en verre de Rüdiger Schüttle ; à la galerie d'essai Cimaie et Portique, les constructions ou Jaso-Pierre Uhlen définit des espaces défendus par des barrières qui les déterminent tout en les rendant inaccessibles ; enfin, dans la superbe salle voûtée d'une ancienne usine de pâtes alimentaires, *Une clarté intérieure* de Pedro Cabrita Reis lutte contre les fracs du fleuve voisin. L'exposition est donc éclatée en trois lieux différents, et gagnerait à un regroupement.

On se prend ainsi à rêver d'un palais de La Berbie rénové qui grouillerait simultanément une rétrospective de Koenig, une histoire des livres-objets et une exposition sur les derniers descendants des utopies constructivistes. Une entité culturelle qui pourrait fédérer les initiatives qui fusent dans la région et les proposer à un public local réticent, qui n'aurait plus de la modernité une vision impressionniste, mais pourrait la percevoir dans son ensemble, dans toute sa diversité et sa richesse.

HARRY BELLET

► Rétrospective John Franklin Koenig, Musée Toulouse-Lautrec, palais de La Berbie, Albi. Tél. : 63-54-14-09. Jusqu'au 28 septembre.

► Exposition Livres-Objets, Moulins albigeois, 41, rue Porta. Tél. : 63-47-58-50. Jusqu'au 6 octobre.

► « Nos rêves façonnent le monde », Centre culturel de l'Albigeois, place de l'Amitié, Albi. Tél. : 63-49-72-72.

► Galerie d'essai Cimaie et Portique, 8, rue Jules-Verne, Albi. Tél. : 63-47-14-23.

► Moulins albigeois, salle Basas, 41, rue Porta, Albi. Jusqu'au 30 août.

LA SÉLECTION

DE LA SEMAINE

**Musique**

**Classique**

**Baroque**

**Contemporain**

**Pop**

**Rock**

**Théâtre**

**Séminaires musicaux de Tours (jusqu'au 31 juillet)** : les 23, Rachmaninov, Brahms, Weber, par Victor Tretjakov (violin) et Alexandre Slobodanik (piano) et des membres des Solistes de Moscou ; les 24 et 25, intégrale des *Quatuors* et *Sonatas* de Tchaïkovski et Beethoven ; les 26 et 27, Sergueï Nakariakov, soliste trompettiste (15 ans) et Primakov, pianiste (13 ans) ; le 27, récital de deux jeunes Trouvres (violiniste) et Primakov ; le 31, médailles d'or des concours internationaux. Tél. : 47-05-58-08. Ext. de Nohrlec (jusqu'au 14 août) : le 24 juillet, concert Bach par Willem Jackson, Christophe Cohn, l'Ensemble baroque de Limoges et Barbara Schlick ; le 25, récital Chopin, Fauré, Debussy, Chabrier par Jean-Claude Penner. Tél. : 48-67-00-18.

**Festival de Radio-France et de Montpellier (jusqu'au 6 août)** : le 21 juillet, le *Borlet de Sémile*, inconnu de Francesco Molinari en version scénique ; le 23, *Daphné* de Strauss et l'*Anniversaire de l'enfance* de Zemlinsky, version oratorio ; le 30, le *VIII. Messe di Gloria* de Puccini, version oratorio. Tél. : 67-02-02-01.

**Festival Pablo-Casals de Prades (du 26 juillet au 13 août)** : le 26 juillet, la *Création* de José Haydn, par l'Orchestre national Sinfonia Helvetica, Gregor Novak (direction) et le Chœur régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, Michel Piquemal (direction). Tél. : 68-96-33-07.

**Festival de la Vézère (jusqu'au 21 août)** : le 25, airs de Mozart et symphonies de Haydn et Mozart par l'Orchestre national du Centre de Toulouse, Stéphane Caron (direction) ; le 30, Haydn, Stravinsky, Beethoven par le Quatuor Ludwig. Tél. : 55-23-25-09.

**Festival de Saint-Léger (du 23 juillet au 7 août)** : les 30 et 31, David Moroney (clavier). Tél. : 61-66-67-89.

**Académie musicale de Crouilly (du 22 au 31 juillet)** : le 22 juillet, Christophe Cohn et son ensemble ; le 25, François Couperin, par Laurence Boulay et Pierre Sécherre ; le 27, hommage à Purcell par Jill Feldmann et David Moroney ; le 29, Bach-Telemann par Philippe Pliot, François Fernandez, Sébastien Maré et Pierre Hantel. Tél. : 31-08-01-55.

**Festival musical de Saint-Florent-le-Viel (jusqu'au 25 juillet)** : le 22 juillet, Kent Nagano ; le 25, Jean-Marc Luisada (piano) et Yusaku Horiguchi (violin). Tél. : 41-72-62-32.

**Festival de Saint-Etienne (jusqu'au 24 juillet)** : le 23 juillet, l'Orchestre du Capitole, Michel Plasson (direction), Mikhail Rudy (piano), dans un programme de Ravel ; le 24, *Stabat Mater* de Dvorak par l'Orchestre de Lettonie. Tél. : 22-28-42-82.

**Festival d'Aix-en-Provence (jusqu'au 28 juillet)** : les 22 et 26 juillet, *Eurydice*, de Weber, Jeffrey Tate (direction), Hans-Peter Cloos (mise en scène), avec Thomas Moser, Karen Huffstodt, Andreas Schmidt et English Chamber Orchestra ; le 23, *Orlando de Haseld, Christie* (direction), Carcen (mise en scène), avec Felicity Palmer, Lyne Dawson, Jennifer Lane et les Arts Baroque. Tél. : 42-17-34-34.

**Les Premières Rencontres de Musique de Chambre de Vence (du 24 au 26 juillet)** : le 24 juillet, Weber, Schubert, Mozart ; le 25, Kavel, Debussy ; le 26, Bach-Telemann ; le 26, Bach, Lajtha ; le 26, Boccherini, Glinski. Tél. : 93-58-19-50 et 93-58-78-75.

**Festival international de quatuors à cordes de Labrousse (jusqu'au 9 septembre)** : les 24, 27 et 30 juillet, le Quatuor Parisien. Tél. : 90-73-83-60.

**Les XXXVIII Nuits de la citadelle de Sisteron (jusqu'au 10 août)** : le 27 juillet, *Gloria*, de Vivaldi, *Magnificat* de Bach par l'Orchestre de chambre de Limagne. Tél. : 92-61-06-60.

**Festival des Arcs (jusqu'au 15 août)** : le 21, concert pour les enfants animé par Jean-Christophe Goyot ; le 22, Khachaturian Trio ; Mozart, par Jean-François Heiser (piano) ; Brahms par Michel Dalberto (piano) ; le 23, Masson, CBE, par Vincent Pasquier (contrebasse) et Bernard Yvanoff (batterie) ; Lodiier, par Michel Dalberto (piano) ; Schubert, par Pascal Devoyon (piano) et Robert Zimansky (violin) ; Janacek par Catherine Cantin (flûte) et Jean-Christophe Goyot (harppe) ; le 24, concert de musique de chambre avec des élèves et professeurs de l'Académie. Tél. : 79-41-53-23.

**Jazz**

**Paris, Festival All Stars du New-Morning (jusqu'au 29 juillet)** : le 21, Joe Zawinul Syndicate ; le 23, Elvin Jones Jazz Machine ; les 26 et 27, John Scofield Quartet ; les 28 et 29, McLaughlin. Tél. : 45-23-51-41.

**Petit Orchestre** : les 22, 23, 24 juillet : Aldo Romano, Michel Benita et Laurent de Wilde. Tél. : 42-36-01-36.

**Jazz à Antibes**, le 27 juillet : Roy Haynes. Tél. : 92-90-53-00.

**Cahors**, le 23 juillet : Liz McComb. Tél. : 65-23-92-06.

**Luz-Saint-Sauveur**, du 22 au 25 juillet : Mavielle, Manu Dibango, Gérard Panzani, Quimut. Tél. : 62-92-80-50.

**Marignac**, le 22 juillet : le Workshop de Lyon. Tél. : 42-49-39-40.

**Montpellier**, le 24 juillet : Danik Lazro. Tél. : 67-61-66-81.

**Souillac**, les 23 et 25 juillet : Henri Texier Azur Quartet et Michel Portal Unit. Tél. : 67-37-80-90.

**Festival des Voix du Sud, Villefranche-de-Rouergue**, le 22 juillet : Guy Lafitte et Johnny Griffin. Tél. : 65-81-16-13.

**Rock**

**Paris, New-Morning** : le 24 juillet, John Hammond. Tél. : 45-23-51-41.

**Cahors**, Cahors a le blues (du 20 au 24 juillet) : le 21, Jimmy Smith et Kenny Burrell ; le 22, B. B. King ; le 23, Liz McComb et Tribute to Moddy Waters ; le 24, Carrie Smith. Tél. au 65-35-22-29.

**Chanson et musiques du monde**

**Côte d'Opale (jusqu'au 31 juillet)** : le 22, Nguyen Le et Paul Personne à Dunkerque ; le 23, Marcia Maria à Boulogne-sur-Mer ; le 24, Sampling et Richard Galtier à Étaples ; le 25, Indigo et Julia Migiles. Tél. 21-30-40-33.

**Paris, Passage du Nord-Ouest** : le 27 juillet, Oumou Sangaré. Tél. : 47-70-81-47.

**Paris, Quartier d'été**, Kiosque à musique du jardin du Luxembourg : le 21 juillet, les Renegades ; les 22, 23 et 24, la Squadra (polyphonies grecques), les 26 et 27, le Cuarteto Cedro.

**26, Mahul, par la Bushera Dance Company (Israël)**, Tél. : 94-24-11-76.

**Nîmes, été de Nîmes 93 (jusqu'au 18 août)** : le 21, *Giselle*, du répertoire classique par le Ballet de l'Opéra de Paris, chorégraphie de Corail/Perrot ; le 23, *Giselle*, par le Sinfonico Mats Ek ; les 27 et 28, *Akropolis* et *4-log-Volapük*, par la Compagnie Castafiore. Tél. : 66-67-29-26.

**Sisteron, Les XXXVIII Nuits de la citadelle de Sisteron (jusqu'au 10 août)** : le 24 juillet, le *Lac des cygnes*, par le Grand Ballet classique de Moscou.

**Arts**

**Colmar, Variation sur la crucifixion (jusqu'au 26 septembre)** : autour du retable d'Issenheim, 80 œuvres d'artistes du XX<sup>e</sup> siècle. Tél. : 89-70-15-50.

**Méz, La Beauté magnétique (jusqu'au 26 octobre)** : présente des œuvres flamandes (Bruegel de Velours, Rubens, Van Dyck, Jordans). Tél. : 67-75-10-18.

**Bordeaux, Jean-Pierre Raymond (jusqu'au 14 novembre)** : Un projet spécifique pour la Grande Nef et une rétrospective depuis les « Psycho-objets » de 1964 à 1968. Tél. : 56-34-16-35.

**Sterren Holl (jusqu'au 29 août)** : Architecture américaine « néo-moderne ». Tél. : 56-52-78-36.

**Ginals, Une collection pour un musée en devenir, et son cabinet d'art graphique (jusqu'au 12 septembre)** : à l'abbaye de Beaulieu, la collection d'œuvres données par Pierre Brache et Genevieve Bonneson à la Caisse des monuments historiques en 1973 s'est considérablement enrichie. Tél. : 65-67-06-84.

**Cajarc, Albert Bitan (jusqu'au 29 août)** : rétrospective des douze dernières années. Tél. : 65-40-71-50.

**Labège, Kazuo Shiraga (jusqu'au 26 septembre)** : l'œuvre d'un peintre et moine bouddhiste qui défraya la chronique japonaise dans les années 50 avec les autres membres du célèbre groupe Gutai. Tél. : 61-39-29-29.

**Margaux, Pierre Buraglio (jusqu'au 30 octobre)** : hommage à Bosch dans ce chapeau qui abrite des haut-médos. Tél. : 56-58-83-90.

**Montpellier, Grand Siècle (jusqu'au 5 septembre)** : collection française du XVII<sup>e</sup> siècle des peintures publiques françaises. Tél. : 67-66-06-34.

**Nîmes, L'Étrese de réel (jusqu'au 31 août)** : l'exposition inaugurale du tout nouveau musée de Nîmes retrace l'aventure de l'objet an XX<sup>e</sup> siècle. Tél. : 66-76-35-35.

**Le Bal moderne**

Une idée amusante des Arts étonnans 93 : faire danser les spectateurs eux-mêmes qui nous sommes habituellement. Philippe Decoullé, Daniel Larrieu, José Monmevo, Doug Elkins et Anne Carlson ont composé chacun une petite pièce qu'ils enseigneront aux amateurs (pas besoin de technique) au cours d'ateliers disséminés dans le théâtre.

Les « nouveaux danseurs » pourront ensuite brûler au Bal moderne, qui se déroulera en permanence dans le grand foyer. Et emporter, pour continuer chez eux, le disque des musiques originales composées pour ces danses, accompagnées d'un manuel-méthode pour se ramener le chorégraphie.

Théâtre national de Chaillot, du 23 juillet au 15 août, du mardi au samedi, de 19 heures à minuit, le dimanche de 16 heures à 22 heures. Entrée : 50 F. Pas de location à l'avance. Renseignements, Paris Quartier d'été, tél. : 40-28-40-33.

**Photographie**

**Lectures, L'été photographique (du 24 juillet au 23 août)** : photos de sculptures de Rodin par le Slovène aveugle Evgen Bavcar. Tél. : 62-68-83-72.

**Montpellier, Images (jusqu'au 4 septembre)** : trente-cinq photographes du monde entier. Tél. : 67-60-43-11.

**Pendant le Festival d'Avignon**

**le Monde** ouvre son Espace à ses lecteurs

**an Cloître Saint-Louis**  
20, rue Portail-Boquier  
Avignon

de 11 heures à 18 heures



# ÉCONOMIE

BILLET

## Privatisations et cohabitation

En ligne... Avec la publication au Journal officiel, mercredi 21 juillet, de la loi de privatisation et de la parution, dès jeudi sans doute, du décret fixant la première liste des sociétés privatisables, le gouvernement Balladur n'aura guère dévié de la ligne qu'il s'était initialement fixée : calendrier, passage progressif du privé de l'ensemble des entreprises du secteur concurrentiel, première liste d'entreprises privatisables « de trois à six ans » (comme l'avait promis le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry), nomination prochaine des sept membres de la commission de privatisation, le gouvernement peut se féliciter d'avoir rempli son contrat.

L'opposition de gauche a baissé les armes. Les parlementaires socialistes, qui avaient mené une sévère bataille d'amendements puis déposé une motion de censure, ont renoncé, *in fine*, à soumettre le texte au Conseil constitutionnel. Et, lors de son traditionnel entretien du 14 juillet, le chef de l'Etat, lui-même, a reconnu dans ses « conseils » au gouvernement que, en matière de privatisation, « on agit selon les circonstances » (le Monde du 16 juillet). Enfin, les 110 milliards de francs récoltés par l'emprunt Balladur, comme le succès de la privatisation partielle du Crédit local de France, augurant favorablement de l'accueil que les Français réserveront à la suite des opérations.

Quant au choix des premières entreprises privatisables, que le président de la République se rassure : ni Aérospatiale, « ce trésor national », ni la SNECMA, cette « fabrique de moteurs d'avions », ni Air France n'y figureront. Avec la désignation probable de Rhône-Poulenc et de l'UAP, le gouvernement prend des options sans grand risque. Reste Elf-Aquitaine, à propos de laquelle François Mitterrand a rappelé la nécessité de « protéger nos capacités d'échange de production énergétique ». Façon, sans doute, d'attirer indirectement l'attention sur le sort qui serait réservé à son actuel PDG, Loïc Le Floch-Prigent, proche des socialistes. La loi prévoit, en effet, que « l'intervention du décret (...) est suivie de la désignation, par décret, du président du conseil d'administration ou des membres du directoire ». Après le refus par le premier ministre d'ouvrir un deuxième dossier de réforme constitutionnelle, la « cohabitation douce » se rapproche lentement de la zone des tempêtes.

PIERRE-ANGEL GAY

En dépit de la fronde des pouvoirs régionaux

## Le gouvernement chinois tente de juguler l'accélération de l'inflation

Alors que l'économie du pays est menacée de surchauffe, c'est une sorte d'épreuve de force avec le pays réel qu'ont engagée les autorités de Pékin pour juguler une inflation à nouveau préoccupante. Et cela à un moment où les pressions sur le monnaie contraignent le gouvernement à intervenir massivement sur l'embranchement de marché monétaire.

PÉKIN

de notre correspondant  
Le vice-premier ministre Zhu Rongji, qui a pris personnellement les commandes de la Banque populaire de Chine, la banque centrale, après avoir inégalement gouverné Li Guizhan, a ordonné une série de mesures qui vont d'une hausse des taux d'intérêt à la souscription d'un emprunt quasiment obligatoire pour les salariés du secteur public en passant par une tentative de reprise en main du crédit, du

Des financiers étrangers craignent que ce faisant, et par son intervention monétaire spectaculaire, le vice-premier ministre n'ait eu recours à des mesures nocives pour le marché monétaire parallèle où se déroule la partie la plus vive de l'économie chinoise. Il s'échangeait cependant encore un jour de la semaine dernière où la banque centrale s'était abstenue d'intervenir, 1,4 milliard de dollars à Shanghai, le plus important des points du marché swap.

Par ces mesures, M. Zhu a également contraint les entreprises chinoises disposant d'avances bancaires en devises à l'étranger, notamment à Hongkong, à les rapatrier. Il a provoqué un ralentissement des sections d'investissements, de Hongkong notamment, et calmé une certaine frénésie qui se manifestait de ce côté. Toutefois la fraîcheur avec laquelle a été reçue la troisième émission d'actions d'une firme cotée à la Bourse de Hongkong. Alors que la première, pour la Brasserie Tsingtao, avait

Cette propension à la dissidence économique des pouvoirs provinciaux a amené l'éditorialiste de l'édition asiatique du Wall Street Journal, très influent dans la région, à comparer M. Zhu Rongji à Mikhaïl Gorbatchev. Ce n'est pas, comme certains l'avaient fait auparavant, pour ses qualités de réformateur, mais pour sa ressemblance avec l'homme qui présidait à l'agonie de l'Union soviétique en s'attribuant de plus en plus de pouvoirs qu'il ne pouvait assumer. Car, derrière les succès économiques, se profilent les désaccords entre candidats à la succession dans les incertitudes laissées par l'après-Deng Xiaoping.

M. Deng fête son quatre-vingt-deuxième anniversaire le 22 août. Le ministre des affaires étrangères a dû formuler, le 20 juillet, un nouveau démenti à une rumeur pessimiste, provenant de Hongkong, concernant son état de santé. Mais M. Zhu a joué son avenir politique en prenant les commandes à Pékin dans une période de hauts risques économiques. Il est certain que ceux qui préparent encore à la tête du régime une politique de moindre libéralisation de l'économie se frottent les mains de voir ainsi s'exposer devant la mort du patriarcat qui le soutient.

FRANCIS DERON



RESNA

marché - très spéculatif - de l'immobilier et d'autres mesures coercitives. Ainsi, celui qui est devenu le patron de facto du gouvernement à la faveur de la maladie du premier ministre, Li Peng, a dépeché ses « miss dominici » dans les dix provinces les plus en pointe de l'économie afin de faire comprendre à leurs chefs qu'ils risquaient leur poste s'ils n'obtempéraient pas à son programme anti-surchauffe.

Un certain nombre de responsables bancaires coupables de malversations pourraient également être inculpés sur l'autel de la remise en ordre d'une économie qui recommencerait à montrer les symptômes de l'emballement. 10 % de croissance de la monnaie en circulation sur les six premiers mois de 1993, mais surtout 50 % sur les douze mois finissant en juin; près de 14 % de croissance économique à la mi-1992 selon les statistiques officielles, qui minimisent généralement la réalité en ce domaine. Et surtout, une inflation annuelle de 17,4 % dans les villes, avec une pointe à 21,6 % en juin dans les trente-cinq plus grandes agglomérations.

### Souscription forcée

La plus visible intervention de M. Zhu a été sa déclaration de guerre à la spéculation monétaire sous la forme d'une vente de dollars sur le marché parallèle, dit swap, où les entreprises se procurent légalement des devises à un taux supérieur à celui fixé par la Banque de Chine. En une semaine, le gouvernement a déposé 100 millions de dollars (582 millions de francs) pour défendre sa monnaie, le yuan, qui avait glissé jusqu'à un taux record de 11 yuans pour 1 dollar (le taux officiel est de 5,75). Le 19 juillet, Pékin vendait encore 30 millions de dollars afin de maintenir le yuan à son taux de 8,5 pour 1 dollar. Les observateurs financiers émettaient toutefois des doutes sur la capacité de la Chine à continuer cette politique, et des doutes encore plus sérieux sur l'objectif de M. Zhu, qui était de ramener le cours du yuan au swap à un niveau équivalent du dollar de Hongkong (7,8 pour 1 dollar américain).

En outre, M. Zhu a imposé diverses barrières administratives pour l'accès à ce marché, qui sont destinées à empêcher les spéculateurs de contrecarrer sa campagne.

été bien accueillie en juin, que la firme de pétrochimie de Shanghai avait obtenu un succès mitigé, les actions des Chantiers navals de Guangdong (Canchi) ont baissé et le marché à un taux sensiblement inférieur à celui espéré.

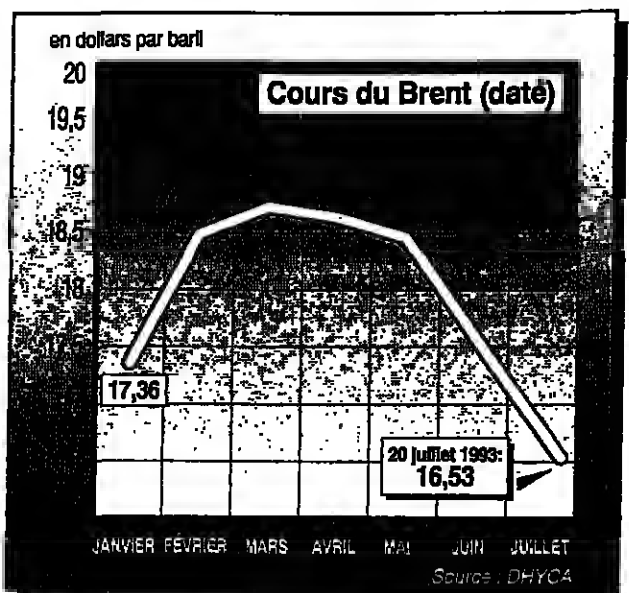
L'emprunt d'Etat de 30 milliards de yuans dont la collecte débutait et qui aurait dû expirer au 1er mai a été prolongé jusqu'au 15 juillet, et les autorités n'ont guère fait mystère de la manière autoritaire dont elles procédaient pour vendre leurs bons : 300 à 500 yuans d'achat obligatoire pour les fonctionnaires et employés du secteur public, avec préférence à la source dans certains cas. Le phénomène aura été rendu d'autant plus douloureux pour le contribuable que, comme souvent en Chine, les petits chefs d'administration rivalisent de zèle dans la collecte de fonds afin de dépasser les quotas fixés par leurs supérieurs.

M. Zhu a également décrété une deuxième augmentation, pour l'année, des taux d'intérêt. En moyenne, les intérêts pour les dépôts ont augmenté de 1,72 %, passant à 11 %, et ceux des prêts de 1,38 %, passant à 10,74 %. Les autorités ont également agité la promesse d'une indexation sur l'inflation des intérêts sur les dépôts bloqués, mais sans préciser de chiffre. Dans l'espoir de stimuler l'épargne sur les périodes les plus longues. D'une manière générale, les observateurs financiers ont tendance à considérer que cette hausse des taux d'intérêt reste trop faible pour provoquer une ruée de l'argent vers les banques. En outre, le gouvernement apparaît impuissant à agir sur les prêts pratiqués hors banques, qui constitueraient une part importante du crédit.

### L'éventuel refus des provinces

Dans l'ensemble, le patron effectif du gouvernement chinois a recours à un mélange de mesures coercitives de type classique. S'il peut se targuer du soutien des milieux d'affaires étrangers, il n'est pas certain que M. Zhu ne se heurte pas à un refus généralisé des provinces de la survie. Toutes les entreprises d'immenses travaux d'infrastructure qu'elles autofinancent souvent et n'ont nulle envie de payer par un ralentissement de l'économie les problèmes auxquels est confronté le gouvernement central.

## Les prix du pétrole au plus bas depuis trois ans



Au plus bas depuis près de trois ans, les cours du brut, le pétrole de référence en Europe, ont sensiblement baissé à Londres mardi 20 juillet, à 16,53 dollars le baril. La tendance est identique sur le marché américain, preuve que les opérateurs, un moment séduits par l'annonce de la convocation d'une conférence extraordinaire de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), le 28 juillet à Vienne, sont désormais sceptiques sur son issue. Pour que les cours du brut se redressent durablement il faudrait que les pays membres de l'Organisation - Iran et Nigéria en tête - respectent réellement les quotas de production qui leur ont été alloués il y a moins de deux mois. Et que le Koweït ne fasse pas cavalier seul. Si tel était le cas, le retour partiel de l'Irak sur le marché, qui effraie tant les opérateurs pétroliers, à condition de n'être pas immédiat, pourrait se faire sans trop de difficultés, d'avis des experts, du fait de la croissance de la demande attendue au troisième trimestre.

Après les résultats des élections législatives

## La nouvelle donne politique risque de renforcer le poids de l'administration au Japon

Au cours de l'assemblée générale des parlementaires du Parti libéral démocrate (PLD), qui se tient jeudi 22 juillet, le premier ministre Kichii Miyazawa, également président de l'ex-majorité, doit annoncer qu'il se démet de ses fonctions pour assumer sa responsabilité dans la scission et la défaite électorale de son parti. Sa démission d'urgence, au sein du PLD, d'un candidat à sa succession jouant le rôle réformiste pourrait faciliter une entente, formelle ou tacite, avec certains des nouveaux partis conservateurs. Alliance ouvrant le voie à une coalition dont le PLD serait le pivot, et qui est souhaitée par les milieux d'affaires.

TOKYO

de notre correspondant  
En dépit de l'instabilité qui s'annonce, les milieux d'affaires japonais ont réagi avec calme à la situation politique née des élections du 18 juillet, qu'ils avaient, en fait, largement anticipée. Leurs sentiments sont mitigés : optimistes à long terme, ils sont sceptiques à court terme.

Depuis longtemps, le PLD, le grand allié dont ils s'employaient à remplir les caisses pour faciliter son maintien au pouvoir pendant trente-huit ans, paraît à la dérive. De plus en plus demandeur de fonds, et dans des scandales choquant l'opinion publique, le PLD et il se payait guère les « dividendes » des largesses du monde économique par une direction ferme du pays. Il n'était plus le parti qui assurait la croissance.

Les milieux d'affaires sont donc satisfaits de voir apparaître de nouvelles forces qui, loin d'être contestataires, témoignent d'un renouveau du conservatisme : s'il y a « alternance », c'est dans le giron conservateur qu'elle s'opérera.

Bien que fragmenté en trois partis, le conservatisme n'a jamais été aussi bien représenté à la Diète. Une situation que les milieux d'affaires interprètent comme la demande des électeurs d'un changement dans la continuité qu'ils souhaitent également, ils espèrent, à terme, la constitution de deux grandes formations conservatrices dont les forces se contre-balançeraient.

L'une des raisons pour lesquelles les milieux d'affaires avaient, dans le passé, si vigoureusement soutenu le PLD tenait à la crainte de voir arriver au pouvoir une opposition socialiste dont le programme se traduirait par une hostilité affirmée à l'égard du « moment des présidents » et du grand capital. Cette crainte, qui les pousse à convaincre les conservateurs de s'unir, en 1995, n'est plus de mise aujourd'hui : parce que le PS a été battu mais

aussi parce que qu'il ne constitue plus une menace idéologique.

A court terme, cependant, la phase de transition dans laquelle entre le Japon doit se révéler douloureuse. Selon un sondage réalisé par le quotidien Nihon Keizai parmi les chefs d'entreprises cotées en Bourse, et publié le 21 juillet, seulement 2,9 % des personnes interrogées pensent que le cabinet qui sortira du nouveau rapport de forces au parlement durera plus d'un an. En d'autres termes, la majorité d'estime que de nouvelles élections sont probables dans la première moitié de 1994.

### Le risque de l'attentisme

L'instabilité politique, voire la paralysie d'un cabinet en quête d'alliance, est porteuse de risques. Tout d'abord, les décisions politiques concernant la marche de l'économie se feront sans doute attendre. Or, toujours selon le sondage du Nihon Keizai, si 82 % des chefs d'entreprises sont favorables à une réforme politique, 88 % souhaitent en priorité des mesures de relance de l'économie.

Bien que l'Agence de planification estime que le fond de la récession a été atteint, la plupart des économistes, comme le gouverneur de la Banque du Japon, Yasushi Mieno, pensent qu'en dépit de signes sporadiques de reprise, l'économie reste dans une phase délicate. Certains indices, comme la morosité de la consommation des ménages, font planer le risque d'une rechute après un début de ressuscitation au printemps. Alors qu'il faudrait consolider une reprise encore en filigrane.

l'attentisme (les indices boursiers varient peu, les investisseurs ont déserté le marché) pourrait être néfaste.

Les demandes des milieux d'affaires, semblent quelque peu contradictoires : réforme mais pouvoir assez stable pour soutenir la reprise. Ils se concilient en souhaitant une coalition dont le PLD serait le pivot (73 % des personnes interrogées).

Les nouveaux partis sont loin d'avoir une politique précise en matière économique : ils se sont contentés d'énoncer quelques idées générales mais un consensus, rassurant pour les milieux d'affaires, semble s'être dégagé sur la nécessité de mesures d'incitation à la consommation par des dégrèvements fiscaux. Encore faut-il que soit en place un gouvernement capable de décider. Si l'incertitude politique freine de telles mesures, les autorités monétaires, estimant les experts des milieux financiers, pourraient être obligées de réduire à nouveau le taux d'escompte pour soutenir l'activité économique.

Le vide politique qui risque de s'instaurer avec des politiciens trop occupés par leurs luttes, pour occuper d'économie peut avoir un autre effet : la perte de majorité du PLD entraînerait vraisemblablement un affaiblissement de la pression du monde politique sur l'administration. La reprise de l'initiative par les bureaucrates risque de se traduire par un raidissement face aux demandes des partenaires du Japon, qui se manifesterait moins par la pugnacité du gouvernement que par l'immobilisme de l'administration.

PHILIPPE POIS

### INDICATEURS

#### ÉTATS-UNIS

• Bâtiment : stabilisation des mises en chantier en juin. - Les mises en chantier de logements sont restées inchangées en juin après deux progressions mensuelles consécutives. Elles se sont établies à 1,25 million d'unités en rythme annuel corrigé des variations saisonnières. Une majorité d'analystes pense que la baisse importante des taux d'intérêt à long terme devrait se traduire, au cours des prochains mois, par une reprise de l'activité dans la construction.

#### JAPON

• Dépenses des ménages : - 1,8 % en mai. - Les dépenses des ménages ont enregistré une baisse de 1,8 % en mai par rapport au même mois de l'année précédente. Ce déclin, le premier en trois mois, est le signe d'un affaiblissement de la confiance des consommateurs. Par ailleurs, le revenu disponible était, en mai, de 4,7 % inférieur à celui de l'an passé. Cette chute est due en partie à la réduction des heures supplémentaires dans le travail et à la montée du chômage.

• Indices composites : - 33,6 points en juin. - L'indice composite, qui rassemble les principaux indicateurs économiques du pays, est passé de 63,6 points en avril à 30 points en mai. C'est la première fois en cinq mois que cet indice tombe sous le seuil des 50 points, en deça duquel les analystes déclarent les signes avant-coureurs d'une récession au Japon.

## Le rapport Dandelot en Bourse de France

Le rapport Dandelot, publié mardi 20 juillet, a été accueilli avec une certaine réserve par les investisseurs. Les analystes ont souligné la prudence des conclusions de M. Dandelot, qui a souligné la nécessité d'une réforme structurelle de l'économie française.

Plus précisément, le rapport a souligné la nécessité d'une réforme structurelle de l'économie française, notamment en matière de fiscalité et de réglementation.

Le rapport Dandelot a été accueilli avec une certaine réserve par les investisseurs. Les analystes ont souligné la prudence des conclusions de M. Dandelot, qui a souligné la nécessité d'une réforme structurelle de l'économie française.

### La sécheresse de l'été

Les gommages qui ont été effectués sur les routes de la région de la Loire, ont été effectués par les services de la Direction départementale de l'équipement.

Les gommages qui ont été effectués sur les routes de la région de la Loire, ont été effectués par les services de la Direction départementale de l'équipement.

La mission du conseil national du crédit

## Les responsables monétaires renouellent leur confiance dans le franc

Les responsables monétaires ont renouellé leur confiance dans le franc, après avoir examiné le rapport Dandelot. Ils ont souligné la nécessité d'une réforme structurelle de l'économie française.

Les responsables monétaires ont renouellé leur confiance dans le franc, après avoir examiné le rapport Dandelot. Ils ont souligné la nécessité d'une réforme structurelle de l'économie française.

Le rapport Dandelot a été accueilli avec une certaine réserve par les investisseurs. Les analystes ont souligné la prudence des conclusions de M. Dandelot, qui a souligné la nécessité d'une réforme structurelle de l'économie française.

Le rapport Dandelot a été accueilli avec une certaine réserve par les investisseurs. Les analystes ont souligné la prudence des conclusions de M. Dandelot, qui a souligné la nécessité d'une réforme structurelle de l'économie française.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
46-62-72-67

**EDC**

SPECIAL ADMISSIONS PARCOURS BAC+1 BAC+2

**CONCOURS D'ENTRÉE**

EN 1<sup>re</sup> ET 2<sup>de</sup> ANNÉES

**10 ET 11 SEPTEMBRE 1993**

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS : 41

PLUS DE 40 ANS D'EXPÉRIENCE

UN DIPLOME D'ÉTAT

LA PERFORMANCE EN EMPLOI

PLUS DE 9000 ANCIENS EMPLOYÉS

UNE PRÉSENCE NATIONALE

**ECOLE DES CADRES DU COMMERCE ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES**

70, GALLIE DES DORNIERS - LA DÉFENSE 92000 COLOMBES

TEL. (1) 47 73 63 61 - FAX (1) 47 73 63 62

MÉTRO PARIS - LA DÉFENSE GARE

TRANSPORTS EN COMMUN - RER D'ORFÈVRE



# ÉCONOMIE

La réforme du statut de l'opérateur public

## Le rapport Dandelot envisage l'introduction en Bourse de France Télécom

Marc Dandelot devait rendre public, mercredi 21 juillet, son rapport sur l'évolution du secteur des télécommunications en France, commandé en mai dernier par Gérard Longuet, ministre de l'Industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur. Les principales organisations syndicales, qui craignent une privatisation déguisée de France Télécom, se sont déclarées hostiles à la transformation du statut de l'opérateur public, annoncée tout récemment par Gérard Longuet.

serait le meilleur garant de l'efficacité d'une entreprise engagée dans la concurrence internationale. Réalisable? Le rapport n'aborde pas les problèmes réels d'évaluation liés aux charges de retraite (voir ci-contre l'article de Valérie Devillechabrolle).

Plus globalement, le rapport s'attache à démontrer le caractère urgent et nécessaire d'une transformation du statut de France Télécom. Pour financer des investissements qui resteront élevés, pour pouvoir lutter à armes égales avec une concurrence de plus en plus agressive, l'opérateur doit d'abord être protégé des tentations de sa tutelle, estime M. Dandelot.

Le conseiller de M. Longuet, souvent crédité d'une *mauvaise intuition* vis-à-vis de l'opérateur public, apparaît sur ce point parfaitement en phase avec la direction de France Télécom, qui développe les deux mêmes arguments pour réclamer une évolution du statut. Jadis sceptique sur l'alliance avec l'opérateur allemand Deutsche BundesTelekom qu'il jugeait « peut-être trop défensive », M. Dandelot estime désormais qu'un rapprochement avec DBT constitue « un projet très porteur d'avenir dont les conditions doivent être présées ». La question - épineuse - d'une filialisation des activités radiocommunications de France Télécom n'est pas tranchée. M. Dandelot souligne toutefois que la concurrence entre l'opérateur public et les acteurs privés dans les nouveaux services doit se faire dans la transparence. A charge de l'Etat, voire d'une instance de réglementation autonome, d'y remédier.

Moins bouffé que prévu, le rapport prime en fait « une évolution sans rupture ». Les organisations syndicales, elles, ont déjà réagi, en protestant contre la réforme du statut annoncée par M. Longuet.

CAROLINE MONNOT

### La nécessité de s'allier

Très attendu, ce rapport s'est en partie défilé en début de semaine (le Monde du 20 juillet), le ministre de l'Industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur, ayant repris à son compte ses conclusions, et notamment la principale d'entre elles : la transformation de France Télécom, exploitant public autonome en société par actions, dont l'Etat conserverait le contrôle. M. Dandelot va un peu plus loin dans les conséquences pratiques d'une telle évolution puisqu'il envisage l'introduction en Bourse « d'une partie minoritaire mais substantielle du capital » de France Télécom. Une telle opération, selon M. Dandelot,

Les garanties qui devaient lui apporter sur ce plan le statut de 1991 n'ont pas joué, constate le document. Qu'il s'agisse de financer le soutien à la filière électronique ou de se donner des marges budgétaires, les mises à contribution de France Télécom n'ont pas cessé. Le rapport justifie également l'ouverture du capital par la nécessité de s'allier. « La capacité à conclure des alliances internationales est devenue un élément majeur de la compétitivité des opérateurs », estime M. Dandelot, qui note que ces alliances se matérialisent

La réunion du conseil national du crédit

## Les responsables monétaires réaffirment leur confiance dans le franc

Au cours de la réunion à mi-année du Conseil national du crédit, qui s'est tenue mardi 20 juillet, Edmond Alphandéry, ministre de l'Economie, et Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, ont réaffirmé leur confiance dans la tenue du franc. Celui-ci, réconforté, chahuté par le marché des changes affiche depuis le début de la semaine une certaine stabilité face au mark.

« La dérive des taux directeurs a été réalisée avec prudence, en fonction des indications du marché, et en donnant la plus haute importance à la tenue du franc », a déclaré le gouverneur de la Banque de France, justifiant la politique monétaire menée depuis l'entrée en vigueur du nouveau gouvernement. Réagissant aux critiques adressées

par de nombreuses entreprises à leurs banques, M. de Larosière a rappelé que le coût du crédit avait diminué depuis le début de l'année d'un montant compris entre 0,5 point pour les taux à moyen et long terme à 2,1 point pour ceux à court terme (-1,1 point pour l'ensemble et 0,5 point pour les découverts). L'atonie de la conjoncture est perceptible notamment à travers les crédits attribués par les banques, qui ont progressé de 1,8 % seulement en glissement annuel au mois de mars, contre 3,6 % en janvier. Les crédits consentis aux ménages ont désormais une croissance nulle et la Banque de France ne s'attend pas à un redémarrage prochain, à l'exception, peut-être, de l'habitat.

La Bundesbank assouplit légèrement le crédit. - A l'occasion d'une opération sur le marché monétaire, la Bundesbank a légèrement assoupli, mercredi 21 juillet, le coût du crédit. Elle a ramené le taux de ses prises en pension sur quatorze jours à 7,15 %, contre 7,25 % lors de l'opération précédente. Cette initiative devrait contribuer à maintenir un certain calme sur les marchés financiers, depuis de voir que la Banque centrale allemande avait baissé ses taux directeurs inchangés lors de sa réunion du 15 juillet. Mercredi, le franc français et la couronne danoise, récemment situés, se redressaient face au mark. L'assouplissement du crédit en Allemagne est considéré comme nécessaire pour la poursuite de la baisse des taux en France.

## La bombe à retardement des retraites

La mariée est-elle si belle? Quand les futurs actionnaires de France Télécom chercheront à s'enterrer sa santé financière, ils ne manqueront sans doute pas d'inscrire sur son acte de naissance la future société anonyme l'évolution du coût du régime de retraite spécifique de ses 155 000 agents titulaires.

Si les pensions du personnel ont encore liquidées et payées par le budget de l'Etat, leur financement est, en réalité, entièrement à la charge de l'exploitant autonome, en vertu de l'article 3D de la loi du 2 juillet 1993, relative au changement de statut des PTT (1).

Résultat, en 1992, les charges de retraite de France Télécom, qui incluent les retenues escomptées et une contribution de solidarité aux autres régimes spéciaux, se sont élevées à 8 milliards de francs, soit plus du tiers de la masse des traitements. Dans le secteur privé, le taux moyen de cotisation global (salaires + cotisations) s'élève à 16,5 %.

Outre ces charges importantes, France Télécom est, de plus, en l'état actuel de la législation, censée assumer seule l'augmentation prévisible du nombre de ses retraités.

Or ce surcoût, estimé à quelque 100 milliards de francs, n'était encore en 31 décembre 1992 provisionné qu'à hauteur de 4,6 milliards de francs. Encore ce surcoût est-il calculé sur la base de 800 à 1 000 suppressions d'emploi l'an.

On fait certes remarquer au siège de France Télécom que, compte tenu de l'expansion du secteur et des gains de productivité réalisés, « rien ne permet d'affirmer aujourd'hui » que les rythmes des suppressions d'emplois aient plus impactant à l'avenir. On le vérifiera au moment où le secteur des télécommunications a vu véritablement la concurrence en 1998.

V. D.

(1) Cet article 3D dispose que « les exploitants publics sont astreints à verser au Trésor public le montant de la dette effective sur le traitement de l'agent (...) et une contribution complémentaire permettant la prise en charge intégrale des dépenses de pensions concédées et à conclure de leurs agents retraités ».

Selon son étude annuelle

## Les pays de l'OCDE compteraient 36 millions de chômeurs en 1994

Rituellement publié tous les ans au mois de juillet, le rapport de l'OCDE sur les « perspectives de l'emploi » effiche un pessimisme rarement atteint. En forte augmentation en 1993, le chômage devrait toucher près de 36 millions de personnes à la fin de l'année prochaine, dans l'ensemble de la zone. Au mieux, un début de reprise pourrait être enregistré au cours du second semestre de 1994.

Toujours rédigé avec beaucoup de précautions, le rapport annuel de l'OCDE sur les « perspectives de l'emploi », rendu public mercredi 21 juillet, ne parvient pas à dissimuler les raisons d'inquiétude. Alors que le chômage devrait frapper 35,1 millions de personnes d'ici à la fin de l'année, dans l'ensemble de la zone, contre 32,5 millions en 1992, une « forte progression » devrait encore se produire en 1994. Selon les estimations actuelles, on compterait alors 35,7 millions de demandeurs d'emploi, représentant 8,6 % de la population active. Ce qui correspondrait « au chiffre le plus élevé de l'après-guerre, enregistré en 1983 ».

Mais, pour être complets, les experts ajoutent qu'il faudrait aussi tenir compte d'une part importante de « chômage déguisé » constitué par deux catégories, semble-t-il en augmentation, celle des chômeurs « découragés » et celle des salariés qui, travaillant involontairement à temps partiel, souhaitent effectuer davantage d'heures. Au total, ils étaient 13 millions dans ce cas en 1991, dont la moitié au Japon et aux Etats-Unis. Cela amène l'OCDE à considérer que, si l'on incluait ces personnes parmi les chômeurs, les disparités du taux de chômage s'atténueraient. En outre, et pour la première fois, le rapport dresse son analyse au travail temporaire (interim) et contrats à durée déterminée, dont le volume ne cesse de croître jusqu'à figurer pour 10,2 % de l'emploi

total en France, et même pour 32,2 % en Espagne.

En Europe, où le chômage de longue durée représente la moitié du chômage, l'évolution pourrait être plus grave. Les pays de la Communauté européenne pourraient avoir 19 millions de chômeurs à la fin de 1994 et le taux des sans emploi s'élever alors à 12,1 %, en moyenne. Un pourcentage qui serait, précisément, celui de la France (10,1 % en 1992, 11,6 % en 1993). Mais, au cours du second semestre, « les prévisions laissent entrevoir un léger reflux », qui s'est déjà amorcé aux Etats-Unis, assure le document.

### Ancienneté et formation

Pour autant, l'OCDE redoute « un effet de ciseaux », la forte montée du chômage en période de récession étant suivie par un « timide recul » pendant les années d'expansion. Tout au long de la dernière décennie, ces brutales hausses et ces lentes améliorations ont d'ailleurs eu pour conséquence l'accentuation des « inégalités de gains ». Aux Etats-Unis, qui figure avec la Grande-Bretagne au premier rang des pays où l'éventail s'est élargi, la forte progression de l'emploi s'est accompagnée d'une baisse des salaires réels des travailleurs les plus faiblement rémunérés. A tel point que risque de se créer « une classe de travailleurs pauvres ».

Du fait des difficultés, en dépit des recommandations des experts approuvées par les ministres du travail des pays de l'OCDE en 1992, il apparaît que les politiques d'emploi se sont rarement ou peu déplacées pour aller des dépenses publiques de caractère défensif à des mesures « actives ». C'est notamment le cas de la Suède, qui faisait jusqu'à présent figure de modèle, mais dont le taux de chômage sera de 7,4 % en 1994. « La réalité ne correspond pas à la théorie », note le rapport à ce sujet, qui continue de croire que le soutien à l'embauche de chômeurs

pourrait « affaiblir (...) le pouvoir de négociation [sur les salaires] des travailleurs « intégrés », et donc favoriser l'emploi, tout en ayant qu'il « est difficile de mesurer pleinement les effets macroéconomiques des politiques actives ».

De semblables limites au raisonnement se découvrent sur d'autres points aussi sensibles que le niveau et la durée des prestations de chômage ou que le coût élevé des licenciements. Certes, les auteurs du rapport notent que la qualité de la couverture sociale du chômage peut se transformer en « piège » et avoir pour effet d'accroître la proportion du chômage de longue durée, dans certains pays. Il faudrait « maintenir sur les salaires une pression à la baisse ». Parallèlement, le financement des dépenses sociales par des prélèvements obligatoires se traduit par un recul de l'emploi puisqu'il « dissuade les entreprises de recruter des travailleurs non qualifiés, à bas salaires ». Enfin, dernier « piège », l'existence d'une législation pour la protection de l'emploi peut se retourner contre le recrutement de chômeurs.

Cela n'empêche cependant pas l'OCDE de mettre l'accent sur « une approche globale de la valorisation des ressources humaines », à base de formation notamment, propre à enrayer le chômage et susceptible de faciliter la réorientation vers des emplois plus qualifiés. A l'opposé des conséquences logiques de ses préconisations, elle observe ainsi qu'il y a une « corrélation » entre l'ancienneté dans l'entreprise et la formation qui détermine à son tour la compétence de la main-d'œuvre. Ce qui se vérifie au Japon, en Allemagne et même en France, alors que les Etats-Unis sont dans un schéma exactement contraire « où la rotation (...) excessive rapide risque de nuire à la formation ». Il convient, écrivent les auteurs, que s'établissent des « relations mutuellement bénéfiques entre employeurs et salariés ». Mais cela ne dépend-il pas de tout un environnement social?

ALAIN LERAUPE

REPUBLIQUE LIBANAISE  
MINISTRE DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRIQUES  
CONSEIL DU DEVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION

AVIS DE PRE-QUALIFICATION

REALISATION DE DEUX CENTRALES DE PRODUCTION D'ELECTRICITE DE TYPE CYCLE COMBINE

Dans le cadre des priorités du programme national de redressement de l'infrastructure, le Gouvernement Libanais, représenté par le Ministère des Ressources Hydrauliques et Electriques et le Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR), invite les entreprises internationales capables d'exécuter des centrales électriques, à soumissionner pour la pré-qualification pour la construction et l'équipement « clés en mains », de deux centrales de production d'énergie électrique de type cycle combiné, « Heavy Duty ».

Ces deux centrales seront érigées l'une à Zahranî au Sud-Liban, l'autre à Baddawl au Nord-Liban.

La puissance totale de chaque site sera de l'ordre de 415 MW, plus ou moins 18% (ISO), 50 Hz.

Les turbines à combustion de chaque site seront alimentées en première étape par du diesel-oil, puis en seconde étape par du gaz naturel.

Les sites « clés en mains » de chaque site vont comprendre:

- Les études d'ingénierie avec:
  - L'étude du site,
  - les génies civil,
  - les équipements,
  - le stockage des combustibles,
  - la protection de l'environnement,
  - la programmation des travaux de chaque site.
- Les critères permettant d'évaluer le coût du kWh produit en utilisant un combustible donné et les coûts de reversion des équipements en vue d'utiliser le second combustible selon un planning qui sera fixé ultérieurement.
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre des équipements complets du Cycle Combiné en parfait ordre de marche, ainsi que les pièces de rechange nécessaires à une exploitation rationnelle à partir de la réception provisoire et ce pour une durée de trois ans.
- La fourniture, le transport, et la mise en œuvre des équipements du poste haute tension en niveaux de tension 71 kV et 220-250 kV.
- Le génie civil nécessaire à l'ensemble de chaque site (pays d'assèchement, massifs des équipements, bâtiments administratifs, magasins, ateliers, voiries d'accès et voiries intérieures, laboratoires, clôtures, etc.).
- La formation du personnel de chaque site.
- Une exploitation et une maintenance pour une période de trois ans, renouvelable.

Seuls pourront être pré-qualifiés pour participer à l'appel d'offres les constructeurs des turbines à gaz et à vapeur.

Les documents de pré-qualification doivent être conformes au format proposé par le Conseil du Développement et de la Reconstruction qui sera disponible aux bureaux du CDR moyennant le somme de US\$ 5000 (Cinq Mille Dollars Américains) à partir de Mercredi 20 Juillet 1993 à l'adresse suivante:

Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR)  
Tell-el El-Serail, Beyrouth - Liban

Les entreprises intéressées sont invitées à retirer les documents de pré-qualification et à les remettre aux bureaux du CDR accompagnés de tous les documents à l'appel d'offre 12 h (heure locale de Beyrouth) le Lundi 30 Août 1993.

**EDC**  
SPÉCIAL ADMISSIONS PARALLELES  
BAC+1, BAC+2

**CONCOURS D'ENTRÉE**  
EN 1<sup>RE</sup> ET 2<sup>ME</sup> ANNÉES  
**10 ET 11 SEPTEMBRE 1993**  
RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS AU 47 73 63 41

PLUS DE 40 ANS D'EXPÉRIENCE  
UN DIPLOME VISÉ PAR L'ÉTAT  
LA PERFORMANCE EMPLOI  
PLUS DE 9000 ANCIENNES LÈVES  
UNE PRÉSENCE INTERNATIONALE

ECOLE DES CADRES DU COMMERCE  
ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES  
70, GALERIE DES DAMIERS - LA DÉPENSE 12400 COURBOVOIE  
TEL: (1) 47 73 63 41 - MINITEL: 3615 EDC  
METRO PARIS - LA DÉPENSE ESPÉRANCE  
ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ RECONNU PAR L'ÉTAT



## Les prix du pétrole au plus bas depuis trois ans



Après une hausse depuis le début de l'année, les cours du brut ont baissé de 1,5 dollar à 16,33 dollars le baril. La tendance est identique pour l'ensemble de la zone pétrolière. Les opérateurs, en attendant l'annonce de la convention d'une conférence internationale à Vienne, sont devenus sceptiques sur son issue. Les pays de la zone du Golfe ont réaffirmé durablement leur soutien à la production de pétrole. Et que le Koweït ne laisse pas entendre qu'il était le seul, le retour partiel de l'Arabie saoudienne à la production pétrolière a conduit de nombreux pays à la conclusion de la demande attendue au minimum.

Les résultats des élections

## bonne politique risque de renfort de l'administration au Japon

Les résultats des élections législatives du 18 juillet ont été interprétés par les analystes comme une victoire pour la droite. Le parti libéral, dirigé par le ministre de l'Intérieur, a obtenu 212 sièges sur 296. Le parti social-démocrate, dirigé par le ministre de l'Économie, a obtenu 184 sièges. Le parti communiste japonais a obtenu 10 sièges. Le parti socialiste a obtenu 10 sièges. Le parti libéral a obtenu 212 sièges. Le parti social-démocrate a obtenu 184 sièges. Le parti communiste japonais a obtenu 10 sièges. Le parti socialiste a obtenu 10 sièges.

## Le risque de l'inflation

L'indépendance politique et économique d'un Japon qui se veut un pays libre, ne peut se faire que par la mise en œuvre d'une politique de libre-échange. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec les États-Unis. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec l'Europe. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Canada. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec l'Australie. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec la Corée du Sud. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec la Thaïlande. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec la Malaisie. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec la Singapour. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec l'Indonésie. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec la Philippines. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Vietnam. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Laos. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Cambodge. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Myanmar. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Népal. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Bangladesh. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Pakistan. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec l'Afghanistan. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec l'Irak. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec l'Iran. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec l'Arabie saoudienne. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec l'Émirats Arabes Unis. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec l'Oman. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Qatar. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Koweït. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Bahreïn. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Yémen. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Liban. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec la Syrie. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec la Jordanie. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec l'Israël. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Liban. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec la Syrie. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec la Jordanie. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec l'Israël.

## Le Japon

Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec les États-Unis. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec l'Europe. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Canada. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec l'Australie. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec la Corée du Sud. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec la Thaïlande. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec la Malaisie. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec la Singapour. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec l'Indonésie. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec la Philippines. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Vietnam. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Laos. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Cambodge. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Myanmar. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Népal. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Bangladesh. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Pakistan. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec l'Afghanistan. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec l'Irak. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec l'Iran. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec l'Arabie saoudienne. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec l'Émirats Arabes Unis. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec l'Oman. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Qatar. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Koweït. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Bahreïn. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Yémen. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec le Liban. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec la Syrie. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec la Jordanie. Le Japon a été le premier pays à signer le traité de libre-échange avec l'Israël.



## VIE DES ENTREPRISES

Après la plainte de General Motors pour espionnage industriel

## Volkswagen perd une manche dans l'affaire Lopez

FRANCFORT

de notre correspondant

José Ignacio Lopez de Arriortua et Volkswagen ont perdu une bataille dans le combat que leur livre General Motors pour espionnage industriel. Le tribunal de Hambourg a partiellement levé, mardi 20 juillet, l'interdiction qui empêchait l'hebdomadaire *Der Spiegel* de publier une enquête affirmant que « M. Lopez et ses amis ont importé avec eux des documents confidentiels ». Cette interdiction datait d'un premier jugement du 1<sup>er</sup> juin, toujours sur plainte de Volkswagen.

M. Lopez, directeur des achats - avec succès - chez le constructeur américain General Motors, a été embauché par VW comme directeur de la production en mars dernier. Présenté comme un homme extraordinaire, capable de réduire fortement les coûts, il a immédiatement fait venir à Wolfsburg, en Allemagne, sept de ses anciens collègues de GM, ou d'Opel, en filiale allemande. Le groupe américain,

qui voyait ses services se vider - des offres ont été faites à quarante cadres supérieurs - a porté plainte pour espionnage industriel. L'affaire Lopez était née. On n'allait pas tarder à apprendre, d'abord, que M. Lopez était parti dans des conditions étranges. A la mi-mars, il annonçait son départ pour VW. Le lendemain, il renonçait. Le surlendemain, il prenait l'avion pour l'Allemagne.

Il apparaissait qu'un des éléments principaux du changement de casaque de M. Lopez était la construction d'une usine prévue dans son Pays basque natal. Il croyait avoir convaincu GM de la bâtir sous le nom de code de « Plateau 6 ». Par ailleurs, il était mis en contact, par l'entremise d'un intermédiaire, avec Ferdinand Piech, nouveau patron de VW. Plusieurs rencontres ont lieu entre les deux hommes. Les 7 et 8 mars, M. Lopez apprend, à un séminaire de l'État-major mondial de GM à Francfort, que l'usine « Plateau 6 » sera construite en Hongrie. Le

15 mars, il est dans l'avion pour Wolfsburg. Peu après, il annonce que VW envisage de s'implanter au Pays basque.

Selon *Der Spiegel*, ce départ et celui de ses collaborateurs a été préparé. L'équipe aurait « mis de côté systématiquement depuis des mois des documents confidentiels ». John Howell, directeur de la planification d'Opel, a dit au tribunal de Hambourg qu'il se souvient « parfaitement » avoir remis à M. Lopez, à sa demande, un dossier de cent à cent cinquante pages de documents à l'issue du séminaire de Francfort.

Le tribunal de Hambourg se s'est pas prononcé sur le fond de la plainte d'espionnage industriel. Il a simplement jugé de la publication des informations du *Spiegel*. Mais l'action de Volkswagen à la Bourse de Francfort a immédiatement perdu 2 %, sirot le jugement connu.

ÉRIC LE BOUCHER

Demandant la nomination d'un expert-comptable

## Le comité d'entreprise de la National Westminster Bank conteste le plan social

Le comité d'entreprise de la National Westminster Bank a dénoncé le projet de plan social concernant les 412 salariés, qui lui a été présenté, lundi 20 juillet, par la direction.

Selon Raymond Barcelo, secrétaire du CE et délégué CGT, le comité d'entreprise « conteste le caractère économique du licenciement de l'ensemble des salariés » de cette banque et en conséquence, a « voté à l'unanimité des voix la nomination d'un expert-comptable ». « A la suite de cette expertise, le comité pourrait engager des poursuites judiciaires et pénales à l'encontre de l'entreprise et de ses dirigeants », a ajouté M. Barcelo.

La National Westminster Bank avait annoncé le 13 mai qu'elle allait abandonner progressivement d'ici un an ses activités de banque de dépôt en France au profit de ses opérations de banque et d'investissement et de crédit aux entreprises.

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## ACHATS

■ Allied Signal rachète Sundstrand Data Control (technologie aéronautique). - Allied Signal, une des premières firmes mondiales d'automatisation et d'optique, a annoncé mercredi 14 juillet un accord pour le rachat, pour 195 millions de dollars (plus d'un million de francs), de Sundstrand Data Control, une société spécialisée dans la technologie aéronautique. L'opération de rachat devrait être terminée en septembre. Sundstrand Data Control, basée à Redmond dans l'État de Washington, est une filiale de Sundstrand Corp. Elle a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 194 millions de dollars.

■ Sandoz vend son usine en Espagne à un groupe allemand. - Le groupe chimique suisse Sandoz a annoncé mardi 13 juillet qu'un accord de principe avait été trouvé avec le groupe allemand Gist-Brocades NV pour la vente d'un site de production appartenant à la filiale espagnole de Sandoz, Gema S.A. Le contrat devrait être signé à la fin de juillet. Gist-Brocades, groupe biotechnologique international, est l'un des principaux fabricants de pénicilline et de dérivés de la pénicilline. En 1992, le chiffre d'affaires de la société s'est élevé à 1,18 milliard de francs suisses (4,55 milliards de francs). La filiale espagnole de Sandoz produit des céphalosporines (antibiotiques, SSC's) semi-synthétiques, utilisées comme substances actives dans les médicaments antibiotiques. En 1992, l'entreprise a réalisé

un chiffre d'affaires de 71 millions de francs suisses

## CAPITAL

■ Northern Telecom détient 7,50 % du capital de Lagardère Groupe. - Le groupe canadien Northern Telecom, contrôlé par la société BCE Inc., détient 7,50 % du capital et 6,01 % des droits de vote de Lagardère Groupe SCA (ex-EMM), à l'issue de l'augmentation de capital de cette société, indiquée au communiqué de la Société des Bourses françaises (SBF), publié mardi 20 juillet. Northern Telecom a ainsi franchi ce seuil de 5 % des droits de vote de Lagardère Groupe SCA, précise le communiqué.

## PRIX

■ Profilabed (Luxembourg) augmente ses prix de 5 à 10 %. - Profilabed (Luxembourg), premier producteur européen de poutrelles et profilés, a annoncé lundi 19 juillet une hausse de prix de 5 à 10 % de ses produits au quatrième trimestre. Cette augmentation « s'inscrit dans une politique qui vise un relèvement progressif des prix dans le but du rétablissement d'un équilibre financier de l'activité industrielle », selon un communiqué. Une nouvelle augmentation est prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

## ACCORDS

■ Les japonais NEK et Kobe Steel s'accroissent pour la production de fonte brute. - Les sociétés japo-

naïses NEK Corp. et Kobe Steel Ltd ont décidé de s'associer pour la production de fonte brute afin de réduire les coûts de production, a annoncé mardi 20 juillet un porte-parole de NEK. Il s'agit du premier accord de coopération entre les deux entreprises sidérurgiques, a précisé le porte-parole. Aux termes de cet accord, les deux firmes vont développer une nouvelle technologie destinée à réduire la quantité de coke employée dans les fourneaux, a indiqué le porte-parole. D'autres entreprises sidérurgiques pourraient suivre par une coopération technologique et l'utilisation commune d'équipements, ont indiqué des spécialistes.

■ Ericsson remporte un contrat en Hongrie. - Les responsables de la société des télécommunications hongroises MATAV ont signé un accord avec la filiale hongroise d'Ericsson, Ericsson Technika, sur la création d'un système multiplex permettant l'installation d'une dizaine de milliers de nouvelles lignes de téléphone à Budapest, rapporte lundi 19 juillet la presse hongroise. En vertu de ce projet, le système multiplex (RMS), d'une valeur de 800 millions de forints (45 millions de francs), sera installé dans quatre centres téléphoniques de la capitale hongroise. L'installation sera réalisée d'ici à la fin de cette année.

■ Total détendra 30 % d'une nouvelle raffinerie au Vietnam. - Total détendra 30 % des parts d'une nouvelle raffinerie au Vietnam, le restant du capital étant réparti entre Chinese Petroleum Corp de

Taiwan (30 %), Petrovietnam (30 %) et China Investment and Co Ltd (10 %). A annoncé jeudi 15 juillet à Taiwan un responsable de Total. Le projet, d'un coût de 1 à 1,5 milliard de dollars, a attendu plus que l'autorisation finale du gouvernement d'Hanoi, a précisé ce responsable, qui a ajouté que la nouvelle raffinerie pourrait être implantée sur la côte sud du Vietnam.

## BOURSE

■ Chioe : la brasserie Tsing Tao première entreprise cotée à Hong-kong. - La brasserie Tsing Tao est devenue jeudi 15 juillet la première entreprise d'Etat de la République populaire de Chine à être cotée à la Bourse de Hong-kong, avec succès puisque, introduite à 2,80 dollars de Hong Kong, l'action a terminé la séance autour de 3,50 dollars (un dollar HK 0,75 franc). La brasserie, fondée en 1903 par des investisseurs britanniques et allemands dans le port de Tsing-Tao, sur la mer Jaune, doit être suivie à la Bourse de Hong-kong par huit autres entreprises de Chine populaire, la prochaine étant la Shanghai Petrochemical Co. Ltd, le 24 juillet. Sur les 31,7 millions d'actions offertes, 45 millions étaient réservés au brasseur américain Anheuser-Busch International Holdings Ltd (détenteur notamment de la marque Budweiser), qui s'assure ainsi une participation de 5 %.

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 20 juillet ↓ Doutes

Seule par le doute, la Bourse de Paris a viré dans le rouge, mardi 20 juillet, en fin de séance, et a clôturé sur un recul de 0,67 %, selon l'indice CAC 40 qui s'est inscrit à 1 968,44 points.

Alors que la journée s'annonçait plutôt bien, avec des nouvelles encourageantes notamment sur le consommateur des ménages qui aurait progressé de 5 % en juin en France, l'ouverture en baisse de Wall Street - (points à mi-séance) et la réapparition de petites tensions sur le front - le Deutschemer s'est échangé à 3,4140 francs contre 3,4100 la veille en moyenne - ont pesé sur les opérateurs, a estimé l'un d'eux.

Tout au long de la séance, le marché a été tiraillé et la plupart des transactions se sont effectuées essentiellement en fin de journée. Au total, 2 milliards de francs ont été échangés sur le marché à règlement mensuel.

Les anticipations sur les baisses des taux se sont également atténuées au

cours de la journée, déprimant d'autant le marché des actions, a souligné un boursier.

Le titre BSN, toujours très actif, était une nouvelle fois mal orienté mardi et a terminé en recul de 1,17 %. Les perspectives des groupes agroalimentaires sont toujours mal appréhendées par les analystes boursiers qui s'inquiètent des marges importantes que prennent ces groupes en période de récession économique et du belaise de la consommation.

Alcatel Alsthom a cédé 1,52 %, Lafarge, 2,76 % et Michelin 3,48 %. Parmi les hausses, on notait l'Air Liquide (1,33 %), La Rochette (2,66 %). Ce titre est toujours soutenu par la proposition de la France qui a demandé à la Commission européenne de prendre des mesures de sauvegarde afin de limiter les importations de certains papiers en provenance de Finlande et de Suède.

NEW-YORK, 20 juillet ↑ Nouvelle avance

Wall Street s'est rassemblée, mardi 20 juillet, après une fin de semaine à la suite des célébrations du président de la Réserve fédérale américaine (Fed), Alan Greenspan, dans lesquelles il a jugé « étonnante » l'évolution des prix cette année. Ces commentaires ont entraîné un resserrement de la politique monétaire du Fed. L'indice Dow Jones des valeurs vendues a gagné 8,50 points, soit 0,27 %, à 3 544,78 points. L'activité a été plus soutenue que la veille avec quelques 278 millions de titres échangés. Les valeurs en hausse ont été toutefois moins nombreuses que celles en baisse : 866 contre 1 064, alors que 683 actions ont fini inchangées.

Le principal indicateur de la grande Bourse new-yorkaise a été soutenu par un bond des titres McDonnell Douglas et Sears Roebuck. Plusieurs firmes de notation financière ont relevé le note du fournisseur du Pentagone après la publication de la veille, de la réalisation financière au 2<sup>e</sup> trimestre. Pour sa part, la troisième chaîne de grands magasins américains a publié des résultats au 2<sup>e</sup> trimestre deux fois plus élevés que l'année précédente, McDonald Douglas a gagné 5,58 dollars à 80 7/8 et Sears 4 1/8 à 50 1/8.

VALEURS	COURS DU 19 juillet	COURS DU 20 juillet
Alcatel	70 3/8	70 1/2
Alstom	64 1/4	64 5/8
ATF	37 5/8	37 1/2
BNP	72 3/4	72 1/2
Caisses d'Allocat.	48 7/8	48 3/4
Compt. Indus.	61 1/8	61 1/2
Elf	64 3/4	64 1/2
Enel	81 1/2	80 3/4
Euromotors	47 1/2	47 1/8
General Motors	47 3/4	48 7/8
Goodrich	42	41 1/2
Imperial	48 5/8	48 1/2
ITT	59	57 3/4
Michelin	70 1/4	70 5/8
Oréal	62 1/8	62 1/4
Schneider	62 1/2	62 1/4
Solvay	62 5/8	62 3/8
UAFI	12 3/4	12 1/4
Union Carbide	18 3/4	18 3/4
Union Tech.	62	61 1/4
Westhouse	15 7/8	15 7/8
Worl Corp.	73 1/2	73 1/2

LONDRES, 20 juillet ↓ Déprimée

Les valeurs ont vécu une mauvaise journée, mardi 20 juillet, à la Bourse de Londres, déprimée par les chiffres moins bons que prévu de la masse monétaire M4 ainsi que par des prévisions de résultats peu optimistes de la part de plusieurs groupes. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 19 points, soit 0,7 %, à 2 823,5 points. Le volume des échanges a été de 601,4 millions d'actions contre 761,1 millions la veille.

La tendance légèrement positive du début de séance s'est retournée en milieu de journée avec la publication des chiffres bancaires, en hausse de 700 millions de livres en juin, alors que les analystes prévoyaient une hausse de 1,8 milliard. Par ailleurs, la masse monétaire dans sa définition la plus large, M4,

VALEURS	Cours du 19 juillet	Cours du 20 juillet
Admiral	2,85	2,85
B.P.	2,85	2,85
B.T.A.	3,05	3,05
Cable & Wireless	3,38	3,38
De Beers	12,25	12,13
Shell	5,24	5,24
Unilever	34,50	34,50
UCL	6,40	6,39
Imperial	13,82	13,82
British Airways	5,78	5,78
Shell	5,08	5,08
Unilever	5,57	5,48

TOKYO, 21 juillet ↑ Progression

Les valeurs ont terminé en légère hausse à Tokyo, mercredi 21 juillet, dans un marché assez calme. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a gagné 42,91 points à 20 080,61, soit une progression de 0,2 %. Les échanges ont porté sur 280 millions de titres contre 240 millions la veille.

En l'absence d'élément directeur, des prises de bénéfices ont limité l'avance de la cote, qui a bénéficié d'achats éphémères de fonds de retraite et de compagnies d'assurances.

Comme il est très difficile de savoir comment se résoudra la crise politique actuelle, le marché devrait rester hésitant

VALEURS	Cours du 20 juillet	Cours du 21 juillet
Alcatel	1 250	1 250
Alstom	1 250	1 250
BNP	1 250	1 250
Caisses d'Allocat.	1 250	1 250
Compt. Indus.	1 250	1 250
Elf	1 250	1 250
Enel	1 250	1 250
Euromotors	1 250	1 250
General Motors	1 250	1 250
Goodrich	1 250	1 250
Imperial	1 250	1 250
ITT	1 250	1 250
Michelin	1 250	1 250
Oréal	1 250	1 250
Schneider	1 250	1 250
Solvay	1 250	1 250
UAFI	1 250	1 250
Union Carbide	1 250	1 250
Union Tech.	1 250	1 250
Westhouse	1 250	1 250
Worl Corp.	1 250	1 250

## CHANGES

Dollar : 5,8040 F ↓

Le deutschemark est ferme à 3,4156 francs, mercredi matin 21 juillet, au cours des premiers échanges entre banques, contre 3,4149 francs dans les échanges interbancaires de mardi soir (il s'inscrivait à 3,4135 francs au cours indicatif de la Banque de France). Le dollar est en repli à 5,8040 francs, contre 5,8285 francs dans les échanges interbancaires de mardi soir.

FRANCFORT 20 juillet 21 juillet  
Dollar (en DM) 1,7069 1,7013  
Tokyo 20 juillet 21 juillet  
Dollar (en yen) 108,43 108,25

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)  
Paris (21 juillet) 7,716 - 7,716 %  
New-York (20 juillet) 3 %

## BOURSES

19 juillet 20 juillet  
SBF, base 100 : 317-12-81  
Indice général CAC 543,85 543,16  
SBF, base 1000 : 317-12-87  
Indice CAC 40 1 961,70 1 968,44

NEW-YORK (indice Dow Jones)  
19 juillet 20 juillet  
Industrielles 3 535,28 3 544,78  
100 valeurs 2 823,50 2 823,50  
30 valeurs 2 234,20 2 231,30  
Mines d'or 224,10 221,40  
Fonds d'Etat 98,23 98,32

FRANCFORT  
19 juillet 20 juillet  
Dax 1 636,29 1 636,99

TOKYO  
20 juillet 21 juillet  
Nikkei Dow Jones 20 038 20 080,61  
Indice général 1 634,63 1 636,32

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,8075	5,8066	5,8735	5,8775
Yen (100)	5,3624	5,3708	5,4233	5,4359
Ecu	6,6380	6,6392	6,6335	6,6423
Deutschemark	3,4148	3,4158	3,4189	3,4219
Franc suisse	9,12	9,12	9,1018	9,1072
Livre sterling (1000)	3,6420	3,6470	3,6236	3,6316
Livre sterling	8,7645	8,7720	8,8013	8,8130
Peseta (100)	4,3436	4,3461	4,3015	4,3094

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 3/8	3 1/2
Yen (100)	3 1/8	3 1/4	3 1/8	3 1/4	3 3/8	3 1/2
Ecu	8 3/16	8 5/16	7 13/16	7 15/16	7 5/16	7 7/16
Deutschemark	7 1/8	7 1/4	7 1/8	6 3/4	6 13/16	6 15/16
Franc suisse	4 5/8	4 3/4	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 1/2
Livre sterling (1000)	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/8	9 1/8	8 5/8
Livre sterling	5 15/16	6 1/16	5 15/16	6 3/4	5 7/8	6
Peseta (100)	11 1/2	11 1/2	11 1/4	11 3/4	10 7/16	11 1/16
FRANC FRANÇAIS	7 5/8	7 15/16	7 7/16	7 3/4	7	7 1/4

Ces courants indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

## BOURSE DE PARIS DU 21 JUILLET

VALEURS	COURS DU 20 JUILLET	COURS DU 21 JUILLET
Alcatel	70 3/8	70 1/2
Alstom	64 1/4	64 5/8
ATF	37 5/8	37 1/2
BNP	72 3/4	72 1/2
Caisses d'Allocat.	48 7/8	48 3/4
Compt. Indus.	61 1/8	61 1/2
Elf	64 3/4	64 1/2
Enel	81 1/2	80 3/4
Euromotors	47 1/2	47 1/8
General Motors	47 3/4	48 7/8
Goodrich	42	41 1/2
Imperial	48 5/8	48 1/2
ITT	59	57 3/4
Michelin	70 1/4	70 5/8
Oréal	62 1/8	62 1/4
Schneider	62 1/2	62 1/4
Solvay	62 5/8	62 3/8
UAFI	12 3/4	12 1/4
Union Carbide	18 3/4	18 3/4
Union Tech.	62	61 1/4
Westhouse	15 7/8	15 7/8
Worl Corp.	73 1/2	73 1/2

## Comptant

VALEURS	COURS DU 20 JUILLET	COURS DU 21 JUILLET
Admiral	2,85	2,85
B.P.	2,85	2,85
B.T.A.	3,05	3,05
Cable & Wireless	3,38	3,38
De Beers	12,25	12,13
Shell	5,24	5,24
Unilever	34,50	34,50
UCL	6,40	6,39
Imperial	13,82	13,82
British Airways	5,78	5,78
Shell	5,08	5,08
Unilever	5,57	5,48

## Hors-coté

VALEURS	COURS DU 20 JUILLET	COURS DU 21 JUILLET
Admiral	2,85	2,85
B.P.	2,85	2,85
B.T.A.	3,05	3,05
Cable & Wireless	3,38	3,38
De Beers	12,25	12,13
Shell	5,24	5,24
Unilever	34,50	34,50
UCL	6,40	6,39
Imperial	13,82	13,82
British Airways	5,78	5,78
Shell	5,08	5,08
Unilever	5,57	5,48

## Second main

VALEURS	COURS DU 20 JUILLET	COURS DU 21 JUILLET
Admiral	2,85	2,85
B.P.	2,85	2,85
B.T.A.	3,05	3,05
Cable & Wireless	3,38	3,38
De Beers	12,25	12,13
Shell	5,24	5,24
Unilever	34,50	34,50
UCL	6,40	6,39
Imperial	13,82	13,82
British Airways	5,78	5,78
Shell	5,08	5,08
Unilever	5,57	5,48

## Marché des Changes

Indicateur	Cours prec.	Cours 2007	Cours des billes		Mouvements de devises	Cours prec.	Cours 2007
			achat	vente			
\$ E-U	5,8062	5,8066	5,80	5,80	Dr les billes en porteur des banques	2007	2007
Yen (100)	5,3624	5,3708	5,36	5,37	Argentine 200	400	400
Ecu	6,6380	6,6392	6,63	6,64	Philipp 100 0	100	100
Deutschemark	3,4148	3,4158	3,41	3,41	Philipp 100 0	100	100
Franc suisse	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc belge	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc néerlandais	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc français	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc italien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc espagnol	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc portugais	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc grec	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc turc	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc indonésien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc japonais	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc thaïlandais	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc vietnamien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc cambodgien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc laotien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc birmanais	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc malaisien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc philippin	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc vietnamien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc cambodgien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc laotien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc birmanais	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc malaisien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc philippin	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc vietnamien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc cambodgien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc laotien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc birmanais	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc malaisien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc philippin	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc vietnamien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc cambodgien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc laotien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc birmanais	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc malaisien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc philippin	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc vietnamien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc cambodgien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc laotien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc birmanais	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc malaisien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc philippin	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc vietnamien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc cambodgien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc laotien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc birmanais	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc malaisien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc philippin	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc vietnamien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc cambodgien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc laotien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc birmanais	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc malaisien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc philippin	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc vietnamien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc cambodgien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc laotien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc birmanais	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc malaisien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc philippin	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc vietnamien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc cambodgien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc laotien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc birmanais	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc malaisien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc philippin	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc vietnamien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc cambodgien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc laotien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc birmanais	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc malaisien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc philippin	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc vietnamien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc cambodgien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc laotien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc birmanais	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc malaisien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc philippin	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc vietnamien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc cambodgien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc laotien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc birmanais	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc malaisien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc philippin	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc vietnamien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc cambodgien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc laotien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc birmanais	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc malaisien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc philippin	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc vietnamien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc cambodgien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc laotien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc birmanais	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc malaisien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc philippin	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc vietnamien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc cambodgien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc laotien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc birmanais	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc malaisien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc philippin	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc vietnamien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc cambodgien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc laotien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc birmanais	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc malaisien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc philippin	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc vietnamien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc cambodgien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc laotien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc birmanais	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc malaisien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc philippin	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc vietnamien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc cambodgien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc laotien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc birmanais	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc malaisien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc philippin	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc vietnamien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc cambodgien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc laotien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc birmanais	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc malaisien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc philippin	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc vietnamien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100 0	100	100
Franc cambodgien	2,0035	2,0035	2,00	2,00	Philipp 100		





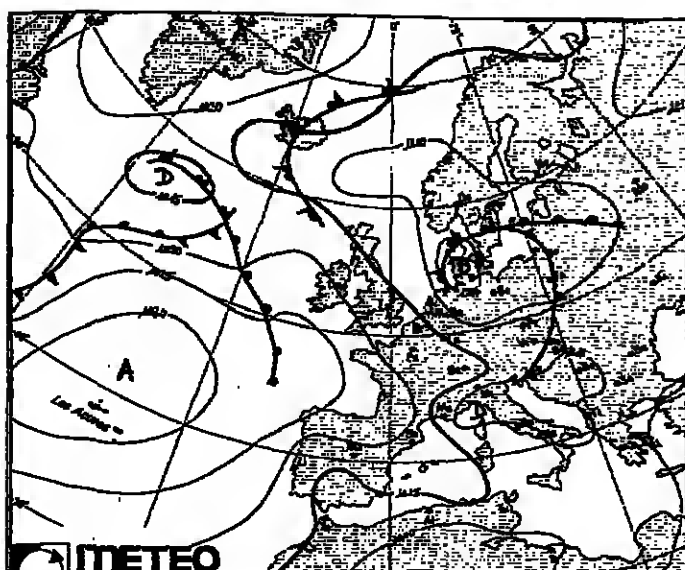




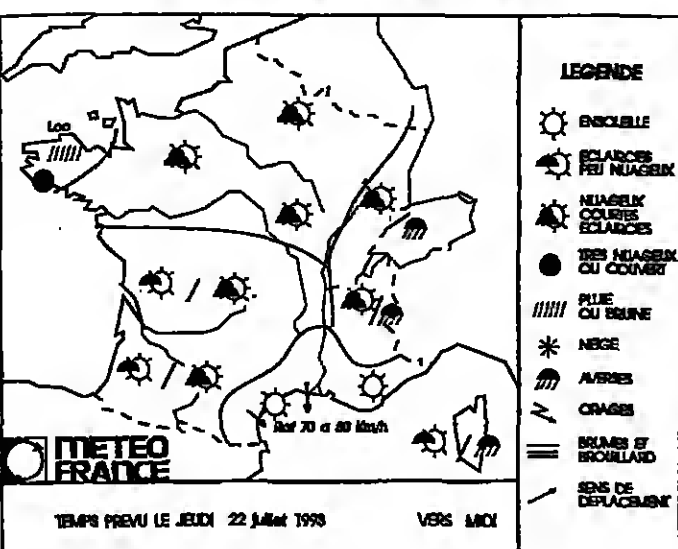


# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21 JUILLET A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 22 JUILLET 1993



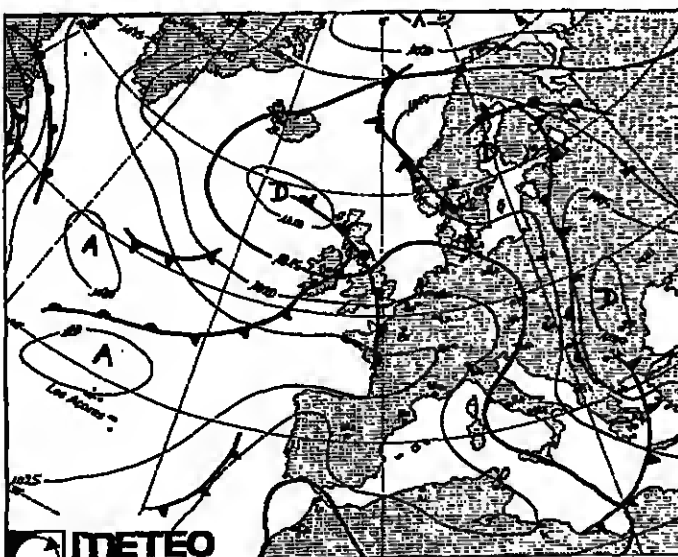
Jeudi : temps généralement sec mais nuageux. C'est sur les régions méditerranéennes que le soleil sera le plus généreux, mais au prix d'un orage et d'une tramontane qui souffleront fort : jusqu'à 80 km/h en pointe.

Pourtout ailleurs, les nuages seront abondants. Ils domineront même sur la Bretagne, puis le Nord et le Jura, les Alpes du Nord et la Corse quelques brèves averses. Sur le Massif Central et la région Midi-Pyrénées, les nuages

seront plus discrets, permettant d'apercevoir de belles éclaircies.

Les températures resteront inférieures aux normales saisonnières : les minimales seront généralement comprises entre 10 degrés et 14 degrés, sauf sur la pourtour méditerranéen où elles oscilleront entre 15 et 17 degrés ; quant aux maximales, elles ne dépasseront pas 19 degrés sur les côtes de la Manche, 20 degrés à 24 degrés sur la moitié nord, 24 degrés à 28 degrés au sud.

PRÉVISIONS POUR LE 23 JUILLET 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 21-7-1993

FRANCE	TOULOUSE	LYON	PARIS	STRASBOURG
26 15 C	21 13 N	17 10 C	22 17 D	22 17 D
20 14 C	19 12 N	15 09 C	20 16 D	20 16 D
18 12 C	17 10 N	13 07 C	18 14 D	18 14 D
16 10 C	15 08 N	11 05 C	16 12 D	16 12 D
14 08 C	13 06 N	09 03 C	14 10 D	14 10 D
12 06 C	11 04 N	07 01 C	12 08 D	12 08 D
10 04 C	09 02 N	05 00 C	10 06 D	10 06 D
08 02 C	07 00 N	03 00 C	08 04 D	08 04 D
06 00 C	05 00 N	01 00 C	06 02 D	06 02 D
04 00 C	03 00 N	00 00 C	04 00 D	04 00 D
02 00 C	01 00 N	00 00 C	02 00 D	02 00 D
00 00 C	00 00 N	00 00 C	00 00 D	00 00 D
22 13 C	21 17 D	18 12 N	23 18 D	23 18 D

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

# RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

## Diva

La programmation a parfois ses raisons que la raison n'accepte pas. Qui a eu l'idée saugrenue, mardi soir, sur France 3, de programmer le dernier journal à l'entracte de la Traviata ? Quel génie de la perversité a mis ainsi la présentation de service dans l'obligation de jouer le rôle impossible d'ouvreur de l'actualité entre les émoles de Violetta et les épanchements d'Alfredo ? N'en déplaise à Verdi, dont le chef-d'œuvre était retravaillé en direct des Chorégies d'Orange, il y avait là une malédiction d'une si belle soirée !

Car le fan club de Mamon Himmelman ne pardonnera jamais aux programmeurs pervers d'avoir tenu ce piège à la nouvelle diva de « Soir 3 » ! Que pouvait-elle dire sans paraître dérisoire ? Que pouvait-elle faire sans devenir futile ? Comment égrainer les menus faits de la vie quotidienne sans tomber dans la banalité ?

En bien ! que ces méchants-là sachent que la belle Mamon a déjoué leur traquenard avec talent ! Au premier acte du journal, elle se composa un masque grec pour commenter la litanie tragique des enfants qu'on contamine à mort, des écoliers qu'on viole... Au deuxième, ses yeux clairs esquissèrent un sourire gourmand pour annoncer la prochaine répétition générale de la tragédie valencienne-marseillaise. Au troisième, elle se tourna vers son invité avec la nonchalance des stars... Et c'est là qu'elle conquit le public en transformant l'interview prévue en force du plus bel effet shakespeareien. Dans une version très personnelle de la *Mégère apprivoisée*, exécutée aux dépens dudit invité, qui n'était autre, programmation oblige, que Pierre Bergé.

Le président de l'Opéra de Paris ne sut pas ce qui lui arrivait. Eut-il même conscience qu'il n'était, ce mardi soir, qu'un jouet entre les mains d'une femme avide de revanche ? Il dut subir une tirade inénarrable de questions sur ses dépenses, ses gaspillages de la Bastille. Sans avoir vraiment la possibilité d'y répondre, il ne comprit pas qu'il n'était sollicité, ce mardi soir, que pour assumer la rôle ingrat du faire-valoir, du valet de l'ouvreuse ardente, métamorphosée en étoile et propulsée sur la devant de la scène pour le mettre au supplice avec une seule obsession : réussir sa sortie, se hisser à la hauteur de Violetta.

Sommé de répliquer aux accusations portées par ses nombreux censeurs, Pierre Bergé bredouilla une explication où il était question de « peaux de bananes ». Juste avant la fin de l'entracte, dans un élan de lucidité, il tenta de reprendre la parole. Mamon fut sans pitié. La pauvre ne savait pas qu'il affrontait Carmen.

ALAIN ROLLAT

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ◻ Ne pas manquer ; ◻◻◻ Chef-d'œuvre ou classique.

## Mercredi 21 juillet

- TF 1**
- 20.45 Téléfilm : Teille mannequin. Dentel Séfien.
  - 23.05 Magazine : 52 sur le Une. Amours de femmes. L'homosexualité au féminin.
  - 0.00 Documentaire : Histoires naturelles. Mon pays, c'est l'hiver.
- FRANCE 2**
- 20.50 Jeu : Fort Boyard.
  - 22.30 Sport : Nikita 93. Meeting international d'athlétisme de Nice.
  - 0.00 Journal et Météo.
  - 0.20 Magazine : Le Cercle de minuit. Au Festival d'Avignon.
- FRANCE 3**
- 20.45 ► Magazine : Le Marche du siècle. Frangin, frangine. Invités : Charlette Courure et Tom Novembre ; Zana Mulsens ; Christine Splanger, photographe, correspondante de guerre ; Gisèle Frassinetti, dessiniste ; Bernard Drey, onzième d'une fratrie de douze enfants ; Sylvie Angel, psychiatre ; Françoise Héritier-Auger, historienne, géographe et ethnologue ; Sylvie Cavin, comédienne. Reportage : Un frère peut en cacher un autre.
  - 22.25 Journal et Météo.
  - 22.55 Série : Les Mystères de l'Ouest.
  - 23.45 Magazine : Aliés. Un désastre émotionnel. Un village s'embrase.
  - 0.40 Continentales.

- CANAL PLUS**
- 20.30 Le Journal du cinéma du mercredi.
  - 21.30 Cinéma : Solo pour deux. ◻ Film américain de Carl Reiner (1984).
  - 22.25 Flash d'informations.
  - 22.35 Cinéma : Les Anges de la nuit. ◻ Film américain de Phil Joanou (1990) (v.o.).
  - 0.45 Cinéma : Pleure pas la bouche pleine. ◻ Film français de Pascal Thomas (1973).
- ARTE**
- 20.45 Musica : Variété. Concert-spectacle de Mauricio Kagel. Des numéros de cirque audacieux, une musique composée par Mauricio Kagel, une mise en scène de Werner Herzog.
  - 21.40 Documentaire : György Ligeti. De Michel Folini. Un portrait du compositeur d'origine hongroise.
  - 22.40 Concert : Atmosphères. De Ligeti, par l'Orchestre du Südwestfunk de Baden-Baden sous la direction de Michael Gielen.
  - 22.50 Documentaire : L'homme qui l'a marché. De Philippe de Pierpont.
  - 0.10 Musique : Montreux Jazz Festival.
- M 6**
- 20.45 Téléfilm : Le Paradis d'Angela. De Joe Napolitano.

- 22.30 Série : Mission impossible.
  - 23.30 Magazine : Vénus.
  - 0.00 Six minutes première heure.
  - 0.10 Magazine : Etat de choc.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Antipodes. Spécial Maroc.
  - 21.32 Communauté des radios publiques de langue française. Hergé.
  - 22.40 Les Nuits magnétiques. Avignon 1993 : tours de rôle (2).
  - 0.05 Du jour au lendemain. Avec Georges Pélleux (Stig Oegerman).
  - 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 19.30 Concert (donné le 20 octobre à Vienne) : Symphonie n° 2 pour cordes et trompettes, d'Honegger ; Jack In The Box, de Satie ; Le Bœuf sur le toit, de Milhaud ; Agon, de Stravinsky ; Symphonie n° 5, d'Honegger, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Menck-Janowski.
  - 22.00 Concert (en direct de Montpellier) : Le Barbier de Séville, opéra en quatre actes, de Rossini, par l'Ensemble orchestral de Paris, dir. Maurizio Benvenuti ; ed. : Ewa Males-Codowska, soprano, Natalia de Cansil, baryton, Mario Zeffiri, ténor, Romano Franceschetti, baryton, Orazio Rigosa, basse, Jean Delcluse, ténor, Hervé Hennequin, basse, Mirilla Giardelli, pianoforte.
  - 1.00 Bleu nuit, Festival de Montpellier. Le Trio de Laurent de Wilde, pianiste.

## Jeudi 22 juillet

- TF 1**
- 15.30 Série : Hawaii, police d'Etat.
  - 16.25 Jeu : Une famille en or.
  - 16.55 Club Dorothea vacances.
  - 18.05 Série : Chips.
  - 18.55 Série : Premiers baisers.
  - 19.25 Série : Hélène et les garçons.
  - 20.00 Journal, Tiercé et Météo.
  - 20.45 Feuilleton : Les oiseaux se cachent pour mourir. De Daryl Duke (3<sup>e</sup> épisode). Rediffusion de la grande saga australienne. Ralph est ordonné évêque.
  - 22.25 Série : Les Dessous de Palm Beach. Duel de femmes, de Brian Trenchard-Smith. Une tentative d'assassinat suivie d'un assassinat.
  - 23.20 Série : Dans la chaleur de la nuit. Femme battue, d'Alexander Singer. Une femme sauvagement agressée par un voleur.
  - 0.10 Journal et Météo.
  - 0.15 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
- FRANCE 2**
- 13.40 Sport : Cyclisme. Tour de France : Tarbes-Pau, 17<sup>e</sup> étape (180 km).
  - 16.15 Magazine : Vêlo club.
  - 17.00 Magazine : Giga.
  - 18.05 Série : Riposte.
  - 18.55 Sport : Le Journal du Tour.
  - 19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus.
  - 20.00 Journal, l'image du Tour, Journal des courses et Météo.
  - 20.50 Documentaire : Notre télévision. De Pierre Tchernia. 2. Le ton monte. Après des débuts quelque peu compassés, le petit écran trouve un ton plus libre.
  - 21.40 Documentaire : Les inventions de la vie. 2. Tant qu'il y aura des crâtes. L'affaire Rodani (2<sup>e</sup> partie).
  - 22.10 Série : Seul face au crime. L'affaire Rodani (2<sup>e</sup> partie).
  - 23.40 Journal et Météo.
  - 0.00 Magazine : Le Cercle de minuit. Au Festival d'Avignon.
- FRANCE 3**
- 15.40 Série : La croisière s'amuse.
  - 16.30 Variété : 40<sup>e</sup> à l'ombre. En direct de l'île de Ré.
  - 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
  - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le Journal de la région.
  - 20.05 Feuilleton : Une famille pas comme les autres (13<sup>e</sup> épisode).
  - 20.35 Jeu : Huguodélie.

- 20.45 Cinéma : Les Boucaniers. ◻ Film américain d'Anthony Quinn (1988) (v.o.).
  - 22.45 Journal et Météo.
  - 23.20 Cinéma : Sans espoir de retour. ◻ Film franco-espagnol de Samuel Fuller (1989).
  - 0.50 Continentales.
- CANAL PLUS**
- 15.05 Documentaire : Nouvelle-Guinée, dernière terre sauvage. De Noel Nightingale.
  - 15.55 Cinéma : Les Passagers de l'angoisse. ◻ Film américain de Tex Fuller (1987).
  - 17.10 Le Journal du cinéma du mercredi.
  - 17.40 Canaille peluche.
- En clair jusqu'à 20.35**
- 18.30 Série animée : Batman.
  - 18.55 La Top.
  - 19.30 Flash d'informations.
  - 19.35 Magazine : Nulle part ailleurs.
  - 20.35 Cinéma : Cabo Blanco. ◻ Film américain de Jack Lee Thompson (1979).
  - 22.00 Flash d'informations.
  - 22.10 Cinéma : La Seul Témoin. ◻ Film américain de Peter Hyams (1990) (v.o.).
  - 23.45 Cinéma : Démonic Toys. ◻ Film américain de Peter Marquardt (1991).
- ARTE**
- 17.00 Cinéma : Ne tirez pas sur le cerf-volant. ◻ Film turc de Tunc Başaran (1985, rediff.).
  - 18.25 Documentaire : Les Petites Œuvres de la vie. Chambres et salons (rediff.).
  - 19.00 Magazine : Rencontre. Émil Kosturica/Bertrine Rheims.
  - 19.35 Documentaire : Germania, Germania. De Hans Andreas Gunter.
  - 19.55 Documentaire : Richard Golub. Poisson et Gale à Manhattan, de Georg Stefan Troller.
  - 20.30 8 1/2 Journal.
  - 20.40 La Route. Portrait d'Olaf Ludwig.
  - 20.45 Soirée thématique : Juges et partis. Les Allemands face à deux passés. Soirée proposée par Axel Holmann.
  - 20.50 Cinéma : Des roses pour le procureur. ◻ Film allemand de Wolfgang Staudte (1959).
  - 22.30 Documentaire : Juges et autres sympathisants. De Axel Engsteld. Au temps du nazisme, les tribunaux d'ex-

- ception et le Volksgerichtshof prononcèrent plus de 16 000 condamnations à mort. Les juges et procureurs ont tous été réhabilités dans leur fonction. Le documentaire sera suivi à 23 h 30 (et à 0 h 30) d'un débat sur la « dénazification » dans le domaine de la justice, avec Jean-Marc Thieffry et Henryk Broder.
  - 23.50 Documentaire : Au nom du peuple, camarade juge. D'Irene Rothin et Ernst-Michael Wingens.
- M 6**
- 13.55 Magazine : Destination musique.
  - 17.05 Variété : Multitop.
  - 17.35 Série : Rintintin Junior.
  - 18.00 Série : L'Homme de fer.
  - 19.00 Série : Deux flics à Miami.
  - 19.54 Six minutes d'Informations, Météo, Mode 6.
  - 20.00 Série : Cosby Show.
  - 20.35 Météo B.
  - 20.45 Téléfilm : La Merque de la Panthère. De Brian Trenchard-Smith. Des agents secrets de la secte des Panthères contre la mafia de la drogue.
  - 22.20 Série : La Maison de tous les cauchemars. A 22.25, La Maison sanglante ; A 23.20, Cherty Boy.
  - 0.15 Six minutes première heure.
  - 0.30 Magazine : Culture rock. Le sage d'Aristhe Franklin.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Dramatique. Carmen Paradisia (rediff.).
  - 21.30 Profil perdu. Ocare Botteghe (1948-1983).
  - 22.40 Les Nuits magnétiques. Avignon 1993 : tours de rôle (3).
  - 0.05 Du jour au lendemain. Avec Anne Gueniville (la Femme et la Mélancolette).
  - 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 19.30 Concert (donné le 17 juillet à Aix-en-Provence) : La Consaia, ouverture op. 21, de Berlioz ; Concerto pour piano et orchestre n° 23 en la mineur op. 88, de Brahms, par l'Orchestre national de France, dir. Charles Dutoit ; Marie José Pires, piano.
  - 22.00 Concert (donné le 20 juillet à Aix-en-Provence) : La Suite pour piano, de Schubert, par Andreas Schmidt, baryton, Rudolf Jensen, piano.
  - 0.35 Bleu nuit, Festival de Montpellier. Le Jazz Time Big Band, dir. Richard Callejo.

**TONNELLS**

22 - HAUTS-DE-SEINE

avec la participation de

**NIENIX**

**STATION**



Saisi par les parlementaires socialistes et communistes

## Le Conseil constitutionnel valide la réforme du code de la nationalité

Le Conseil constitutionnel a déclaré conforme à la Constitution, mardi 20 juillet, l'essentiel de la réforme du code de la nationalité votée par la majorité parlementaire. Il a toutefois annulé la disposition privant de son droit de devenir Français une personne, née en France de parents étrangers, qui aurait fait l'objet d'un arrêté d'assignation à résidence ou de reconduite à la frontière.

Une mauvaise loi n'est pas forcément anticonstitutionnelle. La gauche va devoir s'habituer à ce principe, alors qu'elle a soumis aux gardiens de la constitutionnalité les quatre lois mettant en œuvre le programme pour la sécurité et l'immigration de la nouvelle majorité : le code de la nationalité, les contrôles d'identité, les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, le code de procédure pénale. Que, contrairement à la situation de la première cohabitation, la majorité des membres du Conseil constitutionnel aient été nommés par des personnalités socialistes, ne change rien. Les membres de l'Assemblée du Palais-Royal ne doivent pas décider en opportunité, mais en droit. Quelle que soit l'opinion qu'ils portent sur les options politiques traduites en termes législatifs – et le passé de certains d'entre eux laisse penser qu'elle ne peut être que négative –, ils ne font évidemment qu'apprécier si la Constitution et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République ont bien été respectés par le législateur.

La décision rendue, mardi, sur la réforme du code de la nationalité est une bonne illustration de cette règle. Sans le dire expressément, le Conseil constitutionnel a considéré que la fixation des règles accordant, ou non, la nationalité relève de la pleine souveraineté de la nation et, donc, de ceux qui sont habilités à parler en son nom, en l'espèce les parlementaires, sous la seule limite du respect des grands principes. Or, globalement,

il estime que la droite n'a pas violé ceux-ci. Il n'a même pas jugé nécessaire de préciser si le «droit du sol» en fait partie, car, pour lui, la réforme ne le met pas à mal, ne faisant qu'en modifier les conditions d'application, ce qui relève de la liberté d'appréciation du législateur.

Ainsi, alors que les députés de gauche estimaient que l'obligation faite aux jeunes nés en France de parents étrangers de manifester leur volonté de devenir Français met à mal un grand principe de la République, le Conseil observe que la loi de 1889, qui a établi la règle de l'acquisition de la nationalité sans formalité, l'a fait pour «des motifs tenant notamment à la conscription». En clair, une règle de conscription ne peut être un «grand principe». Ce même raisonnement a amené le Conseil à refuser de constitutionnaliser le «double droit du sol», celui qui fait automatiquement d'un enfant d'étrangers, eux-mêmes nés en France, un Français, règle mise à mal par la réforme puisqu'elle la supprime pour les descendants des habitants des anciennes colonies françaises et pose des conditions à son application aux enfants d'Algériens. Il rappelle, en effet, que si cette disposition a été instituée en 1951, il ne lui a été accordé un «caractère absolu» qu'en 1989, «pour répondre aux exigences de la conscription».

Cette validation des grands principes ne veut pas dire que le Conseil constitutionnel n'a rien trouvé à redire au texte qui lui était soumis. D'abord, à propos de «double droit du sol», a tenu à préciser, la formulation étant imprécise, que sa suppression ne peut concerner les habitants des anciennes colonies devenues territoires d'outre-mer. Dans un domaine voisin, il a refusé l'application de la réforme du code à Wallis-et-Futuna, comme cela avait été décidé par un amendement de l'Assemblée nationale, l'ensemble de ce territoire n'ayant pas été consulté, contrairement à ce qu'impose la Constitution.

Une autre limite à la volonté du législateur, beaucoup plus sensible celle-là, a été apportée par le Conseil

au sujet du service militaire des jeunes disposant d'une double nationalité. Les députés de droite avaient tenu à préciser que ces jeunes seraient tenus de remplir leurs obligations militaires en France, s'ils résident habituellement sur le territoire national, et cela alors qu'une convention franco-algérienne de 1983 laisse le choix aux jeunes Français, ayant gardé la nationalité algérienne, de faire leur service en France ou en Algérie. Le Conseil a rappelé que la loi peut poser ce principe, mais que cet accord international, tant qu'il ne sera pas modifié, devra continuer à être appliqué en vertu de la Constitution, qui pose le principe de la supériorité des traités sur les lois.

## Un risque d'arbitraire

Deux dispositions parallèles ont même été jugées contraire à la Constitution. En accord avec le gouvernement, le Parlement avait décidé qu'un enfant né en France de parents étrangers perdrait son droit de devenir Français si, entre dix-huit et vingt-et-un ans, il était condamné à certaines peines ou s'il était l'objet d'un arrêté d'assignation à résidence non expressément rapporté ou abrogé, soit d'un arrêté de reconduite à la frontière. Les mêmes limites étaient fixées aux possibilités d'acquisition de la nationalité française par une autre voie, ainsi qu'à la réintégration. Le Conseil estime qu'en agissant à la nature des infractions pénales concer-

nées (proxénétisme, homicide, trafic de stupéfiants...) et à la durée de la peine qui devra être prononcée pour que cette interdiction y soit associée (au moins six mois sans succès), il n'y a pas atteinte à l'article VIII de la Déclaration des droits de l'homme, qui impose une proportionnalité des peines et des fautes.

En revanche, le Conseil a considéré que ce principe de 1789 s'applique aussi aux «incapacités» que la loi fait découler «de décisions prises par une autorité administrative». Or, sans qu'il le dise expressément, il apparaît que, pour lui, ces décisions administratives, qui émanent soit du préfet soit du ministre de l'Intérieur, ne sont pas suffisamment soumises au contrôle de la justice et qu'il y a donc un risque d'arbitraire. En tout cas, il a estimé qu'elles pouvaient être des «sanctions manifestement disproportionnées par rapport aux faits susceptibles de motiver de telles mesures» et qu'il y avait violation de l'article VIII de la Déclaration des Droits de l'homme de 1789.

Voilà confirmé que le Conseil constitutionnel, gardien sourcilieux des droits de l'homme, s'inquiète des que l'administration peut porter atteinte aux libertés individuelles hors du contrôle de la justice. Cet état d'esprit pourrait se confirmer lorsque les juges de la constitutionnalité auront à examiner les textes sur les contrôles d'identité et le statut des étrangers.

THIERRY BRÉHER

## Comme une lettre à la poste

Comme une lettre à la poste, la réforme du code de la nationalité a passé, pour l'essentiel, le cap du contrôle de constitutionnalité. Les opposants à la loi nouvelle, qui attendaient des hauts magistrats du Palais-Royal une censure nette, seront déçus. A la faiblesse de la mobilisation de gauche sur ce dossier, le Conseil constitutionnel vient d'ajouter l'impuissance des arguments juridiques, livrant au passage une jurisprudence lourde de symboles. Ainsi, le droit du sol donne sa version en vigueur jusqu'à présent (acquisition automatique de la nationalité française des enfants d'étrangers à l'âge de la majorité, par la simple fait de la naissance en France et de cinq années de résidence) n'est pas considéré comme un «principe fondamental reconnu par les lois de la République», mais peut être soumis à certaines conditions, en l'occurrence une manifestation de la volonté de devenir Français.

Un autre aspect de la décision des hauts magistrats intéresse curieusement... l'histoire coloniale. Le Conseil constitutionnel a, en effet, avalisé la disposition de la nouvelle loi, qui, à partir de la fin 1994, soumettra le double droit du sol (né français à la naissance l'enfant né en France dont l'un des parents étrangers est lui-même né en France) à une condition particulière (cinq années de résidence en France) s'agissant de parents nés en

PHILIPPE BERNARD

(1) Michèle Tribalat, *Attribution et acquisition de la nationalité française* (Population et sociétés, Bulletin de l'Institut national d'études démographiques, juillet 1993).

## L'extrême droite et la «nouvelle droite»

## Tension au bureau politique du Front national

Roger Holcindre est-il toujours membre du bureau politique du Front national? Une rumeur s'est répandue, mardi 20 juillet, annonçant la démission de ce conseiller régional d'Ile-de-France de la direction du parti lepéniste, dont il est l'un des membres fondateurs.

Contacté dans la soirée par le Monde au château occupé par l'association qu'il dirige, le cercle national des combattants à Neuilly-sur-Seine (Cher) où se déroule la neuvième université du Front national de la jeunesse, M. Holcindre a répondu : «Je n'ai strictement rien à dire. Je démens avoir démissionné».

La rumeur est fondée sur des propos tenus par ce vieux compagnon de Jean-Marie Le Pen au cours d'une réunion du bureau politique, le 5 juillet, à Paris. Ce jour-là, rapporte un participant, «Roger a piqué une grosse colère» et annoncé sa démission, ainsi que l'abandon de son mandat régional, avant la fin de l'année. Selon un autre dirigeant du FN, M. Holcindre a fait «une crise», que tous les permanents présents au siège du parti d'extrême droite ont pu entendre. Son courroux était lié au

peu d'empressement que, selon lui, la direction met à l'aider financièrement dans la gestion du château de Neuilly, propriété de l'ex-empereur de Centrafrique, Jean-Bedel Bokassa. M. Holcindre aurait notamment reproché aux dirigeants nationaux et régionaux du mouvement de ne pas utiliser suffisamment ce château pour leurs stages, leurs séminaires ou leurs congrès.

Au-delà de ce «coup de tête» propre à un personnage entier, un peu passionné, haut en couleur et intérieurement lié à l'histoire de l'extrême droite – M. Holcindre a désigné «certains» dirigeants du parti – «Tout le monde comprend le mal «certains» au bureau politique», précise un membre de la direction –, qui, selon lui, préparent l'avenir du mouvement lepéniste, en même temps que le leur, au-dessus de la tête du président du FN. En l'occurrence, M. Holcindre visait implicitement les responsables liés au club de l'Horloge ou à la «nouvelle droite», comme MM. Mégret, Le Gallou ou Blot.

O. B.

Après la mise en examen des professeurs Job et Dray

## D'autres plaintes vont être déposées dans l'affaire de l'hormone de croissance contaminée

La mise en examen pour homicide involontaire par M. Marie-Odile Bertella-Geffroy, juge d'instruction à Paris, des professeurs Jean-Claude Job et Fernand Dray (le Monde du 21 juillet) ne constitue que la première décision judiciaire dans une affaire complexe. D'autres plaintes sont ou vont être déposées par des familles d'enfants atteints par la maladie de Creutzfeldt-Jakob après traitement par l'hormone de croissance «extractive» fabriquée à l'Institut Pasteur de Paris.

«On peut s'étonner que dans cette affaire les pouvoirs publics n'aient pas réagi plus tôt», confie-t-on aujourd'hui dans l'entourage de Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville. Le professeur Job, président de France-Hypophyse, a déclaré de son côté au Monde : «L'association France-Hypophyse a été mise en place en 1973 avec l'inspiration et le soutien des plus hauts responsables de la santé et de l'assurance-maladie. Elle a toujours fonctionné sous le contrôle de représentants des pouvoirs publics et n'a jamais pris de décision sans leur accord».

«Elle a eu deux missions propres, exprimées par les pouvoirs publics, poursuit le professeur Job : faciliter ou assurer dans les hôpitaux, en France uniquement, la collecte d'hypophyses humaines pour les livrer à l'Institut Pasteur, de purification et du conditionnement de l'hormone de croissance, qui n'ont jamais été dévolus à France-Hypophyse, organiser des comités d'experts, valant au meilleur emploi de cette hormone, surtout rare et toujours coûteuse. Toutes ces activités ont toujours été bénévoles».

Se refusant à fournir pour l'heure d'autres précisions sur les «errements» de la collecte d'hypophyses, dénoncés par le rapport de l'IGAS),

le professeur Job précise qu'il réserve ses explications au magistrat instructeur. Ces déclarations permettent déjà de prévoir sa tactique de défense. Il souhaite faire partager ses responsabilités avec son autorité de tutelle, notamment la direction de la pharmacie et du médicament présidée à l'époque par le professeur Jacques Dangoumen, et le «fabricant» et «importateur», le professeur Dray, de l'Institut Pasteur de Paris.

La plainte déposée il y a près de deux ans par la famille Benziac a été suivie par d'autres. Ainsi, à Douai, M. et M<sup>me</sup> Tison, eux aussi parents d'un enfant contaminé, ont porté plainte pour empoisonnement auprès du doyen des juges d'instruction, A. Toulouse. La famille d'un adolescent décédé en 1991 à la suite d'une maladie de Creutzfeldt-Jakob, a engagé une action civile réclamant devant le tribunal de grande instance 1,75 million de francs de dommages et intérêts à l'association France-Hypophyse. Selon M. François Sarda, l'avocat du professeur Job et de l'association, celle-ci n'était pas assurée en 1984 et 1985, pas plus qu'elle ne l'est aujourd'hui. On annonce enfin le dépôt à Paris de plusieurs autres plaintes pour empoisonnement.

J.-Y. N.

■ Mart du cardinal Gray, ancien évêque d'Edimbourg. Le cardinal Gordon Joseph Gray, archevêque d'Edimbourg en Ecosse de 1951 à 1985, est mort à Edimbourg, lundi 19 juillet, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Il avait participé au concile Vatican II (1962-1965). Président de la commission internationale de liturgie pour l'anglais, il avait assuré les traductions de la liturgie latine pour les pays anglophones. Il avait été créé cardinal en 1969 par Paul VI. Après sa disparition, le Sacré Collège compte 149 cardinaux (dont 108 de plus de quatre-vingts ans) électeurs du pape en cas de conclave.

Après le rachat du quotidien strasbourgeois par le groupe Hersant.

## Menace de grève aux «Dernières Nouvelles d'Alsace»

STRASBOURG

de notre correspondant régional

Le climat s'est tendu aux Dernières Nouvelles d'Alsace après le rachat de ce quotidien par le groupe Hersant (le Monde du 20 et du 21 juillet). La direction du journal avait refusé de publier dans son intégralité, mercredi 21 juillet, le texte de la motion adoptée la veille au cours de l'assemblée générale de la rédaction, les journalistes devaient se réunir à nouveau, mercredi soir, pour se prononcer sur l'opportunité d'un mouvement de grève. Les rédacteurs des Dernières Nouvelles d'Alsace affirment notamment, dans cette motion, que «cette opération renforce l'emprise du groupe Hersant et constitue une nouvelle atteinte grave au pluralisme de la presse». Ils exigent la non-intervention des actionnaires dans le contenu

réactionnel, en particulier lors des élections électorales.

Un cours de son édition par le comité d'entreprise, mardi, l'émis-saire de Philippe Hersant, Yves de Chaisemartin, administrateur délégué de France-Anilux, directeur général de la Sogepresse, qui siège au nouveau conseil d'administration des Dernières Nouvelles d'Alsace, avait confirmé le maintien de Jacques Puymanet dans ses fonctions de président-directeur général de l'entreprise. Il avait aussi affirmé que le groupe de Robert Hersant et celui organisé autour de France-Anilux par Philippe Hersant, fils de ce dernier, constituaient «deux groupes bien distincts». «Le groupe opérationnel renforce l'emprise du groupe Hersant et constitue une nouvelle atteinte grave au pluralisme de la presse», a-t-il affirmé, «avait-il indiqué».

M. S.

## Le Monde des DEBATS

Le Monde

LIEUX DE BONHEUR

En ces temps de malaise sinon de malheur, il existe encore des lieux où l'on peut trouver le bonheur : à condition de savoir le chercher... Le café ou l'atelier du bricoleur, le stade ou la grande nature pour le marcheur à pied, le club de vacances que l'on a acheté ou le lieu secret que l'on a choisi.

Des écrivains, Kenneth White et Jacques Lanzmann, un sociologue, Véronique Naïoum-Graupet, un philosophe, Michel Tibbon-Camillot, un historien, Roger Chartier, une enseignante, Andrée Chastel, racontent leur mode d'emploi de ces lieux de bonheur.

## QUELLE LANGUE POUR L'EUROPE ?

Si l'Europe se fait vraiment elle devra bien parler un langage commun. Forcément l'anglais? Les jeux ne sont pas faits, mais presque, du moins pour la communication multilingue. Comment alors sauver la culture européenne, qui ne peut s'exprimer qu'à travers une langue ou des langues européennes?

Lire page 24 l'article d'ALEXANDRE BUCCIANTI

Numéro spécial été - 30 F.

## L'Egypte bloquée

Quelques heures après la signature de l'accord de cessez-le-feu, le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza. Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza.

Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza. Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza.

Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza. Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza.

Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza. Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza.

Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza. Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza.

Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza. Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza.

Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza. Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza.

Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza. Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza.

Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza. Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza.

Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza. Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza.

Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza. Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza.

Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza. Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza.

Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza. Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza.

Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza. Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza.

Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza. Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza.

Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza. Le régime de Moubarak a refusé de laisser entrer les troupes de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) dans le territoire de Gaza.

2014